
Analyse des rapports nationaux à la CMS

2011

Préparée pour le Secrétariat de la CMS

par

le Programme des Nations Unies pour l'environnement
Centre Mondial de surveillance continue de la conservation de la nature

Août 2011





**PNUE - Centre Mondial de surveillance continue
de la conservation mondiale de la nature**

219 Huntingdon Road

Cambridge

CB3 0DL

Royaume-Uni

Tél : +44 (0) 1223 277314

Fax : +44 (0) 1223 277136

E-mail : species@unep-wcmc.org

Site Web : www.unep-wcmc.org

**À PROPOS DU PNUE - CENTRE DE
SURVEILLANCE CONTINUE DE LA
CONSERVATION MONDIALE DE LA NATURE**

Le PNUE - Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (PNUE-WCMC), établi à Cambridge au Royaume-Uni, est le centre spécialisé en matière d'informations et d'évaluation de la biodiversité du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Il travaille en collaboration avec le WCMC, une organisation caritative britannique. La mission du Centre consiste à évaluer et à mettre en avant les multiples valeurs de la biodiversité et à souligner le rôle capital des connaissances officielles relatives à la biodiversité dans la prise de décision. Grâce à l'analyse et à la synthèse des connaissances mondiales sur la biodiversité, le Centre fournit des informations officielles, stratégiques et actualisées pour permettre aux conventions, aux pays et aux organisations de les exploiter dans le cadre du développement et de l'application de leurs politiques et de leurs décisions.

Le PNUE-WCMC met en place des procédures et services concrets et rigoureux sur le plan scientifique, notamment les études de l'écosystème, l'assistance pour la mise en œuvre d'accords en faveur de l'environnement, les informations sur la biodiversité mondiale et régionale, les recherches sur les menaces et les impacts, ainsi que le développement de scénarios futurs.

CITATION

PNUE-WCMC (2011). Analyse des rapports nationaux 2011 à la CMS. PNUE-WCMC, Cambridge, Royaume-Uni.

PRÉPARÉE POUR

Secrétariat de la CMS, Bonn, Allemagne.

CLAUDE DE NON-RESPONSABILITÉ

Ce rapport ne reflète pas nécessairement les points de vue ou politiques du PNUE ou des organisations participantes. Les termes employés et les présentations ne laissent pas supposer l'expression d'une opinion quelle qu'elle soit de la part du PNUE ou des organisations participantes, concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région ou son autorité, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

© Copyright : 2011, PNUE-WCMC

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DES PARTIES AU RAPPORT	1
ANNEXE I ESPÈCES : PRÉSENTATION	4
OISEAUX.....	6
MAMMIFÈRES MARINS.....	11
TORTUES MARINES.....	15
MAMMIFÈRES TERRESTRES (AUTRES QUE LES CHAUVES-SOURIS).....	20
CHAUVES-SOURIS	25
AUTRES TAXONS	26
INSCRIPTIONS DES NOUVELLES ESPÈCES POTENTIELLES.....	30
INSCRIPTIONS À L'ANNEXE I.....	30
INSCRIPTIONS À L'ANNEXE II.....	34
DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX ACCORDS.....	38
OISEAUX.....	39
MAMMIFÈRES MARINS.....	39
TORTUES MARINES.....	40
MAMMIFÈRES TERRESTRES (AUTRES QUE LES CHAUVES-SOURIS).....	40
CHAUVES-SOURIS	41
AUTRES TAXONS	41
ZONES PROTÉGÉES.....	41
TÉLÉMÉTRIE SATELLITAIRE	45
MOBILISATION DES RESSOURCES	52
RESSOURCES POUR LES ACTIVITÉS DE CONSERVATION	52
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE LA CMS	53
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX AUTRES PAYS.....	56
ASSISTANCE TECHNIQUE/SCIENTIFIQUE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT	57
RÉCEPTION DES CONTRIBUTIONS DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE LA CMS.....	57
RÉCEPTION DE L'AIDE/ ASSISTANCE FINANCIÈRES D'AUTRES SOURCES	57
APPLICATION DES RÉSOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS	60
RÉSOLUTIONS COP CMS.....	60
RECOMMANDATIONS COP CMS	72

PRÉSENTATION DES PARTIES AU RAPPORT

Ce document résume les informations apportées dans les rapports nationaux de la CMS délivrée par les Parties à l'occasion de la dixième Réunion de la Conférence des Parties en 2011. Seuls les rapports remis au Secrétariat avant le 10 juin 2011 (Illustration 1) sont pris en compte.¹ Cette analyse concerne les sections II (sans les questions relatives aux espèces spécifiques de l'Annexe I), III, V, VI, IX et X des rapports nationaux.

Des rapports nationaux ont été envoyés par 68 Parties avant le 10 juin, soit 60 % sur les 113 Parties éligibles à la CMS.² Ce taux de participation est supérieur à celui de 2008 (50 % sur 108 Parties dès le 31 juillet 2008) et 2005 (51 % sur 92 Parties dès le 31 août 2005), lorsque des analyses sur les rapports nationaux ont été menées. L'augmentation de la participation s'explique principalement par les progrès de l'Asie pour la rédaction de rapports. Les rapports de 2011 couvrent largement la période de 2008 à 2010. Toutefois, certaines Parties ont indiqué s'être appuyées sur une période plus longue lorsque des rapports précédents n'avaient pas été rédigés, ou sur une période plus courte si la Partie venait d'adhérer.

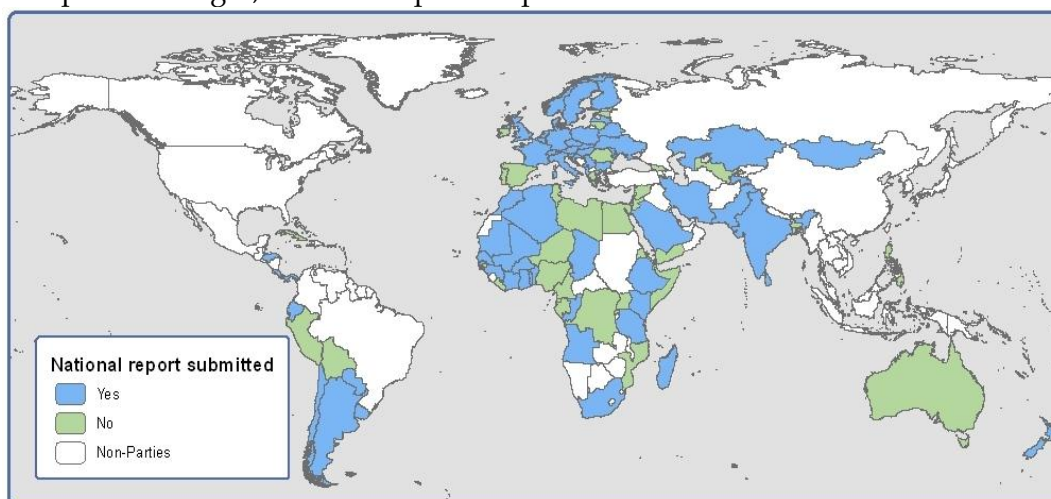


Illustration 1. Parties à la CMS qui ont soumis un rapport national à la COP10 avant le 10 juin 2011 et ont donc été prises en compte dans la présente analyse. Le tableau 2 offre des informations plus détaillées.

Alors que seules 68 Parties présentées sur l'illustration 1 sont analysées dans le reste du rapport, les pourcentages indiqués dans le tableau 1 et l'illustration 2 ci-dessous montrent les Parties qui ont participé dans chaque région en 2005, 2008 et 2011, à partir de tous les rapports nationaux reçus à ce jour (à partir du 25 août 2011).

Par rapport à 2008, en 2011, le taux de réponse a augmenté dans 3 régions sur cinq, même s'il faut également noter que les chiffres pour 2005 et 2008 incluent les rapports soumis jusqu'à un an ou plus après le délai.

Cinquante-six Parties ayant remis un rapport national en 2011 ont également rédigé des rapports en 2008 ; 42 d'entre eux l'avaient déjà fait en 2005 (Tableau 2). Six Parties ont rejoint la CMS depuis la COP9 en 2008 (dès le 25 août 2011), dont quatre pays d'Afrique (Burundi, Guinée Équatoriale, Éthiopie et Mozambique) et deux d'Europe (Arménie et Monténégro).

¹ Les rapports nationaux sont disponibles sur www.cms.int/bodies/COP/cop10/national_report/NRs_not_coded.html.

² Deux pays, l'Arménie (1er mars 2011) et le Burundi (1er juillet 2011), ont adhéré ultérieurement. L'Union européenne n'est pas contrainte de rédiger un rapport national.

Tableau 1. Taux de rapport national par région en 2005, 2008 et 2011* (%).

Région/ Année	Europe (%)	Afrique (%)	Asie (%)	Amérique centrale & du sud (%)	Océanie (%)
2005	72	50	60	100	67
2008	79	51	38	100	40
2011	83	49	64	67	66

*Les chiffres représentent le nombre de rapports nationaux soumis au 25 août 2011

Tableau 2. Parties ayant effectué des rapports nationaux à la COP8 (2005), COP9 (2008) et COP10 (2011) à partir du 25 août 2011.

Partie	Région	2005	2008	2011	Partie	Région	2005	2008	2011
Albanie	UE	✓		✓	Érythrée	AF	✓		
Algérie	AF	*		✓	Estonie	UE	*	*	✓#
Angola	AF	*	✓	✓	Éthiopie	AF	*	*	✓
Antigua-et-Barbuda	SCA	*	✓	✓#	Union européenne	UE	-	-	-
Argentine	SCA	✓	✓	✓	Finlande	UE	✓	✓	✓
Arménie	UE	*	*	*	France	UE		✓	✓
Australie	OC	✓	✓	✓#	Gabon	AF	*	*	
Autriche	UE	*	✓	✓	Gambie	AF		✓#	
Bangladesh	AS	*			Géorgie	UE	✓#	✓	✓#
Bélarus	UE	✓	✓	✓	Allemagne	UE	✓	✓	✓
Belgique	UE	✓	✓	✓	Ghana	AF			✓
Bénin	AF		✓#	✓	Grèce	UE			
Bolivie	SCA	✓	✓	✓#	Guinée	AF	✓	✓	✓
Bulgarie	UE	✓	✓	✓	Guinée-Bissau	AF		✓#	
Burkina Faso	AF	✓#	✓	✓	Honduras	SCA	*	✓	✓
Burundi	AF	*	*	*	Hongrie	UE	✓	✓	✓
Cameroun	AF				Inde	AS		✓	✓
Cape Vert	AF	*			Iran, République islamique d'	AS	*	*	✓
Tchad	AF	✓	✓	✓	Irlande	UE	✓#		
Chili	SCA	✓	✓	✓	Israël	AS	✓		✓
Congo, République du	AF	✓	✓	✓	Italie	UE	✓	✓	✓
Îles Cook	OC	*			Jordanie	AS			
Costa Rica	SCA	*	✓	✓	Kazakhstan	AS	*		✓
Côte d'Ivoire	AF	✓	✓	✓	Kenya	AF	✓	✓	✓
Croatie	UE	✓	✓	✓	Lettonie	UE	✓	✓	✓
Cuba	SCA	*	*		Liberia	AF	✓#	✓	
Chypre	UE		✓	✓	Jamahiriya arabe libyenne	AF			
République tchèque	UE	✓	✓	✓	Liechtenstein	UE			✓#
Rép. démocr. du Congo	AF	✓	✓		Lituanie	UE	✓#	✓#	
Danemark	UE	✓	✓	✓	Luxembourg	UE			
Djibouti	AF				Madagascar	AF	*		✓
Équateur	SCA	✓	✓#	✓	Mali	AF	✓	✓#	✓
Égypte	AF		✓#		Malte	UE			
Guinée équatoriale	AF	*	*		Mauritanie	AF			✓
					Maurice	AF		✓	✓

Partie	Région	2005	2008	2011	Partie	Région	2005	2008	2011
Monaco	UE	✓	✓	✓	Sénégal	AF	✓	✓	✓
Mongolie	AS	✓	✓	✓	Serbie,	UE	*	✓	✓
Monténégro	UE	*	*	✓	République de				
Maroc	AF	✓	✓	✓	Seychelles	AF	*		
Mozambique	AF	*	*		Slovaquie	UE	✓	✓#	✓
Pays-Bas	UE	✓#	✓	✓	Slovénie	UE		✓	✓
Nouvelle Zélande	OC	✓	✓	✓	Somalie	AF			
Niger	AF				Afrique du Sud	AF	✓	✓#	✓
Nigéria	AF	✓			Espagne	UE	✓#	✓	✓#
Norvège	UE		✓	✓	Sri Lanka	AS	✓		✓
Pakistan	AS	✓	✓	✓	Suède	UE	✓	✓	✓
Palaos	OC	*	*		Suisse	UE	✓		✓
Panama	SCA	✓	✓	✓	République	AS			
Paraguay	SCA	✓	✓	✓	arable syrienne				
Pérou	SCA	✓#	✓		Tadjikistan	AS		✓#	✓
Philippines	OC			✓#	Anc. Rép.	UE	✓	✓	✓
Pologne	UE		✓	✓	Yougoslave de	AF	✓	✓	✓
Portugal	UE	✓	✓		Togo				
République de	UE	✓#		✓	Tunisie	AF	✓#		
Moldavie					Ouganda	AF			
Roumanie	UE		✓#		Ukraine	UE	✓	✓#	✓
Rwanda	AF				Royaume-Uni	UE	✓	✓	✓
Samoa	OC	*		✓	Rép. de Tanzanie	AF			✓
Sao Tomé-et-	AF				Uruguay	SCA	✓	✓	✓
Principe					Ouzbékistan	AS	✓#		
Arabie Saoudite	AS	✓	✓#	✓	Yémen	AS	*		

Important : #: le rapport national n'a pas été remis suffisamment tôt pour être pris en compte dans l'Analyse et la synthèse des rapports nationaux de cette année (actuellement, à partir du 25 août 2011). *N'était pas une Partie à la CMS avant le délai de remise des rapports nationaux. Régions : AF= Afrique ; AS= Asie ; UE= Europe ; OC= Océanie ; SCA= Amérique centrale et du sud

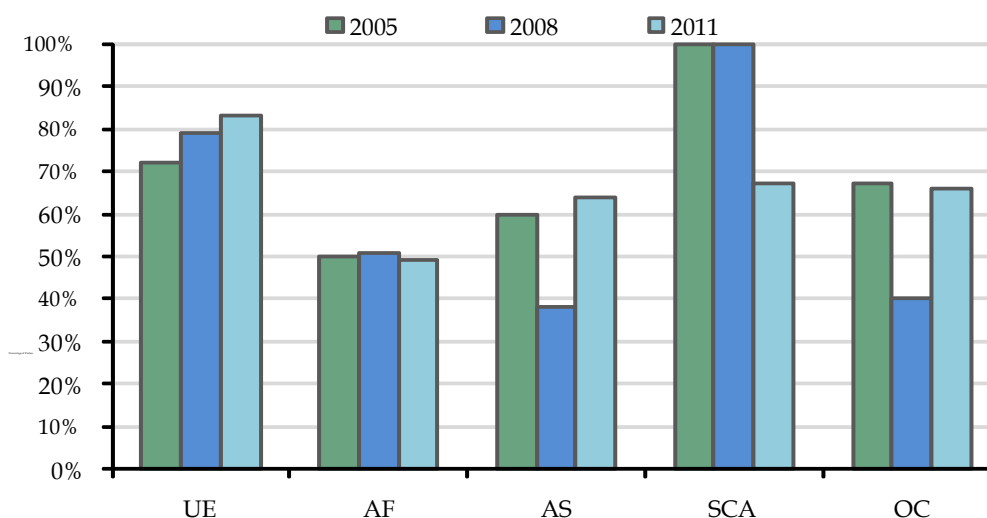


Illustration 2. Taux de soumission du rapport national (%) par région en 2005, 2008 et 2011, à partir du 25 août 2011. (UE= Europe ; AF= Afrique ; AS= Asie ; SCA= Amérique centrale et du sud ; OC= Océanie.)

ANNEXE I ESPÈCES : PRÉSENTATION

Les informations fournies par les Parties sur les espèces répertoriées dans l'Annexe I (Section II du rapport national) sont regroupées par groupes : oiseaux, mammifères marins, tortues marines, mammifères terrestres (autres que les chauves-souris), chauves-souris et autres taxons. Les Parties devaient présenter la législation interdisant la capture, les obstacles empêchant la migration ainsi que les autres risques majeurs, et les actions requises pour maîtriser ces risques, les facteurs de limitation et l'assistance nécessaire. Les questions concernant les espèces spécifiques de l'Annexe I n'ont pas fait l'objet de ce rapport.

Comme toutes les Parties ne font pas partie de l'aire de répartition de tous les groupes taxonomiques, les pourcentages figurant dans le texte représentent les proportions des pays de l'aire de répartition qui ont donné des informations concernant le groupe en particulier.

OISEAUX

Protection juridique

Toutes les Parties comptant des populations d'oiseaux de l'Annexe I ont répondu à cette section. Sur les 66 Parties, la majorité (58 Parties ; 88 %) indiquent qu'une législation nationale mise en œuvre interdit la capture d'oiseaux de l'Annexe I. La Mongolie confirme que la législation interdisant leur capture est appliquée mais, bien que la majorité des 14 oiseaux de l'Annexe 1 présents en Mongolie soit protégée, quatre espèces répertoriées dans l'Annexe 1 ne font pas l'objet d'une législation nationale. Sur les huit Parties affirmant que la capture n'est pas interdite malgré l'application d'une législation, deux Parties (Kazakhstan et Monaco) mentionnent d'autres mesures de protection pertinentes. Neuf Parties appliquant une législation nationale interdisant la capture énumèrent également des législations ou mesures supplémentaires efficaces en faveur de la protection des espèces d'oiseaux migrateurs.



Albatros d'Amsterdam *Diomedea amsterdamensis*
(Photo: Vincent Legendre)

Parmi ces Parties signalant que la législation est appliquée, 12 rapportent que certaines exceptions ont été accordées, à l'origine pour les activités de conservation ou les recherches scientifiques.

Obstacles empêchant la migration

La destruction de l'habitat est l'obstacle le plus cité de la migration des oiseaux de l'Annexe I, réponse donnée par 92 % (59 Parties) des 64 Parties ayant répondu à cette question (Illustration 3). La pollution est également considérée comme une barrière à la migration par plus de la moitié des Parties (35 Parties ; 55 %), la prise accessoire et l'électrocution étant citées par 29 Parties (45 %). Trente Parties ont choisi la catégorie « autres », pour la chasse illégale, le braconnage et le commerce (11 Parties) ; les changements climatiques (huit Parties) ; les éléments perturbateurs d'origine humaine (cinq Parties) et les espèces envahissantes (quatre Parties), réponses les plus fréquentes sous ce titre général.

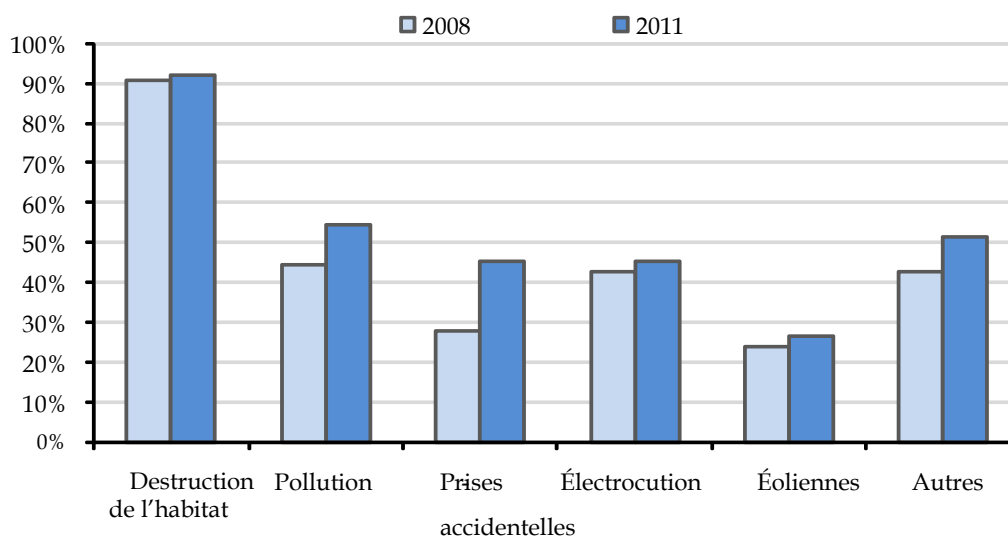


Illustration 3. Pourcentage de Parties signalant chaque type d'obstacle à la migration des oiseaux répertoriés dans l'Annexe I, tels qu'ils figurent dans les rapports nationaux de 2008 et 2011. Les pourcentages s'appuient sur le nombre total de pays ayant répondu à la question : 54 en 2008 et 64 en 2011. N.B. Les Parties peuvent sélectionner plusieurs obstacles.

Actions pour surmonter ces obstacles

Quatre-vingt dix-huit pourcents (63 des 64 Parties) des Parties ayant donné des détails concernant les obstacles à la migration appliquent des mesures d'atténuation. Vingt-six Parties indiquent avoir créé de nouvelles zones de protection ou étendu les zones de protection existantes, notamment les sites Ramsar. Dix-huit parties ont mis en place de nouvelles lois ou une application plus rigoureuse des lois existantes. Et la restauration de l'habitat est en cours dans 16 pays. Des plans de gestion sont développés ou appliqués par 11 Parties, et 14 Parties présentent les conditions des EIE à établir pour le développement et les projets d'éoliennes. Des mesures d'amélioration de la surveillance et des études sont réalisées par 13 Parties. Sept Parties évoquent la formation et la sensibilisation. Quatorze pays poursuivent leurs efforts pour limiter la mortalité migratoire liée aux lignes électriques et aux parcs éoliens. Des efforts visant à réduire les prises accessoires des oiseaux marins sont en cours dans quatre pays. Des programmes d'éradication des parasites pour protéger les oiseaux nicheurs sont mis en place par deux Parties. Le Bénin, la République du Congo (désignée ci-après le Congo) et le Mali encouragent les communautés locales à poursuivre leurs efforts pour conserver les oiseaux migrateurs et leur habitat. Le Royaume-Uni met en avant une révision récente générée pour le Conseil scientifique de la CMS sur les voies migratoires des oiseaux, les principales menaces auxquelles sont confrontés les oiseaux, le manque de connaissances et les priorités de conservation.³

Évolutions actuelles

Cinquante-trois Parties notent des progrès dans la maîtrise des obstacles à la migration. L'indicateur de réussite le plus fréquent reste la protection assurée par des zones protégées existantes ou par la désignation de nouvelles zones de protection, 15 Parties notent des progrès liés aux zones protégées. Huit Parties considèrent le renforcement de la prise de conscience du public comme une réussite, Chypre, en particulier, évoque la réussite d'une campagne à grande échelle visant à éliminer le piégeage illégal d'oiseaux. Quatre Parties font valoir le succès des projets de restauration d'habitat, et trois pays mettent en avant la réduction des prises accessoires d'oiseaux marins. La Mongolie note le renforcement de la coopération internationale. D'autres signes de progrès sont présentés, parmi eux, notamment, l'application stricte de la législation, la formation des responsables d'application de la loi, l'éradication d'espèces envahissantes, l'atténuation des éoliennes et lignes électriques, le développement de plans de gestion et de plans d'action, la mise en œuvre d'EIE et l'implication de la communauté.

Assistance requise pour surmonter ces obstacles

L'aide financière est la réponse plus citée, 28 Parties demandent des fonds pour différentes activités, notamment : la restauration de l'habitat, les recherches et surveillances scientifiques, la formation du personnel, l'application des lois, les campagnes de sensibilisation du public et la mise en œuvre de mesures d'atténuation. L'assistance technique, notamment concernant le développement des compétences, a été citée par 21

³ Kirby, Jeff. 2010. Review of Current Knowledge of Bird Flyways, Principal Knowledge Gaps and Conservation Priorities. www.cms.int/bodies/ScC/global_flyways/wg/review2.pdf

Parties. Huit pays mentionnent la coopération internationale ainsi que l'échange des connaissances et des meilleures pratiques. Deux participants notent la nécessité de directives internationales. L'Italie exige, de manière spécifique, des directives sur l'évaluation de l'influence des infrastructures humaines (par ex. éoliennes) sur les oiseaux migrateurs et met en avant un rapport publié en 2008 sur l'atténuation de l'impact des lignes électriques sur les oiseaux. La Nouvelle Zélande requiert le renforcement de la coopération avec l'industrie mondiale de la pêche afin d'appliquer les meilleures pratiques internationales pour l'atténuation de la mortalité migratoire des oiseaux marins dans les pêcheries. Trois pays demandent de l'aide afin d'assurer une meilleure protection de l'habitat. Le Bélarus requiert une assistance pour la restauration de l'habitat. L'Afrique du Sud note qu'en investissant dans la mise en place d'un système national d'alerte rapide de perte de la biodiversité liée aux changements environnementaux mondiaux (notamment les changements climatiques), il serait possible de surveiller les espèces en temps réel.

Tableau 3. Assistance requise par les Parties pour protéger les oiseaux répertoriés dans l'Annexe I

Assistance requise	Parties
Aide financière	Angola, Argentine, Belgique, Bénin, Tchad, Chili, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Ghana, Honduras, Iran, Kenya, Madagascar, Mali, Mauritanie, Maroc, Pakistan, Panama, Paraguay, Sénégal, Serbie, Afrique du Sud, Sri Lanka, Tadjikistan, Tanzanie, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, Togo, Royaume-Uni (Bermudes)
Coopération régionale/internationale (notamment échange de connaissances)	Chili, Inde, Nouvelle Zélande, Pakistan, Arabie Saoudite, Serbie, Ukraine, Royaume-Uni
Recherches et surveillances scientifiques	Costa Rica, Équateur, Hongrie, Mongolie, Arabie Saoudite
Assistance technique/matérielle	Algérie, Angola, Tchad, Congo, Croatie, Équateur, Éthiopie, Ghana, Guinée, Iran, Madagascar, Mali, Mauritanie, Monténégro, Maroc, Pakistan, Paraguay, Sénégal, Serbie, Suisse, Tadjikistan
Formation	Burkina Faso, Chili, Congo, Côte d'Ivoire, Iran, Mali, Pakistan, Panama, Arabie Saoudite, Sri Lanka, Togo
Autres	Albanie, Bélarus, Chypre, Nouvelle Zélande, Uruguay

Risques majeurs

Le braconnage constitue le risque majeur le plus cité pour les oiseaux (42 Parties), avec la destruction de l'habitat (27 Parties) et le commerce illégal (22 Parties), également considérés comme des menaces importantes (Illustration 4). Six pays mentionnent l'empoisonnement illégal, et quatre citent les espèces envahissantes et les perturbations. L'utilisation de produits chimiques toxiques est évoquée par trois Parties. La Serbie et la Slovaquie indiquent que le défaut de gestion adaptée des sites de nidification affecte les oiseaux migrateurs. Les changements climatiques sont considérés comme une menace par le Royaume-Uni (Bermudes) et l'Afrique du Sud. D'autres risques sont signalés, comme la pauvreté, l'électrocution, les éoliennes, l'hybridation, les aires d'hivernage non identifiées et la faible population des oies naines *Anser erythropus*.

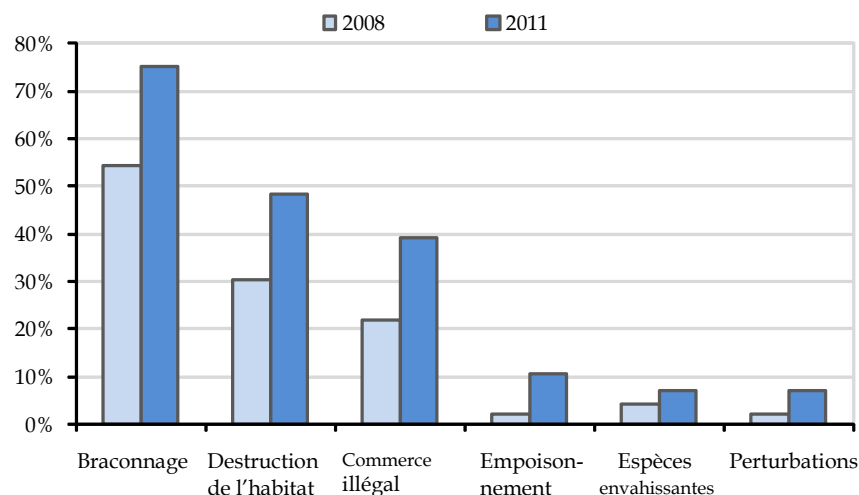


Illustration 4. Pourcentage de Parties signalant chaque type de menace pour les oiseaux répertoriés dans l'Annexe I, tels qu'ils figurent dans les rapports nationaux de 2008 et 2011. Les pourcentages s'appuient sur le nombre total de pays ayant répondu à cette question : 46 en 2008 et 56 en 2011. N.B : les Parties peuvent sélectionner plusieurs menaces.

Actions pour vaincre ces menaces

Parmi les mesures prises pour atténuer ces menaces figurent le renforcement et l'application de la législation (notamment la formation des responsables de l'application de la loi), mises en œuvre par 32 Parties, deux Parties prévoyant actuellement ces activités. Vingt-et-une Parties mentionnent la présence de populations qui contrôlent et surveillent, alors que 20 pays signalent la mise en place d'activités de sensibilisation. La création de zones de protection est évoquée par 10 Parties. Cinq pays constatent des efforts en cours pour contrôler les espèces envahissantes, tandis que le Panama lance une étude sur les conséquences des espèces envahissantes sur les espèces migratrices. Cinq Parties mentionnent également le développement de plans de gestion pour des espèces d'oiseaux. Des EIE sont également requises afin d'atténuer la destruction et la modification de l'habitat dans trois pays, deux Parties ont entrepris des actions pour la restauration ou l'amélioration des habitats. Le Bénin, le Mali et le Pakistan signalent une implication plus marquée des communautés locales dans leurs efforts de conservation. D'autres actions sont mises en œuvre, notamment des efforts pour évaluer les impacts des changements climatiques, la protection des sites de nidification et la construction de sites de nidification artificiels, la mise en place d'activités générant des revenus, ainsi que des recherches spécifiques aux espèces et des programmes de réintroduction.

Progrès accomplis pour atténuer ces menaces

Six Parties considèrent la prise de conscience comme une preuve de progrès. Les niveaux réduits de braconnage et/ou de capture illégale sont mentionnés par six pays, la Mauritanie indique par ailleurs les progrès accomplis grâce à l'augmentation des amendes. L'Inde signale que le commerce illégal fait l'objet de contrôles plus importants et l'Uruguay note que les prises d'oiseaux par des propriétaires particuliers ont diminué. Cinq pays considèrent que la stabilité ou l'augmentation des populations d'espèces d'oiseaux répertoriés par la CMS est un indicateur de succès. Le Togo rapporte une utilisation plus fréquente des aires d'hivernage par les oiseaux migrateurs. Quatre participants font part du succès du contrôle des espèces introduites. Une implication plus marquée des populations locales en faveur de la conservation est notée par trois Parties. Et à Madagascar, les

communautés locales ont également participé à la surveillance et au contrôle des zones concernées. Cinq Parties révèlent une amélioration de la conservation grâce à la création et la gestion des zones protégées. D'autres secteurs affichent des évolutions positives, notamment les informations scientifiques plus détaillées sur les espèces, la réduction des pressions humaines, les plans de gestion et d'action pour les oiseaux menacés, la baisse du nombre d'incidents et d'oiseaux empoisonnés, le développement des compétences des institutions gouvernementales et des communautés aptes à entreprendre des efforts en faveur de la conservation, une reproduction adaptée des espèces *Otis tarda* réintroduites au Royaume-Uni et l'annulation de projets de développement suite à des analyses portant sur les oiseaux migrateurs. Toutefois, le Ghana note une progression lente et un succès limité, et l'Israël et l'Albanie indiquent qu'il est trop tôt pour évaluer le succès.

Facteurs susceptibles de limiter les actions

La limitation des ressources financières, humaines, techniques et opérationnelles constitue le principal facteur entravant les actions, signalée par 25 Parties. Le manque de participation du public, d'autres secteurs ou des autorités locales est mentionné par neuf Parties. Huit pays signalent l'inefficacité en matière d'application de la loi ainsi que les difficultés pour contrôler le braconnage et le piégeage. Parmi les autres facteurs figurent la collaboration limitée entre les pays, le manque de volonté politique, le manque de subsistances alternatives ainsi que le maintien de pratiques traditionnelles, le manque d'informations suffisantes, la pauvreté, les incendies de forêts/friches, la déforestation, le manque de zones de protection, la pression de la population, les conflits régionaux et les changements climatiques.

Assistance requise pour maîtriser ces facteurs

L'aide financière pour la direction des inventaires et du contrôle, la sensibilisation, le développement des compétences ou les programmes de conservation et de recherches est requise par 32 Parties. L'assistance d'ordre technique ou professionnelle est mentionnée par 19 Parties, tandis que huit pays demandent une assistance pour former des responsables sur les problèmes d'application de la loi ou l'identification/l'inventaire des espèces. Sept pays soulignent leur besoin en matériel et équipements. Cinq Parties demandent une coopération plus efficace entre les Parties, sous la forme d'échange d'informations, des meilleures pratiques et le partage des opportunités financières. En outre, l'Arabie Saoudite et l'Ukraine mettent en avant la nécessité de programmes de conservation en collaboration et la Norvège note une collaboration plus efficace au sein de la CMS et des accords multilatéraux pour l'environnement concernés. D'autres points sont abordés, comme la création d'un système de points focaux sur le terrain et d'une assistance pour réduire la pauvreté.

MAMMIFÈRES MARINS

Les mammifères marins répertoriés dans l'Annexe I sont présents dans 93 pays de la CMS. Parmi eux, 53 pays de l'aire de répartition ont remis un rapport national, et 47 ont répondu à cette section.

Protection juridique

La majorité des pays de l'aire de répartition (44 Parties, soit 94 % des participants ayant répondu) confirme que la capture de tous les mammifères marins de l'Annexe I est interdite par la législation nationale, l'Angola, le Congo et l'Ukraine étant les seules Parties où elle est autorisée. Neuf Parties rapportent qu'une législation supplémentaire est mise en œuvre pour les mammifères marins. Des exceptions à l'interdiction de la capture sont accordées dans quatre pays, principalement à des fins scientifiques et éducatives, mais visent également à empêcher tout dommage matériel dans certains cas. La prise accidentelle de mammifères marins ne constitue pas une infraction en Nouvelle Zélande, dans la mesure où les mesures d'atténuation requises sont appliquées et que la prise est effectuée dans les délais.

Principaux obstacles à la migration

La prise accessoire constitue l'obstacle à la migration le plus cité pour les mammifères marins (selon 33 Parties), suivie par les collisions avec les navires de pêche et les navires commerciaux (21 Parties), la pollution (19 Parties) et la chasse illégale (13 Parties) (Illustration 5). Il existe d'autres obstacles, comme le manque de prise de conscience des problèmes de conservation dans le secteur de la pêche, le manque de connaissances scientifiques, le tourisme non-réglementé, la disparition des proies liée à la surpêche, les perturbations acoustiques et sismiques, l'exploration pétrolière, la pollution, la détérioration de l'habitat côtier, et les lacunes dans les réglementations de la pêche.

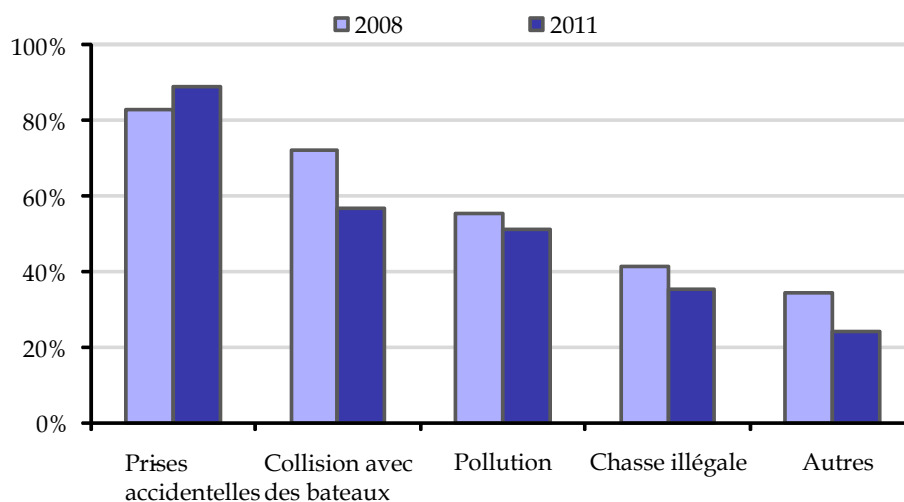


Illustration 5. Pourcentage de Parties signalant chaque type d'obstacle à la migration des mammifères marins répertoriés dans l'Annexe I, tels qu'ils figurent dans les rapports nationaux de 2008 et 2011. Les pourcentages s'appuient sur le nombre total de pays ayant répondu à la question : 29 en 2008 et 37 en 2011. N.B : les Parties peuvent sélectionner plusieurs obstacles.

Actions pour surmonter ces obstacles

Parmi les actions mises en œuvre pour surmonter ces obstacles figurent les mesures législatives, signalées par 15 Parties, comme la rédaction de nouvelles lois, l'application de lois existantes, l'utilisation obligatoire d'appareils permettant aux mammifères marins de s'échapper des filets, l'officialisation de réglementations sur l'observation des cétacés, ainsi qu'une interdiction des filets maillants. Quatorze pays se sont attelés à la sensibilisation et des recherches scientifiques ont été menées par neuf Parties. Les projets de recherche et de surveillance sont focalisés sur la réduction des prises accessoires, sur les voies migratoires et sur le développement des dispositifs acoustiques dissuasifs. Cinq Parties ont développé des mécanismes permettant d'aider les animaux blessés pris dans les engins de pêche. Quatre pays ont travaillé à l'amélioration des performances de gestion, notamment en développant des plans d'action et de gestion. La formation et l'éducation sont mises en place par quatre Parties. L'Italie a établi des zones marines protégées. Au Panama, un Comité de contrôle a été créé pour favoriser la création d'un couloir marin. La France a recours à des répulsifs sur les engins de pêche et a développé un outil de suivi en temps réel pour éviter toute collision des cétacés avec les navires de pêche. Monaco mentionne une collaboration internationale avec l'Italie et la France par la mise en œuvre de l'accord Pelagos.

Évolutions actuelles

Le renforcement de la prise de conscience et la capture directe et indirecte de mammifères marins représentent les facteurs de succès les plus cités. La formation précise des navigateurs ainsi que les guides de surveillance des cétacés présentent également des résultats positifs. En outre, on note une prise de conscience plus marquée par rapport à l'importance des baleines dans les communautés locales (cinq Parties). Cinq pays enregistrent une diminution des niveaux de prises accessoires, avec un plus grand nombre d'espèces marines libérées avec succès. La recherche et la surveillance ont permis d'acquérir des connaissances plus complètes dans six pays. Parmi les autres succès, on compte la protection des sites de nidification, l'établissement de zones marines protégées, la collaboration entre les autorités locales pour réduire la pêche illégale, et la collaboration entre les scientifiques et la communauté de la pêche afin d'échanger les informations concernant la position des baleines en temps réel. Le Royaume-Uni présente des résultats encourageants, grâce au travail effectué sur l'identification d'un dispositif acoustique répulsif. Trois Parties indiquent que la situation s'améliore, mais le Ghana précise que cette évolution est lente. La Guinée spécifie que l'instabilité politique a un impact négatif sur la progression des mesures entreprises.

Assistance requise pour surmonter ces obstacles

Quatorze Parties requièrent une assistance financière et/ou technique pour favoriser des activités comme la surveillance, la sensibilisation, le développement de stratégies de conservation et d'atténuation, les recherches, les études sur la population, la mise en œuvre d'un plan d'action des espèces et la réduction de la pression anthropique (Tableau 4).

Tableau 4. Assistance requise par les Parties pour protéger les mammifères marins durant la migration.

Assistance requise	Parties
Aide financière	Angola, Bénin, Côte d'Ivoire, Croatie, Équateur, Ghana, Guinée, Maroc, Pakistan, Panama, Samoa, Togo
Assistance technique/matérielle	Algérie, Angola, Bénin, Croatie, Ghana, Maurice, Maroc, Pakistan, Samoa, Togo

Assistance requise	Parties
Formation/Renforcement des compétences	des Albanie, Algérie, Bénin, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Maurice, Pakistan, Arabie Saoudite
Coopération régionale/internationale	Inde, Nouvelle Zélande, Pakistan
Protection des espèces/habitats	Guinée, Honduras, Ukraine
Recherches et surveillances scientifiques	Honduras, Uruguay
Autres	Inde

Dix pays souhaitent un renforcement des compétences et une formation, l'Albanie souhaite également collaborer avec les États méditerranéens de l'UE sur le renforcement des compétences pour l'application des lois. La coopération requise entre les pays de l'aire de répartition et avec les Parties à la CMS sur les meilleures pratiques est mise en avant par trois pays, notamment pour limiter les collisions avec les navires et améliorer les engins de pêche. La Guinée et l'Ukraine requièrent une assistance pour créer de nouvelles zones de protection. L'Inde souhaite une assistance pour la révision de sa législation existante.

Principales menaces pour les espèces migratrices

La capture accessoire est considérée comme la principale pression sur les mammifères marins de l'Annexe I (27 Parties), suivie par la pollution (16 Parties), la chasse illégale (cinq Parties) et la perte de l'habitat (quatre Parties) (Illustration 6). L'utilisation d'engins de pêche illégaux et le défaut d'application de la loi, les perturbations acoustiques, le manque de ressources alimentaires, les perturbations liées aux manœuvres militaires et les collisions avec les navires ou les perturbations qu'ils entraînent constituent d'autres menaces.

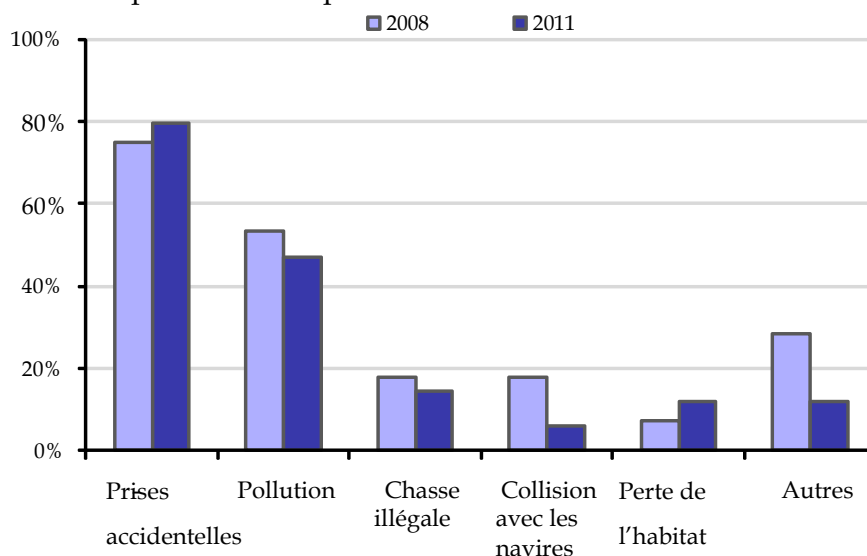


Illustration 6. Pourcentage de Parties signalant chaque type de menace des mammifères marins répertoriés dans l'Annexe I, tels qu'ils figurent dans les rapports nationaux de 2008 et 2011. Les pourcentages s'appuient sur le nombre total de pays ayant répondu à la question : 28 en 2008 et 34 en 2011. N.B : les Parties peuvent sélectionner plusieurs menaces.

Actions pour vaincre ces menaces

Onze pays ont pris conscience des problèmes et six indiquent avoir travaillé sur la formation, l'éducation et le développement des compétences. Onze Parties ont développé de nouveaux instruments législatifs ou renforcé ceux existants, en prenant des mesures, comme la promulgation d'une nouvelle législation visant à réduire la pollution, renforcer

l'application des lois et la surveillance, ainsi que la ratification et la mise en œuvre de conventions internationales. Six ont créé des zones marines de protection, le Panama valide actuellement la législation visant à créer une section panaméenne du Corridor de conservation marine du Pacifique est. Des activités de surveillance sont en cours dans quatre pays, Maurice rapporte d'ailleurs qu'un programme d'observation a été finalisé. L'Italie et la France travaillent sur des mesures visant à réduire le risque de collisions avec les navires et ont réalisé conjointement un document traitant de ce problème. De plus, des cartes préliminaires indiquant les zones à haut risque en Méditerranée ont été générées, des enquêtes aériennes sont en cours et la pollution acoustique liée au trafic de navires fait l'objet d'études. Parmi les autres actions figurent la création d'un « groupe des cétacés » dans le cadre des accords ACCOBAMS (sur la conservation des cétacés de la Méditerranée et de la Mer Noire, et de la Zone Atlantique adjacente), le développement de plans de gestion de participation et les programmes de limitation de la pollution.

Progrès accomplis pour l'atténuation des menaces

Quatre pays considèrent la réduction des prises accessoires ainsi que l'acquisition de connaissances grâce à la surveillance comme un succès. Trois Parties notent une réduction du braconnage et des activités illégales. Le renforcement de la prise de conscience dans les communautés locales est également souligné par trois pays. Le Maroc développe un réseau de zones de protection pour la conservation des phoques moines de la Méditerranée (*Monachus monachus*). Selon la Slovaquie, l'absence de collisions avec des navires est une conclusion positive. La progression est lente au Ghana, et le Pakistan espère une évolution positive dans l'avenir.

Facteurs susceptibles de limiter les actions

Treize Parties désignent les restrictions financières ou la pauvreté comme des facteurs limitant les actions en faveur de la conservation, tandis que la Kenya souhaite des fonds pour la formation et la sensibilisation, et le Panama pour mettre en œuvre des lois. Huit pays ont dû faire face à différents problèmes d'application de la loi, notamment le non-respect des réglementations par les navires étrangers (par ex. pêche illégale), le contrôle inadapté en haute mer et aucune information concernant la prise accessoire. Dans six pays, le personnel n'est pas disponible ou n'est pas qualifié. La Croatie et le Pakistan sont limités par leurs compétences techniques. Le statut d'un certain nombre de mammifères marins est inconnu au Kenya, et l'Afrique du Sud a besoin de données fiables pour prendre des décisions. Le Maroc souligne le défaut de protection juridique pour l'habitat des *Monachus monachus*, et les soulèvements de la population limitent les actions au Togo.



Phoque moine de Méditerranée *Monachus monachus* (Photo © G. Dallorto)

Assistance requise pour maîtriser ces facteurs

Une aide financière est requise par 18 Parties pour la mise en place d'une multitude d'activités, notamment des projets de microfinance, la prise en charge d'initiatives communautaires et des projets de conservation, l'éducation sur l'environnement et la recherche (six Parties) (Tableau 5). Dix pays considèrent qu'une assistance technique et

logistique est nécessaire. Par ailleurs, le Bénin demande une assistance afin d'appliquer les réglementations en haute mer. La formation et le renforcement des compétences profiteraient à huit Parties. Quatre pays demandent une coopération internationale, et deux indiquent qu'ils manquent d'expertise. L'Afrique du Sud souligne que l'assistance sur le terrain serait utile pour aider les Parties à remplir leurs obligations internationales.

Tableau 4. Assistance requise par les Parties pour protéger les mammifères marins.

Assistance requise	Parties
Aide financière	Bénin, Congo, Croatie, Équateur, France, Ghana, Guinée, Kenya, Madagascar, Maurice, Maroc, Pakistan, Panama, Samoa, Sénégal, Afrique du Sud, Togo, Uruguay
Assistance technique/matérielle	Albanie, Bénin, Congo, Croatie, Ghana, Madagascar, Maurice, Pakistan, Sénégal, Togo
Formation/Renforcement des compétences	Bénin, Côte d'Ivoire, Équateur, France, Mauritanie, Afrique du Sud, Ukraine, Uruguay
Coopération régionale/internationale	Inde, Mauritanie, Pakistan, Afrique du Sud
Expertise	Maroc, Arabie Saoudite
Autres	Afrique du Sud

TORTUES MARINES

Sur 68 Parties ayant rédigé un rapport national en 2011, 42 sont des pays de l'aire de répartition d'au moins une espèce de tortue marine répertoriée dans l'Annexe I. Trois pays de l'aire de répartition ont soumis un rapport national mais n'ont pas donné d'informations concernant la tortue marine de l'Annexe I. Les éléments ci-dessous s'appuient sur les 39 rapports des pays de l'aire de répartition ayant répondu.

Législation

La majorité des pays de l'aire de répartition (33 Parties, soit 85 % des participants ayant répondu) déclare que la capture de tortues de mer relevant de l'Annexe I est interdite par la législation nationale, onze d'entre eux présentent en détails la législation supplémentaire concernant les tortues marines. Six Parties indiquent que la législation d'application ne comprend pas de disposition interdisant la capture. En revanche, le Congo et Monaco citent une autre législation pertinente.

Des exceptions ont été accordées par trois Parties pour la capture de tortues marines. Les œufs de la tortue olivâtre *Turtle Lepidochelys olivacea* peuvent être prélevés conformément à deux décrets au Costa Rica. La France a accordé des dérogations pour la collecte d'œufs à des fins de recherche scientifique en Guyane française et en Guadeloupe. En Italie, des exceptions ont été définies selon les directives européennes sur les habitats pour des besoins spécifiques.

Obstacles empêchant la migration

La prise accessoire constitue l'obstacle à la migration le plus cité par les pays de l'aire de répartition, la grande majorité des Parties (94 %, soit 33 sur 35 pays de l'aire de répartition ayant répondu) considérant qu'elle représente un obstacle (Illustration 7). La pollution, comme les filets et l'ingestion de déchets marins, constitue également un obstacle pour plus de la moitié des pays de l'aire de répartition (18 Parties, soit 51 %).

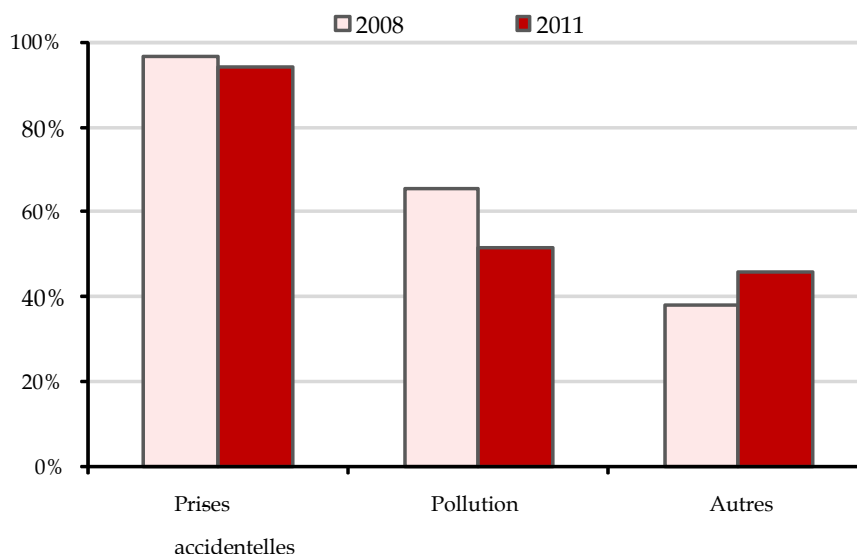


Illustration 7. Pourcentage de Parties signalant chaque type d'obstacle à la migration des tortues marines répertoriés dans l'Annexe I, tels qu'ils figurent dans les rapports nationaux de 2008 et 2011. Les pourcentages s'appuient sur le nombre total de pays ayant répondu à la question : 29 en 2008 et 35 en 2011. N.B : les Parties peuvent sélectionner plusieurs obstacles.

Seize Parties ont choisi la réponse « Autres », outre la capture accessoire et/ou la pollution. Le braconnage et/ou la récolte d'œufs sont les plus cités ici, par sept Parties. Six pays indiquent que les collisions avec des navires représentent une entrave à la migration des tortues marines. La perte de l'habitat et la destruction des sites de nidification sont signalées par trois Parties, tout comme les impacts négatifs du développement du tourisme non contrôlé. D'autres obstacles sont également mentionnés, comme la consommation de sachets plastiques par les tortues, les engins de pêche illégaux et l'enchevêtrement dans les filets abandonnés et les pêcheries traditionnelles. La France ajoute que les activités sismiques et électromagnétiques liées à l'exploration pétrolière entravent la migration. L'Inde souligne également les répercussions de l'exploration pétrolière off-shore sur les tortues. Huit pays de l'aire de répartition ne donnent pas de détails concernant les obstacles à la migration.

Actions pour surmonter ces obstacles

L'organisation de campagnes de sensibilisation du public ainsi que l'éducation, tant pour la communauté de la pêche que pour le public en général, restent les principales mesures à mettre en place par les Parties pour surmonter ces obstacles (22 Parties). Toutefois, de nombreux pays de l'aire de répartition gèrent une variété d'activités, notamment les éléments de formation, la limitation des captures accessoires, la surveillance et l'application des lois. Par exemple, l'Équateur met en évidence une gamme d'activités pour la protection des tortues marines : un accord interministériel est en cours de signature, le travail accompli pour réduire les interactions avec les pêcheries, un projet de surveillance à long-terme de la tortue verte *Chelonia mydas* dans les Galápagos se poursuit, et un programme de limitation des prises accessoires, favorisant l'utilisation des dispositifs d'exclusion des tortues dans les flottes de pêche et les hameçons circulaires dans les flottes palangrières ont été mis en œuvre.

Des efforts visant à autoriser ou accroître l'utilisation des dispositifs d'exclusion des tortues ou favoriser les éléments techniques pour limiter les prises accessoires dans les engins de pêche sont également mis en avant par neuf autres pays. La mise à disposition des engins de

pêche modernes et le renforcement des compétences des pêcheurs traditionnels concernant l'utilisation de ces appareils sont en cours à Madagascar. D'autres activités visant à réduire les captures accessoires : des programmes d'observation à bord, une fermeture saisonnière de la pêche, des zones marines protégées, l'incitation de la communauté de la pêche à la palangre à traiter et relâcher les tortues marines, la mise à disposition de kits d'hameçons circulaires aux navires et l'obligation d'établir un rapport à chaque prise accessoire.



Caretta caretta Loggerhead Turtle
(Photo: NOAA)

Huit Parties effectuent des recherches et des surveillances sur les tortues marines. Des efforts visant à améliorer la législation et/ou l'application des lois nationales existantes (notamment concernant le braconnage/les prises illégales) sont notés par sept Parties. Deux pays se sont engagés avec la communauté locale pour lutter contre le braconnage et la collecte d'œufs. En outre, la coopération régionale a été mise en exergue. Des stratégies nationales pour la conservation des tortues marines ont été approuvées dans trois pays, et l'habitat important des tortues est protégé. Les voies migratoires sont en cours d'identification en Inde, afin de limiter les impacts des projets de développement pétrolier sur la migration des tortues marines. La pollution est maîtrisée grâce à la législation, à la collecte et la réduction de l'utilisation des sachets plastiques, au nettoyage des plages et à la surveillance des niveaux de pollution sur les plages de nidification. Le Maroc souligne avoir signé le MdA sur la conservation des tortues marines.

Évolutions actuelles

Vingt-neuf Parties présentent les évolutions actuelles des actions. Neuf pays ont mené des campagnes de sensibilisation du public. Les Parties présentent les indicateurs de réussite, à savoir une meilleure signalisation des prises accessoires, des enchevêtrements moins fréquents des tortues dans les filets, des recherches scientifiques plus nombreuses, la protection des sites de nidification, l'augmentation du nombre de nids de tortues et des éclosions plus performantes, ainsi qu'une diminution du nombre de tortues échouées sur la plage suite à l'ingestion de plastique. L'Albanie précise que des progrès ont été notés grâce au projet de petites subventions du Fonds pour l'environnement mondial. Des ateliers sont organisés au Panama et en Mauritanie. La France explique qu'une formation a été réalisée aux pêcheurs et que des niveaux de pollution faibles ont été enregistrés sur les plages de nidification. Le Costa Rica et le Kenya rapportent une diminution du braconnage illégal, le Sénégal note également une tendance positive. L'Iran indique que les efforts pour réduire la pollution et le braconnage illégal ont progressé, mais que la prise accessoire et les chocs avec les navires restent une source de mortalité. Le Honduras aborde le succès de la mise en œuvre d'un projet pour empêcher l'extraction des œufs.

Le Ghana explique que l'évolution est lente et que les efforts pour améliorer l'application de la loi et sensibiliser le public sont peu concluants. L'Afrique du Sud évoque également une réussite limitée.

Assistance requise pour surmonter ces obstacles

Le Ghana explique que l'évolution est lente et que les efforts pour améliorer l'application de la loi et sensibiliser le public sont peu concluants. L'Afrique du Sud évoque également une réussite limitée.

Vingt-cinq Parties déclarent qu'une certaine forme d'assistance est nécessaire pour surmonter les obstacles de la migration, avec l'aide financière citée par 11 Parties et l'assistance technique requise par huit Parties (Tableau 6).

Tableau 6. Assistance requise par les Parties pour protéger les tortues marines de l'Annexe I

Assistance requise	Parties
Aide financière	Angola, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Iran, Mauritanie, Maroc, Pakistan, Sénégal, Togo, Uruguay
Coopération régionale/internationale	France (Guinée française), Inde, Pakistan, Afrique du Sud
Recherches et surveillances scientifiques	Algérie, Bénin, Croatie, Équateur, France, Inde
Personnel/Ressources humaines	Costa Rica, France (Guinée française)
Assistance technique/matérielle	Albanie, Congo, Guinée, Iran, Mauritanie, Pakistan, Sénégal, Togo
Formation	Costa Rica, Équateur, Panama
Autres	Bénin, France, Kenya, Maroc, Panama, Royaume-Uni

Quatre Parties demandent une coordination et une coopération plus performantes entre les pays de l'aire de répartition, notamment concernant la mise en œuvre de plans de gestion de conservation régionale pour le MdA sur les tortues et l'application transfrontalière des lois.

Le besoin d'assistance pour les études permettant de trouver des solutions techniques pour réduire la prise accessoire et la nécessité d'assistance en vue de la mise en place de règles sur l'utilisation des filets maillants ou la mise en place d'un moratoire sont également mis en avant.

Six Parties rapportent des types d'assistance qui ne correspondent pas à ces vastes catégories et apparaissent donc dans la case « Autres » dans le Tableau 6 : le Panama demande une assistance pour l'application des lois et la surveillance de navires de pêche, afin de contrôler l'utilisation des dispositifs d'exclusion de tortues. Le Maroc demande à être aidé pour la mise en œuvre de certaines recommandations de la Convention. Et le Kenya et le Royaume-Uni (Bermudes) souhaitent être soutenus dans leurs efforts pour atténuer les impacts négatifs du plastique sur les tortues.

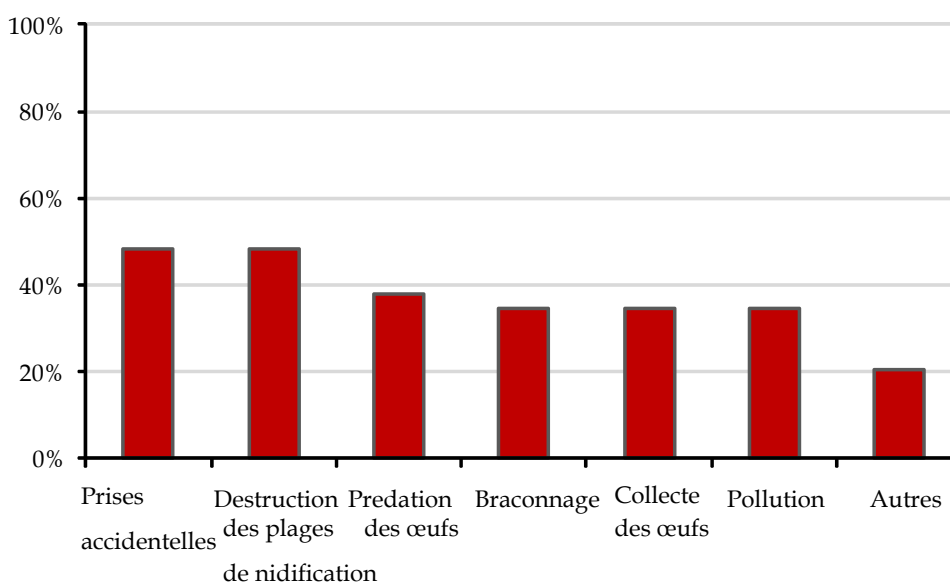
Pressions majeures

Dans cette section, une erreur est survenue pour les formulaires de rapport national de la France et de l'Espagne, susceptibles d'affecter les résultats. Les options pour la section 3.1, question 3 auraient dû être les suivantes :

- Collecte des œufs ;
- Prédation des œufs ;
- Destruction des plages de nidification et
- Autres

Néanmoins, pour le formulaire de rapport français, les options « prise accessoire » et « pollution » sont apparues (répétant donc les réponses à la question n°2). Cette erreur a affecté les rapports de neuf parties dans cette section.⁴ Lorsque les Parties ont fourni des détails dans l'option « Autres » qui correspondent étroitement à l'une des options correctes, ces réponses ont été inscrites dans ces catégories. Concernant le formulaire espagnol, l'option « destruction des plages de nidification » a été involontairement omise. Comme pour la France, si une Partie a détaillé la réponse dans la catégorie « Autres » correspondant à la « destruction des plages de nidification », celle-ci a été ajoutée au calcul total.

Les pressions majeures sur les tortues marines seraient la destruction des plages de nidification (14 Parties), la prise accessoire (14 Parties) et la prédation des œufs (onze Parties) (Illustration 4). La collecte des œufs, la pollution (notamment les débris marins) et le braconnage sont considérés comme des menaces par dix pays. Six pays notent d'autres impacts sur les places de nidification (perturbations humaines, développement, tourisme, légère pollution et érosion). Les chocs avec les navires constituent, selon deux pays, des menaces. En outre, une Partie signale la perte de l'habitat de l'herbier marin comme un problème.



Pourcentage de Parties signalant chaque type de menace des tortues marines répertoriées dans l'Annexe I, tels qu'ils figurent dans les rapports nationaux de 2011. Les pourcentages s'appuient sur la proportion des 29 pays ayant répondu à cette question. N.B : les Parties peuvent sélectionner plusieurs menaces. Et des erreurs sont survenues avec les options indiquées dans les rapports nationaux en fonction de la langue.

Actions pour surmonter ces pressions

Selon 19 Parties, la principale action à entreprendre pour empêcher, réduire et contrôler les facteurs de risques consiste à renforcer la prise de conscience. Quinze Parties expliquent avoir mis en place des activités visant à protéger les tortues par le biais d'une meilleure application des lois, principalement en renforçant la protection des plages de nidification et les patrouilles anti-braconnages. Six pays désignent actuellement de nouvelles zones protégées et/ou étendent les zones protégées existantes. Des recherches et surveillances scientifiques sont en cours dans six pays de l'aire de répartition, et quatre Parties sont en train de développer ou de mettre en œuvre des plans d'action nationaux pour les tortues.

⁴ Congo, Côte d'Ivoire, France, Madagascar, Mauritanie, Maurice, Maroc, Sénégal et Togo.

L'Inde met en place un programme favorisant l'utilisation des dispositifs d'exclusion de tortues et la Nouvelle Zélande a développé un code de pratique pour relâcher des tortues prises dans les palangres. Des ateliers sur la conservation des tortues marines ont été organisés au Congo et aux Pays-Bas (Bonaire). En Côte d'Ivoire, l'engagement, avec la communauté locale, pour favoriser la surveillance et la conservation des tortues marines est actuellement en cours.

Progrès accomplis pour atténuer les pressions

Neuf pays ont mené des campagnes de sensibilisation qui se sont révélées un succès. Des actions en faveur de l'application des lois ont présenté des résultats positifs pour trois Parties. L'interdiction de la collecte des œufs au Costa Rica a notamment permis de réduire le taux d'extraction, et la chasse des tortues femelles dans un parc national congolais a diminué de 10-30 %. L'augmentation des niveaux de nidification de la tortue caouanne *Caretta caretta* à Chypre représente un indicateur de réussite. Le Bénin et l'Équateur mettent en avant la protection des plages de nidification, l'Équateur mentionne également une augmentation des recherches scientifiques à l'échelle nationale et la mise en place du Troisième symposium régional sur les tortues marines au sud-est du Pacifique comme des exemples du progrès. La Nouvelle Zélande considère le faible nombre de tortues victimes de captures accessoires comme un indicateur de succès. L'augmentation de la taille des zones marines protégées affiche une progression en Guinée. L'Iran précise que des recherches sont en cours, l'identification des sites de nidification et la désignation de sites de nidification comme des zones protégées ont un impact positif sur la protection de l'habitat. Les Pays-Bas signalent également des efforts mis en œuvre pour protéger l'habitat, avec une réduction de l'exploitation du sable sur les plages de Bonaire et Saint-Eustache. Au Honduras, des périodes annuelles de fermeture de la chasse en septembre sont appliquées, principalement sur les sites Ramsar. En Côte d'Ivoire, des laboratoires d'alevinage gérés par la communauté locale ainsi que la création de boutiques communautaires permettent aux villageois de percevoir un revenu sans chasser les tortues marines. L'Israël, le Samoa et le Sénégal annoncent des améliorations visibles, alors que le Ghana indique que les progrès sont lents.

Facteurs susceptibles de limiter les actions

Des facteurs de limitation sont identifiés, comme l'insuffisance des ressources financières (13 Parties), le manque de personnel qualifié (11 Parties), des connaissances techniques ou un équipement inadaptés (trois Parties) et le manque de compétences pour la surveillance et la formation (deux Parties). La pauvreté, le manque global de ressources pour mettre en place des activités et le manque de collaboration entre les acteurs concernés sont également soulignés. Au Pakistan, le développement non planifié des côtes et l'augmentation de la pression liée à la pêche, ainsi que les compétences techniques et financières limitées, restreignent les mesures de protection appliquées. L'instabilité politique en Guinée, le manque de volonté politique en Équateur et les soulèvements de la population au Togo entravent les efforts dans ces pays. Au Bénin, le manque d'assistance des autorités locales et des guérisseurs traditionnels ainsi que la désapprobation des « éco-gardes » locaux, constituent des facteurs de limitation.

Assistance requise pour maîtriser ces facteurs

Dix-sept Parties requièrent une aide financière afin de mettre en œuvre les actions souhaitées pour la protection des tortues. Des fonds sont nécessaires pour des programmes de surveillance et de conservation des tortues marines, des campagnes de formation, des patrouilles chargées de contrôler les filets, des mesures d'atténuation des prises accessoires

et des fonds pour le développement de subsistances alternatives. La nécessité de l'assistance technique, la formation et la coopération internationale est également mentionnée par au moins trois Parties. L'échange d'informations doit être mis en place par l'Inde, et l'Albanie note que l'échange d'expérience avec les États membres de l'UE serait utile. La France demande également la mise en place d'une coopération avec les pays voisins, afin d'empêcher la pêche illégale, de favoriser les études visant à trouver des solutions techniques pour réduire les prises accessoires, et encourager le renforcement de la législation sur le développement côtier. Maurice souhaite une aide avec les logistiques adaptés, afin d'assurer un contrôle efficace de la pêche, et le Bénin a demandé une assistance pour établir des zones marines protégées et mener des recherches scientifiques. Le Togo souhaite bénéficier d'un soutien pour le renforcement des compétences et la réduction de la pollution.

MAMMIFÈRES TERRESTRES (AUTRES QUE LES CHAUVES-SOURIS)

Les mammifères terrestres relevant de l'Annexe I sont présents dans 45 pays, parmi eux, 25 ont réalisé un rapport national en 2011, et 23 d'entre eux se sont exprimés sur les mammifères terrestres répertoriés à l'Annexe I. Trois autres pays ont donné des informations, mais n'ont pas été pris en compte dans cette analyse, étant donné qu'ils ne font pas partie de l'aire de répartition des mammifères terrestres de l'Annexe I.

Protection juridique

Dix-huit Parties (86 % des 21 pays de l'aire de répartition ayant répondu concernant la protection juridique) déclarent que la capture de mammifères terrestres est interdite par la législation nationale, trois indiquent qu'elle ne l'est pas (Angola, Tchad, Mali). Quatre pays signalent qu'il existe des exceptions à cette législation, le Chili autorise la capture pour des raisons scientifiques, l'élevage en captivité, l'utilisation durable et le contrôle des dommages matériels. Le Burkina Faso permet la capture uniquement à des fins scientifiques, et la Mauritanie l'autorise pendant la saison de la chasse (décembre à avril). Bien que le Mali n'indique pas si la capture de mammifères terrestres est interdite par la législation nationale, il précise que l'autorisation de la capture est accordée uniquement dans des circonstances exceptionnelles, notamment pour sauvegarder l'existence des espèces, pour des raisons scientifiques ou pour protéger les personnes et les biens.

Principaux obstacles à la migration

La fragmentation de l'habitat (19 Parties), le braconnage (17 Parties) et les changements climatiques et la sécheresse (14 Parties) (Illustration 8) constituent les principales entraves à la migration. Les barrières humaines, le manque de gestion transfrontalière et le défaut d'informations sont mentionnés par dix Parties, ou plus, en 2011.

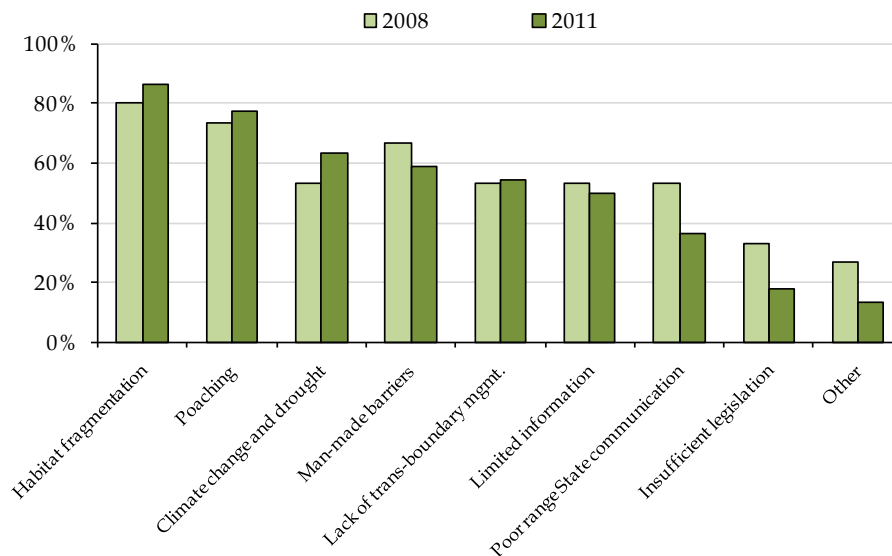


Illustration 8. Pourcentage de Parties signalant chaque type d'obstacle à la migration des mammifères terrestres (autres que les chauves-souris) répertoriés dans l'Annexe I, tels qu'ils figurent dans les rapports nationaux de 2008 et 2011. Les pourcentages s'appuient sur le nombre total de pays ayant répondu à la question : 15 en 2008 et 22 en 2011. N.B : les Parties peuvent sélectionner plusieurs obstacles.

Actions pour surmonter ces obstacles

Les actions mises en place le plus fréquemment pour surmonter ces obstacles consistent à surveiller et gérer (respectivement six Parties), notamment l'habitat, la zone de protection, la gestion des espèces, ainsi que l'identification et la création de corridors verts entre les



Snow Leopard *Uncia uncia*
(Photo: Bernard Landgraf)

habitats fragmentés. Six Parties mentionnent également des activités impliquant la gestion transfrontalière et le développement des Mda afin d'établir des zones transfrontalières protégées et/ou de faciliter la conservation des espèces. Des mesures pour l'amélioration de la prise de conscience et l'éducation ont été entreprises par cinq pays. Quatre Parties ont mis en place de nouvelles zones protégées. Le Chili a développé des plans de conservation nationaux pour l'huemul (*Hippocamelus bisulcus*) et la vigogne (*Vicugna vicugna*), et le Pakistan a adopté une stratégie de survie pour l'once (*Uncia uncia*). Des efforts pour lutter contre le braconnage sont mis en place grâce à une surveillance accrue et à l'application des lois et réglementations. Un site d'élevage en captivité pour les gazelles de Sahara est en cours de finalisation en Algérie. L'Iran travaille pour augmenter la disponibilité de proies pour les guépards (*Acinonyx jubatus*) ; le Maroc participe au programme des antilopes sahélo-sahariennes ; et le Kazakhstan est parvenu à réintroduire des cerfs élaphe (*Cervus elaphus*) dans la forêt de Tugai. L'Éthiopie évoque une stratégie d'adaptation aux changements climatiques.

Évolutions actuelles

Cinq pays notent que l'augmentation de l'habitat protégé ou l'identification de corridors entre les habitats se sont révélés efficaces. Le Congo et le Maroc enregistrent une augmentation de la population de mammifères relevant de l'Annexe I et l'Angola observe le retour d'espèces migratrices dans leur habitat. Le Congo est également parvenu à assurer une meilleure protection des populations de gorilles (*Gorilla gorilla*) dans les réserves. Trois Parties ont réduit leurs activités anthropiques, la Tanzanie proposant une aide financière pour reloger les populations des corridors verts. L'Afrique du Sud mentionne une meilleure coopération avec les fournisseurs d'électricité, afin d'éviter les zones clés. Le Tchad et l'Iran sont parvenus à renforcer la prise de conscience du public, l'Iran et le Mali notent, quant à eux, un soutien solide de la part du public. L'Algérie et la Mongolie enregistrent un déclin du braconnage. Une surveillance plus efficace des déplacements des mammifères a été mise en place au Bénin, et des données scientifiques ont été recueillies sur les guépards (*Acinonyx jubatus*) et les onces (*Uncia uncia*) en Iran et au Pakistan, respectivement. L'Argentine et le Chili ont mis en place des plans nationaux pour la conservation des *Hippocamelus bisulcus* ; le Chili a également étudié la protection des *Vicugna vicugna*.

Assistance requise pour surmonter ces obstacles

Onze Parties émettent le souhait d'une aide financière et neuf souhaitent également des équipements techniques ou des formations/développement des compétences (Tableau 7). L'Algérie demande à être assistée pour la création de projets transfrontaliers. L'Argentine espère un soutien politique pour la répartition des *Hippocamelus bisulcus*, afin de mettre en œuvre le Plan d'action. Et le Kenya requiert, quant à lui, de l'aide pour sa politique de changement d'exploitation des sols, pour les espèces migratrices.

Tableau 7. Assistance requise par les Parties pour protéger les mammifères terrestres (autres que les chauves-souris).

Assistance requise	Parties
Aide financière	Angola, Argentine, Burkina Faso, Tchad, Congo, Iran, Mali, Mauritanie, Mongolie, Maroc, Pakistan
Coopération régionale/internationale	Algérie
Assistance technique/matérielle	Algérie, Angola, Burkina Faso, Tchad, Congo, Iran, Mali, Maroc, Sénégal
Politique	Argentine, Kenya
Formation/Renforcement des compétences	Congo, Iran, Maroc, Pakistan, Mali

Principales menaces pour les espèces migratrices

La fragmentation de l'habitat (17 Parties) et le braconnage (16 Parties) sont considérés par les Parties comme des menaces majeures pour les mammifères terrestres (Illustration 9). Les Parties attirent également l'attention sur le commerce illégal (13 Parties), une menace qu'elles estiment importante. Le manque d'informations et une législation insuffisante auraient également un impact négatif que les espèces de l'Annexe I. Le recours aux mammifères terrestres comme viande de brousse constitue un problème majeur au Kenya, et la Mongolie note que les barrières d'origine humaine représentent un risque. Le Mali indique que les impacts du changement climatique constituent une menace importante pour les espèces migratrices. Selon l'Argentine, l'échec de l'application de la législation, les perturbations humaines et la prédation par les chiens domestiques et sauvages menacent ces espèces.

Actions pour vaincre ces menaces

Sept Parties ont créé de nouvelles zones de protection ou ont assuré le retrait des terres pour la migration. Sept Parties mentionnent également l'éducation et la sensibilisation. Le Pakistan et le Mali soulignent l'implication des parties prenantes, et les partenaires du Kenya avec les propriétaires terriens et ont développé un système de partage des bénéfices pour encourager la conservation. Des programmes d'élevage sont mis en place au Kenya et au Maroc. L'Argentine a résolu le problème du pâturage du bétail sur les aires de répartition de l'*Hippocamelus bisulcus* et travaille maintenant sur d'autres mesures de protection pour les espèces. D'autres efforts sont présentés, notamment les mesures législatives, la recherche, la surveillance, et particulièrement les patrouilles anti-braconnage et les plans de gestion.

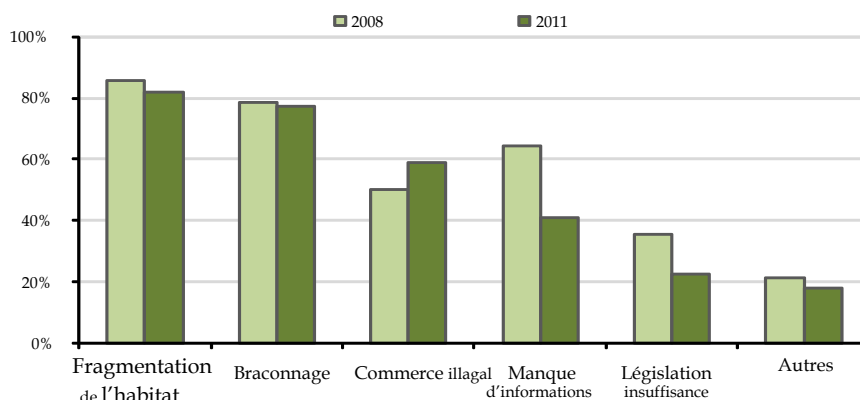


Illustration 9. Pourcentage de Parties signalant chaque type de menace pour la migration des mammifères terrestres (autres que les chauves-souris) répertoriés dans l'Annexe I, tels qu'ils figurent dans les rapports nationaux de 2008 et 2011. Les pourcentages s'appuient sur le nombre total de pays ayant répondu à la question : 14 en 2008 et 22 en 2011. N.B : les Parties peuvent sélectionner plusieurs menaces.

Progrès accomplis pour l'atténuation des menaces

Le Congo, l'Iran, le Maroc et le Pakistan citent l'augmentation observée de la population comme un indicateur de succès. Suite à l'installation de panneaux de signalisation routière en Argentine, aucune collision avec les *Hippocamelus bisulcus* n'a été enregistrée à ce jour. Le Chili gère la capture et la libération de *Vicugna vicugna* pour la tonte de sa laine. Un autre programme de gestion intensive est mis en place pour le zèbre de Grévy (*Equus grevyi*) au Kenya et la prise de conscience de cette espèce s'est donc renforcée. Des stratégies de gestion similaires ont été développées pour l'*Acinonyx jubatus* et l'*Equus grevyi* pour la période 2009-2014. Certaines Parties notent les effets bénéfiques d'une meilleure prise de conscience et de l'éducation. Toutefois, pour certaines Parties, il était encore trop tôt pour constater l'évolution des actions entreprises.

Facteurs susceptibles de limiter les actions

Le manque de ressources financières, humaines et matérielles est mis en évidence par sept pays, considéré comme une limitation. La non-conformité aux lois et les limites du braconnage illégal évoluent au Tchad, au Congo et en Mongolie. Autre obstacle au Congo : la prolifération des armes pour la chasse et la complicité des autorités face au braconnage. L'Argentine considère que l'implication de plusieurs institutions a entraîné des problèmes d'ordre administratif pendant le développement des plans nationaux. Les directives sont limitées en Iran, et le Mali et l'Afrique du Sud note un manque de compétences. Parmi les autres facteurs limitant le succès figurent l'augmentation des populations humaines autour

des habitats importants (Congo), l'incompatibilité des systèmes d'exploitation des sols avec les espèces migratrices (Kenya) et la désertification (Mongolie).

Assistance requise pour maîtriser ces facteurs

Treize Parties émettent le souhait de recevoir une aide financière et/ou technique, alors que d'autres requièrent un renforcement des compétences. L'Argentine considère le soutien politique et la coopération entre les juridictions comme une condition indispensable. Le Pakistan demande, quant à lui, une meilleure coordination entre les pays de l'aire de répartition.

CHAUVES-SOURIS

Le molosse du Brésil (*Tadarida brasiliensis*) est l'unique espèce de chauve-souris répertoriée dans l'Annexe I. Elle est présente dans 15 des Parties à la CMS, 11 d'entre elles ayant rédigé un rapport en 2011, et huit ayant donné des informations sur les espèces.

Protection juridique

La capture du *Tadarida brasiliensis* est interdite par la législation nationale du Chili, du Costa Rica, de la France (Antilles), du Honduras et de l'Uruguay (63 % des 8 pays de l'aire de répartition ayant répondu à la question de la protection juridique), alors que l'Équateur, le Panama et le Paraguay l'autorisent actuellement. Trois pays ne donnent aucune information sur la protection juridique. Parmi les pays où la capture est interdite, seul le



Molosse du Brésil *Tadarida brasiliensis*
(Photo: USFWS)

Chili indique avoir accordé des exceptions à l'interdiction, bien que l'autorisation de la capture ne soit admise qu'à des fins scientifiques, pour le contrôle de la population, l'utilisation durable ou l'élevage en captivité.

Principaux obstacles à la migration

Le Costa Rica signale que le vandalisme des grottes de chauves-souris et la chasse dans les nichoirs constituent des obstacles majeurs à la migration. La perte de l'habitat est problématique au Honduras, et l'Uruguay considère les collisions avec les éoliennes comme un élément inquiétant. Le Panama précise que ses populations de *Tadarida brasiliensis* ne migrent pas et qu'il n'y a donc aucun obstacle empêchant la migration.

Actions pour surmonter ces obstacles

Le Costa Rica travaille actuellement avec les communautés locales pour sensibiliser le public sur l'importance des chauves-souris dans les écosystèmes, et l'Uruguay signale que des mesures d'atténuation sont en place.

Évolutions actuelles

Aucune Partie n'a décrit l'évolution ou le succès des actions entreprises.

Assistance requise pour surmonter ces obstacles

Le Costa Rica et le Paraguay ont besoin de fonds pour la recherche, le Paraguay demande également une assistance technique pour mener des études écologiques. Le Honduras requiert une assistance pour les études et les évaluations de la population.

Principales menaces pour les espèces migratrices

La fragmentation et la perte de l'habitat constitue un problème majeur dans cinq pays qui signalent des pressions sur les chauves-souris (Costa Rica, Équateur, Honduras, Paraguay, Uruguay). Le Costa Rica et l'Équateur considèrent également la pollution comme une menace (Illustration 10).

Actions pour vaincre ces menaces et progrès accomplis pour leur atténuation

Le Costa Rica a créé des zones protégées pour la faune sauvage, couvrant désormais plus de 25 % du pays, et enregistre des résultats positifs, avec un intérêt plus marqué pour la protection des chauves-souris. Le Paraguay a adopté la loi « zéro déforestation » pour la

région est du pays, afin de protéger la Forêt Atlantique du Haut Paraná. Le Paraguay enregistre une réduction considérable du taux de déforestation, et des projets de reforestation et d'atténuation sont en cours. Le Chili fait valoir un ouvrage paru sur les chauves-souris chiliennes⁵.

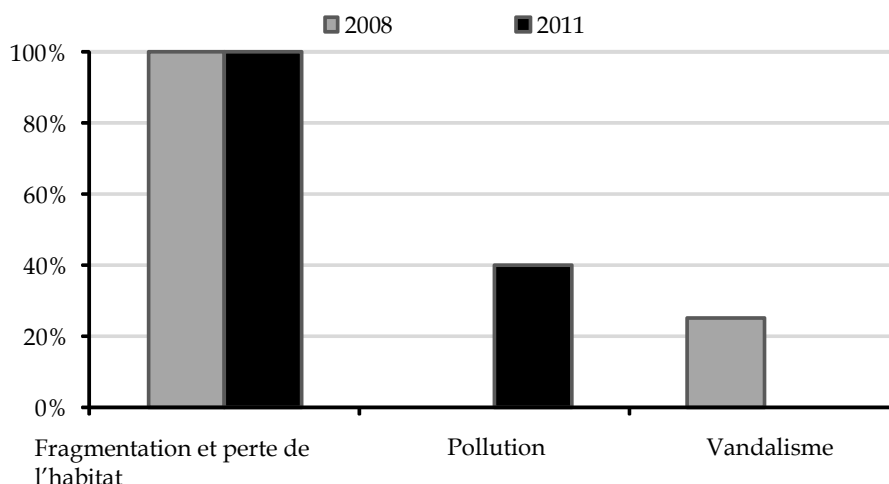


Illustration 10. Pourcentage de Parties donnant des informations détaillées sur les menaces des *Tadarida brasiliensis*, telles qu'elles figurent dans les rapports nationaux de 2008 et 2011. Les pourcentages s'appuient sur le nombre total de pays ayant répondu à la question : 4 en 2008 et 5 en 2011. N.B : les Parties peuvent sélectionner plusieurs menaces.

Facteurs susceptibles de limiter les actions

Parmi les facteurs limitant les actions : le manque de fonds et de spécialistes des chauves-souris, le manque de prise de conscience et l'insuffisance des recherches et ressources. Trois pays ont besoin d'une aide financière pour la recherche (Costa Rica, Honduras, Uruguay). La formation est également requise par le Honduras, et l'Uruguay sollicite des ressources humaines. L'Équateur souhaiterait un soutien pour mener des recherches sur l'écologie des espèces, alors que le Paraguay requiert de l'aide pour le développement et la mise en œuvre des moyens de motivation pour favoriser la conservation.

AUTRES TAXONS

Une ou plusieurs espèces restantes de l'Annexe I (le gavia du Gange *Gavialis gangeticus*, le requin pèlerin *Cetorhinus maximus*, le grand requin blanc *Carcharodon carcharias*, l'esturgeon d'Europe *Acipenser sturio*, le poisson-chat géant du Mékong *Pangasianodon gigas*) sont présentes sur les territoires de 58 Parties à la CMS, 37 d'entre elles ayant remis un rapport national. Vingt-cinq Parties ont donné des détails sur d'autres



Grand requin blanc *Carcharodon carcharias*
(Photo: Terry Goss)

⁵ Galaz, J.L., Yáñez, J., Gantz, A., and Martínez, D. R. 2009. Orden Chiroptera. p. 67-84. In: Muñoz-Pedreros, A. and Yáñez, J. (eds.). Mamíferos de Chile. CEA Ediciones, Segunda edición. Valdivia, Chile.

taxons. Toutefois, seuls 19 sont des pays de l'aire de répartition d'une ou plusieurs espèces concernées. Seuls les détails fournis par ces 19 Parties ont été pris en compte dans cette section.

Protection juridique

Treize Parties (77 % des 17 pays de l'aire de répartition ayant répondu à la question de la protection juridique) ont adopté une législation interdisant la capture des « autres » taxons de l'Annexe I, 12 pays indiquant que des actions sont menées par les Ministères/ Autorités, la plupart d'entre eux sont concernés par l'environnement, l'agriculture ou la pêche. Quatre Parties signalent que la capture n'est pas interdite actuellement, par la législation appliquée. Monaco, toutefois, souligne la pertinence de la législation mise en œuvre pour la CITES. La Nouvelle Zélande précise que le *Cetorhinus maximus* fait l'objet d'une protection très stricte dans sa ZEE et à bord des navires qui pêchent sous son drapeau en haute mer, mais ajoute que les espèces peuvent être débarquées si elles sont victimes d'une prise accidentelle. La Belgique et le Kenya confirment également disposer d'une législation adaptée. Deux Parties ont autorisé des exceptions à l'interdiction de la capture : la Croatie l'autorise dans certaines conditions, et la prise accessoire de *Carcharodon carcharias* et de *Cetorhinus maximus* n'est pas un délit en Nouvelle Zélande, tant que l'animal est relâché immédiatement et que les procédures de rapport correctes sont suivies.

Principaux obstacles à la migration

Les obstacles entravant la migration des « autres taxons » comprennent entre autres le manque de législation (France, Ghana, Italie), une application des lois insuffisante (Albanie) et le commerce illégal (Inde) (Illustration 11). Les activités de développement le long des rivières génèrent des obstacles limitant la migration des *Acipenser sturio* en Belgique et en Allemagne, avec une détérioration de l'habitat observée en Inde. Le Kenya souligne le besoin de connaissances plus complètes sur ces espèces. La Slovénie mentionne la capture involontaire de deux *Cetorhinus maximus* en 2000.

Actions pour surmonter ces obstacles

Des mesures législatives sont mises en place par trois pays, afin de surmonter ces obstacles, notamment la révision de la législation (Ghana), le renforcement de l'application des lois (Inde) et la protection totale des *Cetorhinus maximus* et *Carcharodon carcharias* (Nouvelle Zélande). La Belgique et l'Allemagne ont mis en place un certain nombre de mesures visant à atténuer les impacts des obstacles physiques dans les rivières, la Belgique restaure l'habitat des poissons. Des recherches et surveillances sont en cours au Kenya et en Nouvelle Zélande. Des ateliers de renforcement des compétences sont organisés en Albanie.

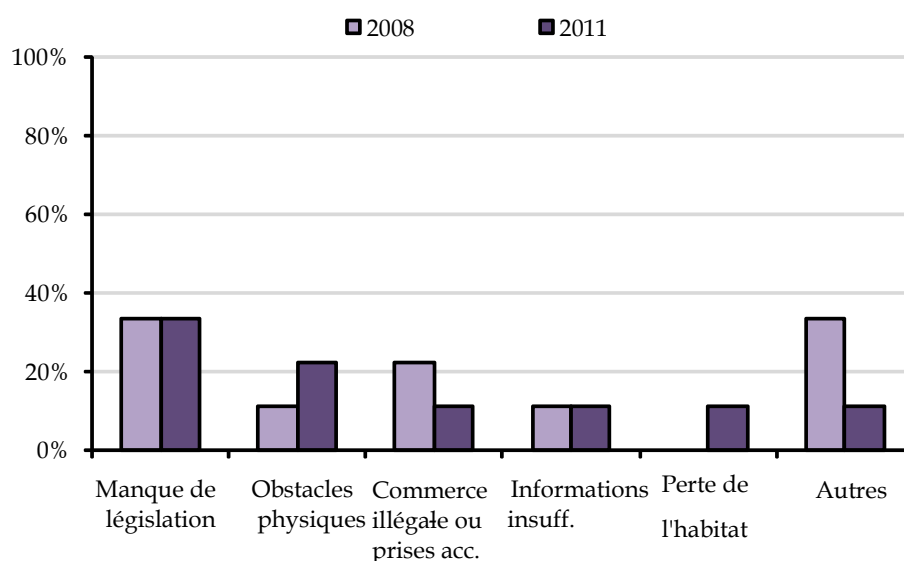


Illustration 11. Pourcentage de Parties ayant donné des informations détaillées concernant les obstacles à la migration des autres taxons répertoriés dans l'Annexe I, tels qu'ils figurent dans les rapports nationaux de 2008 et 2011. Les pourcentages s'appuient sur le nombre total de pays ayant répondu à la question : 9 en 2008 et 9 en 2011. N.B : les Parties peuvent sélectionner plusieurs obstacles.

Évolutions actuelles

La situation semble s'être améliorée en Inde et le lancement de la surveillance des requins au Kenya est une réussite. La Nouvelle Zélande indique que des modifications de la législation ont été approuvées, que la capture et la prise accidentelle de *Cetorhinus maximus* font l'objet de contrôle, et que le contrôle satellite des *Carcharodon carcharias* se révèle une méthode très performante pour l'identification des voies migratoires entre les sites de regroupement de la Nouvelle Zélande et la mer de Corail et les Tonga.

Assistance requise pour surmonter ces obstacles

L'assistance technique ainsi que l'échange d'expérience (Albanie), l'aide permettant d'empêcher le commerce illégal (Inde) et de surveiller les espèces marines (Kenya) ont été requises. La Nouvelle Zélande émet le souhait de renforcer les efforts de collaboration pour interdire la capture délibérée des requins répertoriés dans l'Annexe I.

Principales menaces pour les espèces migratrices

Parmi les principales menaces des « autres taxons » figurent la prise délibérée et la capture accessoire (Illustration 12). Le Royaume-Uni souligne que la viande de requin est consommée dans le monde entier, la demande en ailerons de requins étant particulièrement importante en Asie. Les collisions avec les navires et l'impact potentiel des installations off-shore constituent également une menace.

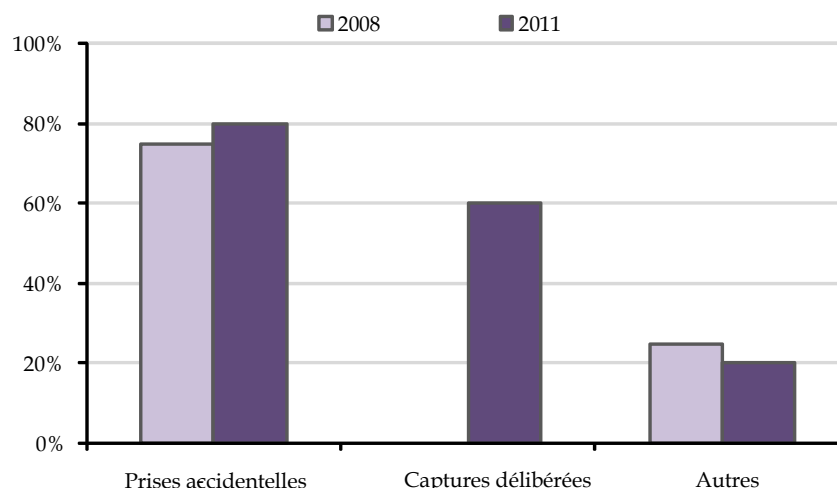


Illustration 12. Pourcentage de Parties signalant chaque type de menace des autres taxons répertoriés dans l'Annexe I, tels qu'ils figurent dans les rapports nationaux de 2008 et 2011. Les pourcentages s'appuient sur le nombre total de pays ayant répondu à la question : 4 en 2008 et 5 en 2011. N.B : les Parties peuvent sélectionner plusieurs menaces.

Actions pour vaincre ces menaces

Parmi les actions mises en place pour réduire et contrôler ces menaces : le renforcement de l'application des lois (Ghana, Inde), une interdiction des filets maillants dans les eaux du littoral des îles du sud-ouest, du nord-ouest et du nord (Nouvelle Zélande) et la libération obligatoire des prises accidentelles (Norvège). Le Royaume-Uni explique que les sélaciens concernés par la question de la conservation sont protégés dans toute l'Europe et que leur rétention et leur débarquement sont interdits. L'Inde a lancé un programme de récupération des espèces et le Ghana note une prise de conscience plus marquée du public. L'Allemagne décrit une campagne d'information sur la réduction des prises accessoires des *Acipenser sturio*, et a publié un Plan d'action national pour les *Acipenser sturio*. Le Royaume-Uni précise qu'un Plan d'action européen pour les requins, les raies et les chimères a été publié. Un projet du Royaume-Uni est également paru en janvier 2011.

Progrès accomplis pour l'atténuation des menaces

Quatre pays décrivent la progression des actions entreprises. L'Allemagne note une plus grande participation du public, les prises accidentelles des *Acipenser sturio* sont désormais relâchées immédiatement et font l'objet d'un rapport adapté. Le Ghana et l'Inde expliquent que la situation semble s'améliorer, et, en Nouvelle Zélande, les mesures pour la mise en place de l'interdiction des filets maillants et la prise en compte des navires de pêche côtiers par les observateurs sont très efficaces. Le Royaume-Uni précise que son évaluation figurera dans le prochain rapport à la CMS.

Facteurs susceptibles de limiter les actions

Parmi les facteurs limitant les actions : l'application limitée des lois et les problèmes d'infrastructure, avec l'accès aux zones de reproduction et d'élevage entravé, étant donné l'absence d'installations de passage des poissons ou leur mise en place inadaptée. De plus, la modification de la qualité hydraulique des rivières aurait un impact négatif sur les habitats. La Nouvelle Zélande est confrontée à des problèmes juridiques concernant l'extension de l'interdiction des filets maillants. Elle doit également faire face à la pression pour réduire la

zone de surveillance des navires, en raison des coûts et de la limitation de la taille des navires de pêche côtiers.

Assistance requise pour maîtriser ces facteurs

L'Inde souhaiterait une réunion consultative d'experts des pays de l'aire de répartition. L'Allemagne demande la mise en place d'une coopération internationale pour l'amélioration du fonctionnement écologique des systèmes de rivières, afin de garantir la continuité des systèmes et de travailler sur les connexions entre les habitats.

INSCRIPTIONS DES NOUVELLES ESPÈCES POTENTIELLES

INSCRIPTIONS À L'ANNEXE I

Parmi les 68 Parties ayant rédigé un rapport, quatorze (21 %) affirment faire partie de l'aire de répartition d'espèces migratrices présentant un état de conservation défavorable mais qui ne sont pas répertoriées dans l'Annexe I. Quatre d'entre elles ne spécifient pas ces espèces, tandis que les 10 autres citent 20 espèces correspondant aux critères.⁶ Le Tableau 8 donne des informations détaillées, notamment les étapes franchies pour proposer l'inscription et l'assistance requises.

Dix-huit des vingt espèces désignées sont déjà répertoriées dans l'Annexe II, l'albatros de Tristan (*Diomedea dabbenena*)⁷ et l'anguille d'Europe (*Anguilla anguilla*) n'étant encore inscrits dans aucune annexe. Deux espèces ont été désignées par deux Parties : Le faucon sacre (*Falco cherrug*) par la Pologne et le Kazakhstan, et le faucon kobez (*Falco vespertinus*) par la Pologne et l'Italie. Les faucons *F. cherrug* et *F. vespertinus* ont fait l'objet d'une proposition officielle pour être inscrits dans l'Annexe I à la COP10 par l'Union européenne (Propositions COP10 I/1 et I/2). Le Panama suggère l'inscription d'une espèce (bécasseau maubèche *Calidris canutus*) dont une sous-espèce (*Calidris canutus rufa*) est déjà répertoriée dans l'Annexe I. Cette espèce a déjà été citée par le Panama en 2008. Le nombre d'espèces mentionnées par les Parties dans cette section a diminué par rapport à 2008, alors que 31 % des Parties ayant rédigé un rapport ont désigné, au total, 34 espèces. Parmi les espèces nommées en 2008, cinq ont été inscrites dans l'Annexe II par la suite, et une dans l'Annexe I suite à la COP9. Quinze espèces mentionnées en 2011 l'avaient déjà été dans les rapports de 2008.

Cinq Parties expliquent prendre des mesures pour proposer l'inscription de sept espèces au total dans l'Annexe I. Parmi les étapes mises en œuvre : la soumission de propositions en projet pour l'inscription (Bénin), des débats concrets sur les inscriptions potentielles (Pologne) et la collaboration avec d'autres Parties pour évaluer les propositions éventuelles (Italie). Le Bénin déclare qu'une assistance, sous la forme d'un soutien d'autres Parties contractantes, serait nécessaire dans le processus d'inscription de l'éléphant d'Afrique (*Loxodonta africana*) et le lamantin ouest-africain (*Trichechus senegalensis*). Parmi ces Parties qui ne proposent actuellement aucune inscription, cinq demandent une assistance : l'Algérie émet le souhait d'une assistance technique pour la préparation d'une proposition concernant

⁶ Une espèce répertoriée dans l'Annexe I selon la COP9, le vautour percnoptère (*Neophron percnopterus*), a été citée par erreur dans l'un des rapports nationaux de 2011. Elle ne fait pas partie des vingt espèces figurant dans le Tableau 8.

⁷ L'Afrique du Sud indique que la taxonomie de la CMS concernant les albatros et les pétrels n'est plus à jour, soulignant que l'albatros de Tristan (*Diomedea dabbenena*) est reconnu comme une espèce valide par l'ACAP et devrait être intégré dans l'Annexe I, au vu de la diminution de la population, conséquence de la pêche du thon à la palangre.

le mouflon à manchettes (*Ammotragus lervia*), le Panama demande une aide financière afin de déterminer les causes de la diminution de la population de quatre espèces d'oiseaux, le Costa Rica sollicite un investissement financier pour les ressources humaines, la formation et le matériel, afin de préparer des propositions pour plusieurs espèces d'oiseaux dans l'hémisphère nord (espèces non spécifiées), la Guinée a besoin d'une assistance matérielle, financière et juridique et la Tanzanie demande des fonds pour diriger des études visant à identifier le manque de connaissances.

Tableau 8. Taxons migrants menacés spécifiés par les Parties et actuellement non répertoriés dans l'Annexe I de la CMS

Ordre	Famille	Taxon	Nom générique (français)	Critère UICN	Partie	Mesures en faveur de l'inscription ?	Assistance requise
MAMMALIA							
Proboscidea	Elephantidae	<i>Loxodonta africana</i> * [◊]	Éléphant d'Afrique	VU	Bénin	Oui : soumission d'un projet de proposition pour l'inscription	Soutien d'autres Parties contractantes en faveur de la proposition
<i>Sirenia</i>	<i>Trichechidae</i>	<i>Trichechus senegalensis</i> * [◊]	Lamentin ouest-africain	VU	Bénin	Oui : soumission d'un projet de proposition pour l'inscription	Soutien d'autres Parties contractantes en faveur de la proposition
Artiodactyla	Bovidae	<i>Ammotragus lervia</i> *	Mouflon à manchettes	VU	Algérie	Non	Assistance technique pour la préparation d'une proposition
AVES							
<i>Procellariiformes</i>	<i>Diomedidae</i>	<i>Diomedea dabbenena</i>	Albatros de Tristan	CR	Afrique du Sud	Non	
<i>Anseriformes</i>	<i>Anatidae</i>	<i>Anas sparsa</i> * [◊]	Canard noirâtre	LC	Kenya	Non	
		<i>Anas undulata</i> * [◊]	Canard à bec jaune	LC	Kenya	Non	
		<i>Anas erythrorhynchos</i> * [◊]	Canard à bec rouge	LC	Kenya	Non	
<i>Falconiformes</i>	<i>Falconidae</i>	<i>Falco vespertinus</i> * [◊]	Faucon kobez	NT	Italie, Pologne	Oui (Italie & Pologne) : débats en cours avec d'autres États membres de l'UE sur l'éventuelle inscription.	
		<i>Falco cherrug</i> * [◊]	Faucon sacre	VU	Kazakhstan, Pologne	Non (Kazakhstan), Oui (Pologne) : en 2010 ont eu lieu des débats concrets sur l'éventuelle inscription.	
	<i>Accipitridae</i>	<i>Milvus milvus</i> * [◊]	Milan royal	NT	Italie	Oui : l'Italie est en contact avec d'autres États membres de l'UE pour étudier une proposition d'inscription.	
		<i>Accipiter tachiro</i> *	Autour tachiro	LC	Kenya	Non	

Ordre	Famille	Taxon	Nom générique (français)	Critère UICN	Partie	Mesures en faveur de l'inscription ?	Assistance requise
Gruiformes	Rallidae	<i>Crex crex</i> * [◊]	Râle des genêts	LC	Slovénie	Non	
Charadriiformes	Recurvirostridae	<i>Recurvirostra americana</i> * [◊]	Avocette d'Amérique	LC	Panama	Non	Aide financière pour mener des recherches sur les causes du déclin de la population
	Charadriidae	<i>Pluvialis dominica</i> * [◊]	Pluvier bronzé	LC			
	Scolopacidae	<i>Calidris canutus</i> ^{1*◊}	Bécasseau maubèche	LC			
		<i>Numenius americanus</i> * [◊]	Courlis à long bec	LC			
	Rynchopidae	<i>Rynchops flavirostris</i> * [◊]	Bec-en-ciseaux	NT	Kenya	Non	
Coraciiformes	Coraciidae	<i>Coracias garrulus</i> * [◊]	Rollier d'Europe	NT	Italie	Oui : l'Italie est en contact avec d'autres États membres de l'UE pour étudier une proposition d'inscription.	
ELASMOBRANCHII							
Orectolobiformes	Rhincodontidae	<i>Rhincodon typus</i> *	Requin-baleine	VU	Nouvelle Zélande	Non	
ACTINOPTERYGII							
Anguilliformes	Anguillidae	<i>Anguilla anguilla</i> #	Anguille d'Europe	CR	Suède	Oui : mesures nationales mises en place pour réduire la pêche et améliorer la gestion des populations	

Important : Critères UICN : CR : en danger critique d'extinction ; EN : en danger ; VU : vulnérable ; NT : quasi-menacée ; LC : préoccupation mineure.

♦ Espèces faisant l'objet d'une demande d'inscription officielle à la COP10

* Espèces déjà répertoriées dans l'Annexe II

◊ Espèces devant potentiellement être inscrites dans l'Annexe I dans les rapports nationaux de 2008

Espèces devant potentiellement être inscrites dans les Annexes I et II dans les rapports nationaux de 2011

¹ Sous-espèces *Calidris canutus rufa* déjà répertoriée dans l'Annexe I

INSCRIPTIONS À L'ANNEXE II

Onze des 68 Parties (16 %) affirment faire partie de l'aire de répartition d'espèces migratrices non inscrites dans l'Annexe II qui présentent un état de conservation défavorable. Parmi elles, sept fournissent des détails concernant les espèces qui devraient être répertoriées dans l'Annexe II, avec un total de 25 espèces et un genre spécifiés. Les informations détaillées sur les taxons désignés, notamment les mesures appliquées pour proposer l'inscription et l'assistance nécessaires, figurent dans le Tableau 9. Deux Parties ne donnent pas d'autres détails concernant les taxons spécifiques, en revanche, la Hongrie mentionne « certains passereaux des prairies européens » et les Pays-Bas expriment leur inquiétude concernant « les oiseaux non-marins migrant en Afrique et actuellement menacés », notamment « les passereaux, rapaces, oiseaux plus grands de la forêt et les espèces de la steppe ».



Pie-grièche migratrice *Lanius ludovicianus* (Photo: USFWS)

Le nombre d'espèces indiqué par les Parties dans cette section a diminué par rapport à 2008, 31 % des Parties qui ont répondu ayant cité 47 espèces au total. Parmi les espèces nommées en 2008, cinq ont été inscrites dans l'Annexe II par la suite et une dans l'Annexe I suite à la COP9. Parmi les taxons désignés en 2011, sept espèces et le genre des *Lanius* avaient déjà été désignés par les Parties dans leurs rapports nationaux de 2008.

Trois espèces ont été citées par deux Parties : le bruant ortolan *Emberiza hortulana* par l'Italie et la Slovénie, la pie grièche à poitrine rose *Lanius minor* par la France et la Slovénie et l'anguille d'Europe *Anguilla anguilla* par le Danemark et la Suède. Le bruant ortolan *Emberiza hortulana* aurait souffert d'un déclin rapide et dramatique sur l'ensemble de son aire de répartition en Europe, mais il manque des informations sur ses zones d'hivernage et l'écologie générale. L'espèce de la famille des Laniidae citée par la France est décrite comme vulnérable en raison de sa sensibilité aux activités humaines et aux changements de paysage en Europe, Asie et Amérique. En outre, l'éventuelle inscription du genre *Lanius* par l'Italie se justifie principalement par un déclin général sur une large zone géographique. Le Danemark et la Suède constatent la diminution considérable des populations d'anguilles d'Europe *Anguilla anguilla* ces dernières années. Aucune raison justifiant les nouvelles inscriptions n'est formulée pour les autres taxons, à l'exception de la guifette moustac *Chilonias hybridus*, qui, selon l'Italie, souffre de la fragmentation de la population, d'une réduction de l'habitation de reproduction et d'un manque de données scientifiques.

Parmi les espèces spécifiées par les Parties, seule une, l'argali *Ovis ammon*, a fait l'objet d'une proposition d'inscription officielle dans l'Annexe II à la COP10 (COP10 proposition II/1 par le Kazakhstan et le Tadjikistan). Cinq Parties précisent avoir pris des mesures pour proposer l'inscription à l'Annexe II d'un total de vingt-cinq espèces et du genre *Lanius* (excepté ceux déjà répertoriés dans l'Annexe II). Parmi les mesures appliquées par les Parties : des discussions en faveur du développement des propositions (Kenya), l'étude des éventuelles propositions en collaboration avec d'autres Parties (Italie) et la préparation de propositions (France). La Mongolie a, quant à elle, soumis une proposition COP10 pour l'*Ovis ammon*. L'Italie explique que l'assistance peut être sollicitée auprès du secrétariat EUROBATS

concernant l'inscription de différentes espèces de chauves-souris. Aucun des quatre autres pays n'a formulé de demande d'assistance. Trois Parties qui n'ont pas encore pris de mesures pour proposer des inscriptions dans l'Annexe II ont émis une requête pour obtenir une forme d'assistance : le Costa Rica (aide financière pour la recherche), la Tanzanie (recherches pour déterminer le statut des espèces) et le Panama (formation sur les conditions pour formuler une proposition et recherches pour déterminer le statut des espèces). La Hongrie et le Royaume-Uni ajoutent que toute proposition devrait attendre les résultats du processus en cours « Forme future de la CMS » qui permettra de revoir la structure et le fonctionnement de la CMS.

Outre les 25 espèces et le genre spécifiés dans le Tableau 9, dix autres ont déjà été répertoriées dans l'Annexe II et citées, par erreur, dans cette section : cinq espèces d'oiseaux signalées par le Kenya (Canard à bec rouge *Anas erythrorhyncha*, canard noirâtre *Anas sparsa*, canard à bec jaune *Anas undulate*, autour tachiro *Accipiter tachiro* et bec-en-ciseaux *Rynchops flavirostris*) et cinq espèces de chauves-souris citées par l'Italie (Murin du Maghreb *Myotis punicus*, pipistrelle commune *Pipistrellus pipistrellus*, pipistrelle soprane *Pipistrellus pygmaeus*, oreillard montagnard *Plecotus macrobullaris* et oreillard de Sardaigne *Plecotus sardus*). Les espèces figurant déjà dans l'Annexe II n'ont pas été intégrées dans le Tableau 9. Les espèces d'oiseaux ont également été désignées dans la section des inscriptions à l'Annexe I, il est donc possible qu'il s'agisse simplement d'une erreur d'inadvertance dans le rapport. Il est possible, toutefois, que les inscriptions au niveau des familles entraînent la confusion au sein des Parties, l'espèce *Anas* et les cinq espèces de chauve-souris étant déjà répertoriées dans l'Annexe II au niveau de la famille respectivement « *Anatidae spp.* » et « *Vespertilionidae spp.* ». En 2008, la France avait fait part de sa confusion pour la détermination des passereaux déjà répertoriés, en raison du changement de taxonomie. Le rapport national de 2011 de la France souligne encore le besoin de clarifier la taxonomie pour l'inscription, notamment concernant les familles dont les membres diffèrent beaucoup en fonction des auteurs, comme les Muscicapidae. Selon elle, il incombe « au conseil scientifique de la CMS de clarifier une situation déjà ambiguë, empêchant toute action possible pour ces espèces ». La France a également suggéré que l'inscription au niveau de la famille pour les Muscicapidae ne peut être adaptée puisque de nombreuses espèces ne migrent pas en réalité, et a proposé une révision d'inscription ne comprenant que certaines espèces, précisant qu'une déclaration plus détaillée serait envoyée ultérieurement à cet effet.

Tableau 9. Taxons migrateurs menacés spécifiés par les Parties et actuellement non répertoriés dans l'Annexe II de la CMS

Ordre	Famille	Taxon	Nom générique (français)	Critère UICN	Partie	Mesures en faveur de l'inscription
MAMMALIA						
Artiodactyla	Cervidae	<i>Rangifer tarandus</i> ◊	Renne	LC	Mongolie	Non
		<i>Cervus elaphus</i> ²	Cerf élaphe	LC	Mongolie	Non
	Bovidae	<i>Capra sibirica</i> ◊	Bouquetin sibérien	LC	Mongolie	Non
		<i>Ovis ammon</i> ◆◊	Argali	NT	Mongolie	Oui : COP10 Proposition II/1
AVES						
Charadriiformes	Laridae	<i>Chlidonias hybridus</i> ◊	Guifette moustac	LC	Italie	Oui : une proposition est en cours d'étude avec les autres États membres de l'UE
Passeriformes	Lanidae	<i>Lanius spp.</i> ◊	Pie-grièche	-	Italie	Oui : une proposition est en cours d'étude avec les autres États membres de l'UE
		<i>Lanius tigrinus</i> ◊	Pie-grièche tigrine	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation
		<i>Lanius bucephalus</i> ◊	Pie-grièche bucéphale	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation
		<i>Lanius collurio</i> ◊	Pie-grièche écorcheur	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation et des mesures nationales sont appliquées
		<i>Lanius isabellinus</i> ◊	Pie-grièche isabelle	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation
		<i>Lanius cristatus</i> ◊	Pie-grièche brune	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation
		<i>Lanius collurioides</i> ◊	Pie-grièche à dos marron	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation
		<i>Lanius vittatus</i> ◊	Pie-grièche à bandeau	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation
		<i>Lanius schach</i> ◊	Pie-grièche schach	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation
		<i>Lanius tephronotus</i> ◊	Pie-grièche du Tibet	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation
		<i>Lanius minor</i> ◊	Pie-grièche à poitrine rose	LC	France, Slovénie	Oui (France) : une proposition est en cours de préparation et des mesures nationales sont appliquées ; Non (Slovénie)
		<i>Lanius ludovicianus</i> ◊	Pie-grièche migratrice	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation
		<i>Lanius excubitor</i> ◊	Pie-grièche grise	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation et des mesures nationales sont appliquées
		<i>Lanius sphenocercus</i> ◊	Pie-grièche géante	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation
		<i>Lanius senator</i> ◊	Pie-grièche à tête rousse	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation et des mesures nationales sont appliquées

Ordre	Famille	Taxon	Nom générique (français)	Critère UICN	Partie	Mesures en faveur de l'inscription
<i>Passeriformes</i> (suite)	<i>Lanidae</i> (suite)	<i>Lanius nubicus</i> [◊]	Pie-grièche masquée	LC	France	Oui : une proposition est en cours de préparation
		<i>Lanius meridionalis</i> [◊]	Pie-grièche méridionale	-	France	Oui : une proposition est en cours de préparation et des mesures nationales sont appliquées
	<i>Alaudidae</i>	<i>Alauda arvensis</i> [◊]	Alouette des champs	LC	Italie	Oui : une proposition est en cours d'étude avec les autres États membres de l'UE
	<i>Motacillidae</i>	<i>Anthus campestris</i> [◊]	Pipit rousseline	LC	Slovénie	Non
	<i>Emberizidae</i>	<i>Emberiza hortulana</i> [◊]	Bruant ortolan	LC	Italie, Slovénie	Oui (Italie) : une proposition est en cours d'étude avec les autres États membres de l'UE ; Non (Slovénie)
ACTINOPTERYGII						
<i>Anguilliformes</i>	<i>Anguillidae</i>	<i>Anguilla anguilla</i> [#]	Anguille d'Europe	CR	Danemark, Suède	Non (Danemark); Non (Suède)

Important : Critère UICN : CR : en danger critique d'extinction ; EN : en danger ; VU : vulnérable ; NT : quasi-menacée ; LC : préoccupation mineure.

♦ Espèces faisant l'objet d'une demande d'inscription officielle à la COP10

◊ Espèces devant potentiellement être inscrites dans l'Annexe II dans les rapports nationaux de 2008

Espèces devant potentiellement être inscrites dans les Annexes I et II dans les rapports nationaux de 2011

² Le *Cervus elaphus yarkandensis* est répertorié dans les Annexes I et II, et le *Cervus elaphus barbarus* dans l'Annexe I, mais ces sous-espèces ne sont pas présentes en Mongolie.

DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX ACCORDS

Les Accord et Mémorandum d'Accord (MdA) sont d'une importance capitale pour le succès du plan stratégique de la CMS et l'union des Parties dans la conservation et la gestion des espèces migratrices. Depuis janvier 2008, un nouvel accord (Accord sur la Conservation des Gorilles et leurs Habitats) et cinq Mémorandum d'accord⁸ ont été développés par la CMS. En outre, un accord existant (Accord sur la Conservation des Petits Cétacés de la Mer Baltique, de l'Atlantique du Nord-Est, de la Mer irlandaise et de la Mer du Nord) a été étendu aux petits cétacés du nord-est de l'Atlantique et de la Mer irlandaise.

Dans leur rapport national, les Parties doivent fournir des informations sur leurs activités liées au développement de nouveaux accords et MdA de la CMS concernant les six principaux groupes d'animaux. D'une manière générale, 40 Parties au total (59 %) indiquent avoir lancé, participé à, ou être en train d'organiser la création de nouveaux accords, avec un engagement plus marqué concernant les oiseaux (Illustration 13). Ce niveau d'activité est inférieur à la proportion des Parties présentant leur implication dans le développement de nouveaux accords en 2008 (65 %).

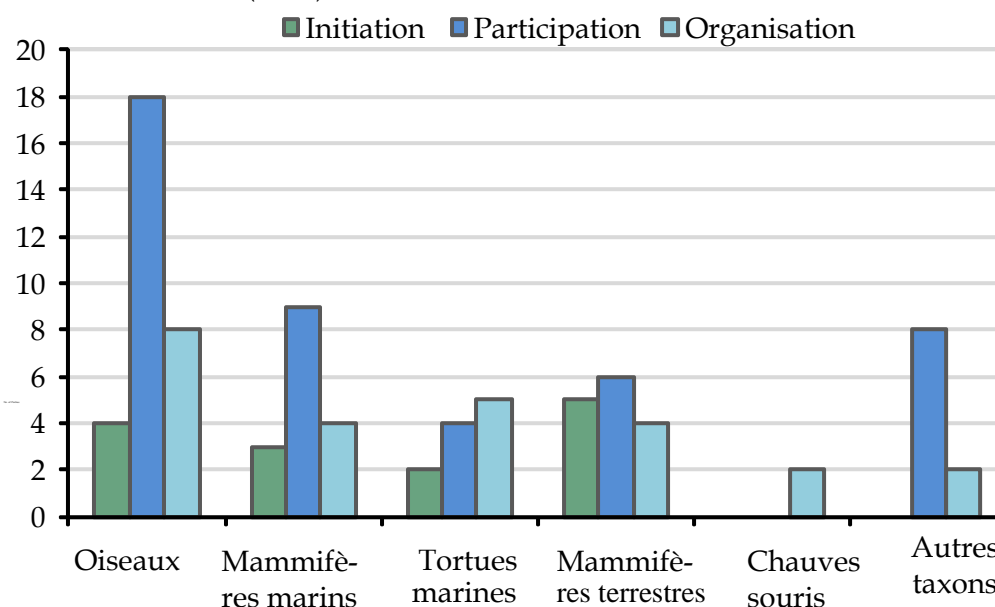


Illustration 13. Nombre de Parties lançant, participant ou organisant des futurs accords CMS ou MdA, par groupe d'animal principal.

Le niveau global de participation en fonction des groupes d'animaux principaux est similaire à celui observé dans les rapports nationaux de 2008, un nombre plus important de Parties étant impliquées dans de nouveaux accords concernant les oiseaux, mammifères marins et mammifères terrestres.

⁸ Mémorandum d'Accord sur la Conservation des Oiseaux de Proie Migrateurs d'Afrique et d'Eurasie, MdA sur la Conservation des Flamants des Hautes Andes et de leurs Habitats, MdA entre la République argentine et la République du Chili sur la Conservation des Huemuls du sud *Hippocamelus bisulcus*, MdA sur la Conservation des Requins Migrateurs, et MdA sur la Conservation des Lamantins et des Petits Cétacés d'Afrique Occidentale et de Macaronesie.

Certaines Parties donnent des informations plus détaillées, dans cette section, concernant leur signature aux accords ou MdA déjà en vigueur, plutôt que leur engagement dans le développement de nouveaux accords.

Ces exemples figurent dans l'illustration 13 et sont également mentionnés dans le texte.

OISEAUX

Quatre Parties rapportent qu'elles mettent en place de nouveaux accords CMS liés aux oiseaux. L'Uruguay mentionne le MdA sur les oiseaux de prairies d'Amérique du sud, tandis que le Mali évoque la signature d'un MdA existant (concernant les phragmites aquatiques *Acrocephalus paludicola*). Les deux dernières Parties n'ont pas spécifié les espèces concernées : la Mauritanie parle d'un accord pour le parc national Banc d'Arguin entre 2003 et 2008, et l'Arabie Saoudite affirme qu'un projet d'accord circule dans les pays de l'aire de répartition, sans nommer l'espèce dont il s'agit.

Dix-huit pays participent au développement de nouveaux accords CMS concernant les oiseaux, 14 d'entre eux étant engagés dans le MdA des oiseaux de proie d'Afrique et d'Eurasie. De plus, l'Uruguay a participé au développement du MdA sur les oiseaux de prairies d'Amérique du sud, l'Inde à celui du MdA sur l'outarde hubara *Chlamydotis undulata*, le Mali à celui du MdA sur les phragmites aquatiques *Acrocephalus paludicola* et la Mauritanie à la mise en place d'une collaboration pour les flamants.

Pour lancer ou participer au développement de nouveaux accords, des Parties signalent le besoin de soutien sous la forme d'une aide financière (Congo, Guinée et Mali), d'assistance technique (Congo) et de formation permettant de mieux comprendre les documents et systèmes de la CMS (Mauritanie). L'Arabie Saoudite suggère que le MdA sur les oiseaux de proie peut être amélioré en organisant une réunion des pays de l'aire de répartition avant ou pendant la COP, avec l'appui du secrétariat. Les Pays-Bas expliquent que les mesures mises en place par les Parties européennes, selon le MdA sur les oiseaux de proie, doivent être dirigées dans le cadre existant de l'UE.



Toui flamboyant *Brotogeris pyrrhoptera* (Photo: markaharper1, Flickr)

Neuf Parties indiquent qu'elles prévoient, dans le futur, d'établir de nouveaux accords sur les espèces d'oiseaux. L'Équateur explore la possibilité de collaborer avec le Pérou pour proposer un accord sur le toui flamboyant *Brotogeris pyrrhoptera*, comme il l'avait fait en 2008. L'Ancienne République yougoslave de Macédoine s'organise pour développer un MdA sur les pélicans de Méditerranée menacés, tandis que la Hongrie a proposé un MdA sur les passereaux des prairies européens lors de précédentes réunions du Conseil scientifique, mais attend de voir le résultat du processus « Forme future de la CMS » avant de prendre d'autres mesures. La Mauritanie espère beaucoup des futurs MdA,

sans spécifier d'espèces en particulier, alors que le Costa Rica collabore avec le Honduras et le Panama, comme prévu dans le rapport de 2008. En outre, l'Argentine explique qu'elle prévoit de signer le MdA sur les Flamants des Hautes Andes, et la Tanzanie a l'intention de signer le MdA sur les rapaces.

MAMMIFÈRES MARINS

Trois Parties annoncent qu'elles sont en train d'établir de nouveaux accords CMS liés aux mammifères marins, deux (Côte d'Ivoire et Maurice) ne spécifient pas d'accord en particulier. L'Inde, quant à elle, mentionne l'établissement d'un MdA sur le dugong.

Neuf pays expliquent avoir participé à la mise en place de nouveaux accords sur les mammifères marins, notamment le MdA sur le dugong (Inde, Iran, Maurice, Pakistan, Arabie Saoudite), le MdA sur les petits cétacés et les lamantins d'Afrique occidentale et de Macaronésie (Burkina Faso, Mali, Monaco, Guinée) et le MdA sur les phoques moines (Maroc).

Trois pays émettent le souhait de bénéficier d'assistance pour l'établissement ou le développement de nouveaux accords : Guinée (assistance juridique, demande déjà formulée en 2008), Samoa (aide financière) et Maroc (soutien pour la mise en œuvre nationale du MdA sur les phoques moines, demande déjà formulée en 2008).

Quatre Parties prévoient de s'engager dans des accords concernant les mammifères marins : Maurice et l'Arabie Saoudite parlent du MdA sur le dugong, l'Arabie Saoudite indiquant son intention de signer le MdA. Le Mali déclare qu'il prévoit de signer le MdA sur les petits cétacés et les lamantins d'Afrique occidentale et de Macaronésie, et le Costa Rica explique à nouveau qu'il travaille avec le Honduras et le Panama sur le développement de nouveaux accords.

TORTUES MARINES

Deux Parties rapportent qu'elles mettent en place de nouveaux accords CMS concernant les tortues marines : la Côte d'Ivoire et le Kenya. La Côte d'Ivoire n'a pas donné plus de détails, tandis que le Kenya explique avoir établi et signé le MdA sur les tortues marines de l'Océan Indien et de l'Asie du sud-est. Trois autres pays signalent leur participation au développement de nouveaux accords concernant les tortues marines : l'Inde (MdA sur les tortues marines de l'Océan Indien et de l'Asie du sud-est), l'Équateur (MdA entre la Commission interaméricaine du thon tropical et la Convention interaméricaine pour la protection et la conservation des tortues marines) et le Honduras (mesures nationales en attente d'approbation). Deux pays émettent le souhait de bénéficier d'assistance pour l'établissement ou le développement de nouveaux accords : le Samoa (aide financière) et le Honduras (mise en place de zones de pêche alternatives pour réduire la pression sur les espèces de tortues).

De nouveaux accords sont prévus par cinq Parties : le Honduras souhaite établir un accord à partir d'études sur l'impact des recherches sur les tortues. L'Équateur met en évidence la nécessité d'un MdA impliquant les pays de l'aire de répartition de la tortue imbriquée *Eretmochelys imbricata*. Le Samoa explique qu'il faut adopter un MdA sur les tortues et leurs sites de nidification dans la région des îles du Pacifique. Le Costa Rica explique de nouveau qu'il travaille avec le Honduras et le Panama. Le Kenya ne donne pas d'autres détails.

MAMMIFÈRES TERRESTRES (AUTRES QUE LES CHAUVES-SOURIS)

Cinq Parties rapportent qu'elles mettent en place de nouveaux accords CMS concernant les mammifères terrestres : l'Argentine a signé le MdA sur les huemuls avec le Chili en décembre 2010. L'Inde mentionne un accord transfrontalier concernant les éléphants, les tigres et les onces. Le Kazakhstan a mis en œuvre un accord concernant l'antilope Saïga

(*Saiga tatarica*), en collaboration avec l'Ouzbékistan. Le Kenya a l'intention de développer un MdA sur le lycaon (*Lycaon pictus*), tandis que le Mali ne donne pas plus de détails.

Cinq pays indiquent avoir participé à la mise en place de nouveaux accords concernant les mammifères marins : le MdA sur les éléphants d'Afrique pour le Burkina Faso et le Mali, le MdA sur l'antilope Saïga pour la Mongolie. Monaco a fourni une aide financière pour la négociation de l'accord sur les gorilles, alors que l'Inde ne donne pas plus de détails. Quatre Parties souhaitent recevoir une aide financière, technique, logistique ou scientifique pour mettre en place de nouveaux accords : le Burkina Faso, l'Inde, le Kenya et le Mali.

Quatre pays prévoient de signer de nouveaux accords concernant au moins dix espèces : au Kenya (le Lycaon *Lycaon pictus* et le guépard *Acinonyx jubatus*), en Algérie (*Acinonyx jubatus*, le mouflon à manchettes *Ammotragus lervia*, l'oryx algazelle *Oryx dammah*, l'addax *Addax nasomaculatus* et la gazelle), en Mongolie (l'once *Uncia uncia*, la gazelle à queue blanche *Procapra gutturosa* et le mouton sauvage d'Asie) et au Costa Rica (aucune espèce spécifiée).

CHAUVES-SOURIS

Aucune Partie n'a annoncé établir ou participer à la mise en place de nouveaux accords concernant des espèces de chauves-souris. Le Costa Rica explique que le développement d'un nouvel accord est prévu, en collaboration avec le Honduras et le Panama, tandis que la Serbie a formulé son intention d'adhérer à l'accord EUROBATS.

AUTRES TAXONS

Huit Parties annoncent leur participation à la mise en place de nouveaux accords concernant d'autres taxons, tous se réfèrent aux MdA sur les requins. L'Allemagne explique avoir fourni une aide financière pour les réunions visant à négocier les MdA sur les requins. Aucune Partie n'émet le besoin d'assistance pour la mise en place ou le développement d'un nouvel accord. Le Costa Rica annonce, une nouvelle fois, travailler avec le Honduras et le Panama au développement de nouveaux accords. Le Royaume-Uni exprime sa volonté de signer le MdA sur les requins et la Nouvelle Zélande précise que la signature de ce MdA est en cours d'étude.

ZONES PROTÉGÉES

Sur les 68 Parties qui se sont exprimées, 62 (91 %) indiquent que les espèces migratrices sont prises en compte dans la sélection, l'établissement et la gestion des zones protégées. Cette proportion est légèrement moins importante qu'en 2008, lorsque 93 % des Parties avaient donné une réponse positive. Parmi les six autres Pays, un a répondu par la négative (Honduras), tandis que les cinq autres ne se sont pas exprimés, quatre n'ayant pas répondu aux questions suivantes de cette section (Angola, Israël, Mauritanie, Serbie), contrairement au Congo qui a pris en compte toutes les autres questions sur les zones protégées. Cinquante-huit Parties sur les 62 qui ont donné une réponse positive donnent d'autres détails.

Des critères internationaux prenant en compte les espèces migratrices seraient appliqués par 27 Parties pour l'établissement de zones protégées dans leur pays. Dix pays précisent que les espèces migratrices sont prises en compte pour la dénomination de zones protégées, selon la Convention Ramsar. Quinze Parties membres de l'UE expliquent, dans le cadre de Natura 2000, prendre en compte des espèces migratrices dans la désignation des Zones de protection spéciales (ZPS) conformément à la directive oiseaux européenne et la mise en

place de Zones spéciales de conservation (ZSC) et de Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) conformément à la directive habitat européenne. Deux Parties (Paraguay et Inde) considèrent les oiseaux migrateurs comme faisant partie des critères BirdLife International lorsque des Zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) sont établies, l'Italie mentionne par ailleurs un projet avec le partenaire BirdLife visant à évaluer l'importance des zones de haute mer en tant que zones spéciales pour les oiseaux migrateurs. La Moldavie et le Paraguay appliqueraient les critères UICN pour la désignation de zones de protection, intégrant des dispositions concernant les espèces migratrices.

Vingt-sept Parties remarquent notamment que les espèces migratrices sont prises en compte selon leurs propres critères ou législation concernant les zones de protection nationales. Par exemple, en Argentine, l'Administration des parcs nationaux est gérée avec la conservation des espèces migratrices ; en Croatie et au Monténégro, les espèces migratrices sont prises en compte dans la désignation de zones protégées selon la loi sur la protection de la nature ; et en France, une stratégie nationale a été établie pour les zones de protection marines et les parcs nationaux. L'Inde souligne la mise en place d'un réseau de zones de protection transfrontalier, comprenant les zones humides utilisées par les oiseaux migrateurs. La Lettonie mentionne un système de territoires naturels faisant l'objet d'une protection spéciale permettant de protéger les zones de reproduction, d'hivernage et de repos des espèces répertoriées par la CMS. Le Pakistan parle d'un réseau de zones protégées comptant 25 parcs nationaux créés pour conserver les espèces migratrices et résidentes. Et l'Afrique du Sud met en avant le développement d'une stratégie nationale d'extension des zones de protection consistant à négocier la gestion, en fonction de la biodiversité, des sols privés et gouvernementaux. Le Royaume-Uni cite également un système de désignations de sites au niveau national, qui prend en compte les espèces migratrices, notamment les Sites d'intérêt scientifique particulier (SSSI). Seize Parties désignent des zones de protection spécifiques à cette question, la plupart d'entre elles visant à protéger des espèces migratrices spécifiques. Deux Parties (Bulgarie et Madagascar) affirment que tous les sites d'importance pour les espèces migratrices sont déjà protégés.

Quarante-neuf Parties (72 %) identifient des sites importants pour les espèces migratrices, cinq d'entre elles mentionnent les zones de protection spécifiques à la question précédente, demandant si les espèces migratrices étaient prises en compte. Les sites spécifiques sont vastes : un au Panama (Baie de Panama) et au Samoa (zone de protection marine d'Aleipata) à 100 aux Pays-Bas. Le statut de protection des sites répertoriés comprend les désignations internationales comme les sites Ramsar, les réserves de biosphère, les ZICO, les zones d'importance de conservation spéciales (ZISC), les ZPS et les ZSC, les désignations nationales comme les parcs nationaux et les zones de protection marines, et des appellations plus spécialisées comme les Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne (ASPIM).

Les sections suivantes regroupent les informations fournies par les Parties concernant les zones de protection dans leur pays, réparties par type de site (terrestre, aquatique et marin). Le Tableau 10 indique le nombre total de Parties mentionnant des sites, le nombre total de sites mentionnés et la zone totale sous protection par type de site. Les données concernant les zones de protection fournies par les Parties sans indication du type de site figurent dans la catégorie « non spécifié ». Conjointement, soixante-trois Parties déclarent un total de 38 623 sites et une zone de protection totale de plus de 1,2 million km². Il est important de

noter que les sites protégés ont tendance à coïncider en partie, et le même site peut avoir été signalé plusieurs fois s'il a plusieurs appellations ou s'il comprend plusieurs types de site.

Tableau 10. Nombre combiné de sites protégés et de zones couvertes par les sites, tels que l'ont présenté les Parties

Type de site	Nombre de sites	Zone couverte (km ²)	Nombre de sites Parties mentionnant des sites
Terrestre*	7 591	699 191	61
Aquatique	239	93 505	58
Marin	256	110 978	43
Non spécifié	30 537	313,419	32
Total	38 623	1 217 093	63

*Quatre Parties spécifient que les sites non-terrestres ou terrestres avec des composantes marines et aquatiques sont comptabilisés dans les zones de protection terrestres.

Sites terrestres

Soixante-et-un pays (90 %) précisent que leurs zones de protection comprennent les sites terrestres, une Partie (Monaco) rapporte qu'elle ne possède pas de zone de protection terrestre et les autres n'ont pas répondu. Vingt-huit Parties donnent des détails concernant le nombre ou la zone des sites de protection terrestres. Parmi elles, 24 indiquent le nombre sites, 15 donnent des détails sur la surface des sites protégés et 4 ajoutent le pourcentage de la zone totale du pays sous protection. Au total, les Parties ont déclaré 7 591 sites terrestres protégés et une zone terrestre protégée de 699 191 km² (Tableau 10). La Suède enregistre le plus grand nombre de zones de protection terrestres avec 3 381 sites, tandis que la Tanzanie dispose de la zone terrestre la plus étendue sous protection (305 378 km²) et la Nouvelle Zélande présente le pourcentage de zone terrestre protégée le plus important (30 %).

Sites aquatiques

Cinquante-huit Parties (85 %) signalent que leurs zones protégées incluent des sites aquatiques, les autres ne le spécifient pas. Vingt-et-une Parties donnent des informations supplémentaires concernant le nombre ou la taille de leurs zones de protection aquatiques, 19 indiquant le nombre de sites et 12 détaillant la zone couverte. Madagascar précise également le pourcentage de son territoire sous protection. Les Parties déclarent 239 sites aquatiques protégés et une zone de protection de 93 505 km² au total. Le Maroc enregistre le plus grand nombre de zones aquatiques protégées (84 sites), alors que la Tanzanie dispose de nouveau de la zone protégée la plus étendue (48 684 km² de sites protégés comme les sites Ramsar). Deux Parties répertorient les zones aquatiques protégées les plus vastes, sans compter le nombre total de sites. Et le Kenya indique que l'étendue des lacs protégés est variable. Quatre Parties ont intégré les sites aquatiques dans la section sur les zones terrestres protégées sans faire de distinction.

Sites marins

Quarante-trois pays (63 %) précisent que leurs zones de protection comprennent les sites marins, six Parties rapportent qu'elles ne possèdent pas de zone de protection marine et les autres n'ont pas répondu. Vingt-trois Parties donnent des détails concernant le nombre ou la région des zones marines protégées. Parmi elles, 19 indiquent le nombre de sites, 11 donnent des détails sur la zone couverte et deux mentionnent le pourcentage du territoire marin du pays sous protection. Les Parties déclarent 256 sites marins protégés et une zone de 110 978 km² au total. Le Royaume-Uni enregistre le plus grand nombre de zones protégées, avec une

composante marine (107 sites), tandis que l'Allemagne dispose de la zone marine protégée la plus étendue (36 003 km²) et la proportion d'eaux territoriales la plus élevée (plus de 70 %).

Agence

L'agence, le service ou l'organisation responsable de l'action sur les zones de protection a été identifié par 56 Parties (82 %) et les ministères impliqués chargés de la gestion de l'environnement, de la conservation, des forêts, de l'eau, de l'énergie et du développement durable. Les ministères de la culture, du tourisme, de l'agriculture et de l'économie sont moins nombreux. Plusieurs Parties spécifient que les gouvernements régionaux peuvent entreprendre des actions sur les zones protégées au niveau local plutôt que national.

Résultats positifs

Deux-tiers des participants ont enregistré des résultats positifs des actions entreprises sur les zones protégées (44 Parties), notamment : la mise en place de nouvelles zones de protection, le traitement et la connexion de zones protégées de plus en plus étendues, les nouvelles désignations des zones de protection existantes, l'augmentation de la taille des populations d'espèces exploitant les zones de protection, le retour des espèces ou l'apparition de nouvelles espèces dans les zones protégées, que ce soit naturellement ou par leur réintroduction, la mise œuvre de programmes de surveillance, les recherches et les plans de gestion ciblant les espèces vulnérables, la réduction de l'exploitation illégale des ressources naturelles, la participation efficace de la communauté dans la gestion des zones protégées, la sensibilisation et le renforcement des efforts de conservation et l'augmentation du tourisme. Par exemple, l'Albanie a désigné sa première zone marine protégée en 2010, l'Ukraine a établi 35 nouvelles zones protégées et étendu 10 zones entre 2009 et 2010, la Suisse note que jusqu'à 40 % de la population totale d'oiseaux marins du pays hivernent dans les zones protégées. En Hongrie, des plans de gestion ont été mis en œuvre pour les neuf zones de protection où vit la grande outarde *Otis tarda* ; en Inde, une coopération internationale plus importante a été mise en place dans la gestion des zones de protection transfrontalières. L'Afrique du Sud souligne le renforcement de la contribution du programme d'intendance de la biodiversité à la gestion, en fonction de la biodiversité, des sols privés. Et l'Équateur explique que le tourisme d'une réserve marine a permis d'accroître le soutien en faveur de la surveillance continue des populations de puffins à pieds roses *Puffinus creatopus* présents dans la zone.

TÉLÉMÉTRIE SATELLITAIRE

Les Parties étaient chargées d'établir un rapport sur les projets de télémétrie satellitaire actuels et futurs dans leurs rapports nationaux.

Projets pris en charge dans la période de rapport actuelle

Trente-cinq des 68 Parties (52 %) expliquent que des projets de télémétrie satellitaire ont été mis en place pendant la période de rapport. Dix-neuf Parties signalent des projets en cours, 16 donnent des détails sur les projets entrepris et six présentent des projets en cours de préparation.

Vingt-trois Parties ajoutent des détails sur le taxon contrôlé à l'aide de la télémétrie satellitaire (Tableau 11). La majorité des projets est focalisée sur les taxons d'oiseaux répertoriés à la CMS, avec 37 taxons d'oiseaux, 20 taxons de mammifères et quatre espèces de tortues surveillés. Les mammifères soumis aux projets de télémétrie satellitaire comptent cinq espèces terrestres, quatre marines et onze chauves-souris. La majorité des projets implique les espèces de l'Annexe II, avec 46 taxons de l'Annexe II, deux espèces de l'Annexe I et les 12 autres espèces répertoriées dans les deux annexes CMS. En outre, neuf Parties mentionnent des projets de télémétrie à des niveaux de taxonomie supérieurs. Huit pays ont donné des détails sur les projets de télémétrie satellitaire qui ne concernent pas les espèces répertoriées dans la CMS.

Vingt projets de télémétrie satellitaire présentés par les Parties dans les rapports nationaux de 2011 seraient également « en préparation » ou « en cours » dans les rapports nationaux de 2005 et/ou 2008, bien qu'ils ne représentent qu'une petite proportion des projets planifiés dans ces rapports (56 en 2008 et 34 en 2005).

Tableau 11. Les taxons répertoriés à la CMS soumis à des projets de télémétrie satellitaire en préparation, en cours ou achevés au cours de la période de rapport pour les rapports nationaux de 2011.

<i>Ordre</i>	<i>Famille</i>	<i>Ann.</i>	<i>Taxon</i>	<i>Nom générique (français)</i>	<i>Partie</i>
MAMMALIA					
Chiroptera	Rhinolophidae	II	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit rhinolophe	*Allemagne
	Vespertilionidae	II	<i>Nyctalus leisleri</i>	Noctule de Leisler	*Allemagne
		II	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Pipistrelle commune	*Allemagne
		II	<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle d'Europe	*Allemagne
		II	<i>Plecotus auritus</i>	Oreillard commun	*Allemagne
		II	<i>Myotis bechsteinii</i>	Vespertilion de Bechstein	*Allemagne
		II	<i>Myotis brandti</i>	Murin de Brandt	*Allemagne
		II	<i>Myotis dasycneme</i>	Murin des marais	*Allemagne
		II	<i>Myotis daubentonii</i>	Murin de Daubenton	*Allemagne
		II	<i>Myotis myotis</i>	Grand murin	*Allemagne
		II	<i>Myotis nattereri</i>	Murin de Natterer	*Allemagne
	Phocoenidae	II	<i>Phocoena phocoena</i>	Marsouin commun	*Allemagne
Cetacea	Balaenopteridae	I/II	<i>Balaenoptera borealis</i>	Rorqual boréal	Portugal
	-	I/II	Cetacea spp.	Cétacés	Royaume-Uni

Ordre	Famille	Ann.	Taxon	Nom générique (français)	Partie
Carnivora	Phocidae	II	<i>Phoca vitulina</i>	Phoque commun	*Allemagne
Proboscidea	Elephantidae	II	<i>Loxodonta africana</i>	Éléphant d'Afrique	Tchad, Mali
Perissodactyla	Equidae	II	<i>Equus hemionus</i>	Hémione	Iran, ♦Mongolie
Artiodactyla	Camelidae	I	<i>Camelus bactrianus</i>	Chameau de Bactriane	*Mongolie
	Bovidae	II	<i>Procapra gutturosa</i>	Gazelle à queue blanche	*♦Mongolie
		II	<i>Saiga tatarica</i>	Antilope de Saïga	Kazakhstan
AVES					
Procellariiformes	Diomedidae	II	<i>Diomedea melanophris</i>	Albatros à sourcils noirs	Argentine
	Procellariidae	II	<i>Macronectes spp.</i>	Pétrel géant	Argentine
Ciconiiformes	Ardeidae	II	<i>Botaurus stellaris</i>	Butor étoilé	Pays-Bas
		II	<i>Casmerodius albus</i>	Grande aigrette	*Allemagne
		II	<i>Ardea purpurea</i>	Héron pourpre	Pays-Bas
	Ciconiidae	II	<i>Ciconia nigra</i>	Cigogne noire	*♦République tchèque, Hongrie, ♦*Lettonie
		II	<i>Ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche	Belgique, *Allemagne, Pays-Bas, Suisse
Phoenicopteriformes	Phoenicopteridae	II	<i>Phoenicopiterus ruber</i>	Flamant rose	Tanzanie
		I	<i>Phoenicopiterus andinus</i>	Flamant des Andes	Argentine
Anseriformes	Anatidae	II	<i>Cygnus cygnus</i>	Cygne chanteur	Royaume-Uni
		II	<i>Anser albifrons</i>	Oie rieuse	Pays-Bas
		I/II	<i>Anser erythropus</i>	Oie naine	Finlande, Hongrie, Suède
		II	<i>Branta leucopsis</i>	Bernache nonnette	*Pays-Bas, Royaume-Uni
Falconiformes	Cathartidae	II	<i>Coragyps atratus</i>	Urubu noir	Argentine
		II	<i>Cathartes aura</i>	Urubu à tête rouge	Argentine
		II	<i>Vultur gryphus</i>	Condor des Andes	Argentine
Falconiformes (suite)	Pandionidae	II	<i>Pandion haliaetus</i>	Balbusard pêcheur	Finlande, *Allemagne, Royaume-Uni
	Accipitridae	II	<i>Pernis apivorus</i>	Bondrée apivore	*Allemagne, Royaume-Uni
	Accipitridae (suite)	II	<i>Milvus migrans</i>	Milan noir	*Allemagne
		II	<i>Milvus milvus</i>	Milan royal	*Allemagne
		I/II	<i>Haliaeetus albicilla</i>	Pygargue à queue blanche	Finlande, Royaume-Uni
		II	<i>Gypaetus barbatus</i>	Gypaète barbu	Suisse
		II	<i>Circus pygargus</i>	Busard cendré	*Allemagne, Pays-Bas
		II	<i>Harpyhaliaetus coronatus</i>	Buse couronnée	Argentine
		II	<i>Aquila pomarina</i>	Aigle pomarin	*Allemagne, Lettonie, Afrique du Sud
		I/II	<i>Aquila clanga</i>	Aigle criard	*Allemagne
		I/II	<i>Aquila heliaca</i>	Aigle impérial	*Allemagne, ♦*Hongrie, Slovaquie
	Falconidae	II	<i>Falco vespertinus</i>	Faucon kobez	Hongrie
		II	<i>Falco amurensis</i>	Faucon de l'Amour	Afrique du Sud
		II	<i>Falco cherrug</i>	Faucon sacre	Hongrie, Slovaquie
		II	<i>Falco peregrinus</i>	Faucon pèlerin	Hongrie
Gruiformes	Gruidae	I/II	<i>Grus leucogeranus</i>	Grue de Sibérie	Iran
		II	<i>Grus grus</i>	Grue cendrée	Finlande
	Otididae	I/II	<i>Otis tarda</i>	Grande outarde	Hongrie, Royaume-Uni
Charadriiformes	Scolopacidae	II	<i>Limosa limosa</i>	Barge à queue noire	Pays-Bas
		II	<i>Numenius arquata</i>	Courlis cendré	Royaume-Uni

Ordre	Famille	Ann.	Taxon	Nom générique (français)	Partie
Passeriformes	Musciapidae	I/II	<i>Acrocephalus paludicola</i>	Phragmite aquatique	France
-	-	I/II	Aves spp.	Oiseaux (non spécifiés)	Mongolie, France, Mali
				Oiseaux de proie	Royaume-Uni
				Oiseaux marins	*Allemagne, Royaume-Uni
				Oies	*Allemagne
REPTILIA					
Testudinata	Cheloniidae	I/II	<i>Chelonia mydas</i>	Tortue verte	*Uruguay, *France
		I/II	<i>Caretta caretta</i>	Caretta caretta	France
		I/II	<i>Lepidochelys olivacea</i>	Tortue olivâtre	France
	Dermochelyidae	I/II	<i>Dermochelys coriacea</i>	Tortue luth	France
	-	I/II	Testudinata spp.	Tortues marines	Albanie, Argentine, Iran, Pays-Bas

Important : *Projet également indiqué « en préparation » ou « en cours » dans le rapport national de 2008 ; •Projet référencé dans le rapport national de 2005 du pays.

L'Europe compte le plus grand nombre de Parties exploitant la télémétrie satellitaire (18 sur 34 Parties) (Illustration 14). En revanche, l'Asie enregistre la plus grande proportion de Parties mettant en œuvre des projets exploitant la télémétrie satellitaire (87 %, 7 Parties), par rapport aux 62 % des Parties en Europe. L'Afrique présente la proportion la plus faible de Parties ayant recours à la télémétrie satellitaire (20%). Douze Parties n'ont pas répondu à la question et 22 Parties indiquent n'avoir aucun projet en cours.

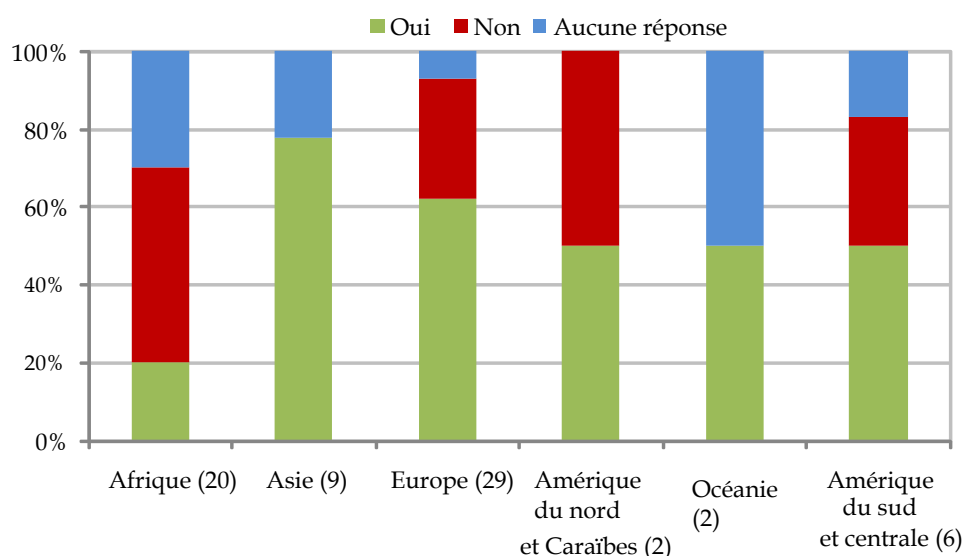


Illustration 14. Pourcentage des Parties ayant dirigé des projets de télémétrie satellitaire au cours de la période de rapport actuelle (« Oui »), n'ayant pas entrepris de projets (« Non ») et n'ayant pas répondu à cette question (« Aucune réponse »), par région du monde. Le pourcentage s'appuie sur le nombre de Parties ayant soumis des rapports par région (entre parenthèses).

Futurs projets

Des projets futurs ont été planifiés par 26 Parties (38 %, Tableau 12). Dix-huit pays indiquent qu'aucun projet de télémétrie satellitaire n'est prévu, principalement en raison des contraintes financières, du manque de moyens techniques ou d'un manque de ressources

humaines, matérielles ou de formation sur la technologie. En Afrique du Sud, par exemple, la disponibilité limitée des petits satellites et des pisteurs GPS représente un obstacle sérieux à la recherche sur la répartition et la migration des oiseaux dans le pays.

Comme pour les projets entrepris au cours de la période de rapport actuelle, la majorité de ces projets a été organisée sur les espèces d'oiseaux répertoriés à la CMS, 27 taxons d'oiseaux, huit taxons de mammifères, trois espèces de tortues marines et trois espèces de poissons étant soumis à des projets de télémétrie satellitaire (Tableau 12). Parmi les taxons mammifères à étudier, six sont terrestres, deux sont marins et un projet concerne les chauves-souris. De plus, plusieurs Parties mentionnant des rapports planifiés n'ont indiqué que le niveau taxonomique supérieur (plutôt que les espèces concernées) ; il s'agit notamment de projets sur les mammifères (deux Parties), les oiseaux (cinq Parties), les tortues marines (six Parties) et les poissons (une Partie).

La majorité des projets concerne les espèces répertoriées à l'annexe II. Parmi les projets répertoriés sur le plan du genre et de l'espèce, 29 permettront de surveiller les espèces et genres de l'Annexe II et 11 les espèces répertoriées dans les deux annexes de la CMS, aucun n'étant focalisé sur les espèces de l'Annexe I uniquement. Six Parties (Inde, Royaume-Uni (îles Malouines), Tanzanie, Finlande, Guinée, Équateur) donnent de plus amples détails concernant les projets de télémétrie satellitaire prévus qui ne concernent pas les espèces de la CMS. Ceux-ci n'ont pas été ajoutés dans le Tableau 12.

Tableau 12. Espèces soumises à des futurs projets de télémétrie satellitaire

Ordre	Famille	Ann.	Taxon	Nom générique (français)	Partie	Échéance
MAMMALIA						
-	-	I/II	Mammalia spp.	Phoques	Allemagne	Début en 2011
				Mammifères marins	France	2010-2014
Chiroptera	-	I/II	Chiroptera spp.	Chauves-souris	Norvège	
Carnivora	Otariidae	II	<i>Otaria flavescens</i>	Otarie à crinière	Royaume-Uni (îles Malouine)	2010-2011, poursuite probable
	Phocidae	II	<i>Phocoena phocoena</i>	Marsouin commun	Allemagne	Début en 2011
	Canidae	II	<i>Lycaon pictus</i>	Lycaon	Afrique du Sud	2011-2015
Proboscidea	Elephantidae	II	<i>Loxodonta africana</i>	Éléphant d'Afrique	République de Guinée	En cours de préparation
Perissodactyla	Equidae	II	<i>Equus hemionus</i>	Hémione	Mongolie	
Artiodactyla	Bovidae	II	<i>Gazella subgutturosa</i>	Gazelle à goitre	Mongolie	
		II	<i>Procapra gutturosa</i>	Gazelle à queue blanche	*•Mongolie	
		II	<i>Saiga tatarica</i>	Antilope de Saïga	Kazakhstan	Suite
AVES						

Ordre	Famille	Ann.	Taxon	Nom générique (français)	Partie	Échéance
-	-	I/II	Aves spp.	Oiseaux migrants d'Afrique	Danemark	
				Oiseaux de proie	Iran	En cours de préparation
				Grues	Inde	Suite
				Vautour	Inde	Proposé
				Oiseaux aquatiques	Inde	Suite
Procellariiformes	Diomedidae	II	<i>Diomedea melanophrys</i>	Albatros à sourcils noirs	Royaume-Uni (îles Malouine)	Suite
Ciconiiformes	Ardeidae	II	<i>Botaurus stellaris</i>	Butor étoilé	Pays-Bas	Suite
		I/II	<i>Ardeola idae</i>	Crabier blanc	Tanzanie	En cours de discussion
		II	<i>Ardea purpurea</i>	Héron pourpré	Pays-Bas	Suite
	Ciconiidae	II	<i>Ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche	Pays-Bas	Suite
Phoenicopteriformes	Phoenicopteridae	II	<i>Phoenicopterus</i> spp.	Flamants	Kenya	
Anseriformes	Anatidae	II	<i>Anser albifrons</i>	Oie rieuse	Pays-Bas	Suite
		I/II	<i>Anser erythropus</i>	Oie naine	†Iran, Norvège, ‡Suède	†En cours de préparation, ‡possible
		II	<i>Anser indicus</i>	Oie à tête barrée	*Inde	Suite
		I/II	<i>Chloephaga rubidiceps</i>	Ouette à tête rousse	Argentine	En cours de préparation
Falconiformes	Cathartidae	II	<i>Coragyps atratus</i>	Urubu noir	Argentine	Suite
		II	<i>Cathartes aura</i>	Urubu à tête rouge	Argentine	Suite
		II	<i>Vultur gryphus</i>	Condor des Andes	Argentine	Suite
	Pandionidae	II	<i>Pandion haliaetus</i>	Balbuzard pêcheur	*Norvège	
	Accipitridae	II	<i>Circus gallicus</i>	Circaète Jean-le-Blanc	Italie	
		II	<i>Circus maurus</i>	Busard maure	Afrique du Sud	2009-2012
		II	<i>Circus pygargus</i>	Busard cendré	Danemark	
		II	<i>Circus pygargus</i>	Busard cendré	Pays-Bas	Suite
		II	<i>Harpyhaliaetus coronatus</i>	Buse couronnée	Argentine	
		I/II	<i>Aquila heliaca</i>	Aigle impérial	Arabie Saoudite, †Slovaquie	†Suite
		II	<i>Neophron percnopterus</i>	Vautour percnoptère	*Italie	
	Falconidae	II	<i>Falco eleonorae</i>	Faucon d'Éléonore	Croatie, Italie	
		II	<i>Falco cherrug</i>	Faucon sacre	République de Slovaquie	2010-2014
Gruiformes	Otididae	I/II	Otididae spp.	Outardes	Inde	2011
		I/II	<i>Chlamydotis undulata</i>	Outarde houbara	†Iran, Arabie Saoudite	†En cours de préparation
		I/II	<i>Otis tarda</i>	Grande outarde	Iran	En cours de préparation

Ordre	Famille	Ann.	Taxon	Nom générique (français)	Partie	Échéance
Charadriiformes	Scolopacidae	II	<i>Limosa limosa</i>	Barge à queue noire	Pays-Bas	Suite
REPTILIA						
Testudinata	Cheloniidae	I/II	<i>Chelonia mydas</i>	Tortue verte	*France	
		I/II	<i>Caretta caretta</i>	Caretta caretta	France (Nouvelle Calédonie)	
		I/II	<i>Lepidochelys olivacea</i>	Tortue olivâtre	France (Guinée)	
	-	I/II	Testudinata spp.	Tortues marines	Équateur, †France (Guadeloupe), ‡Inde, Italie, Panama, †Pays- Bas	†Suite, ‡Achévé en 2010
ELASMOBRANCHII						
Orectolobiformes	Rhincodontidae	II	<i>Rhincodon typus</i>	Requin-baleine	Équateur	
Lamniformes	Cetorhinidae	I/II	<i>Cetorhinus maximus</i>	Requin pèlerin	*Nouvelle Zélande	Octobre 2010- Février 2011
	Lamnidae	I/II	<i>Carcharodon cacharias</i>	Grand requin blanc	*Nouvelle Zélande	2005-2014

Important : *Projet également indiqué « en préparation » ou « en cours » dans le rapport national de 2008 ; •Projet référencé dans le rapport national de 2005 du pays.

L'Asie enregistre le taux le plus important par rapport aux Parties prévoyant d'utiliser la télémétrie satellitaire (56 %), tandis que l'Afrique présente le pourcentage le plus faible (25 %) des Parties gérant des projets utilisant la télémétrie satellitaire (Illustration 15). Entre 41 % et 50 % des Parties prévoient de mener des projets de télémétrie satellitaire dans les autres régions. Sur l'ensemble des régions, 35 % des Parties n'ont pas répondu à cette question.

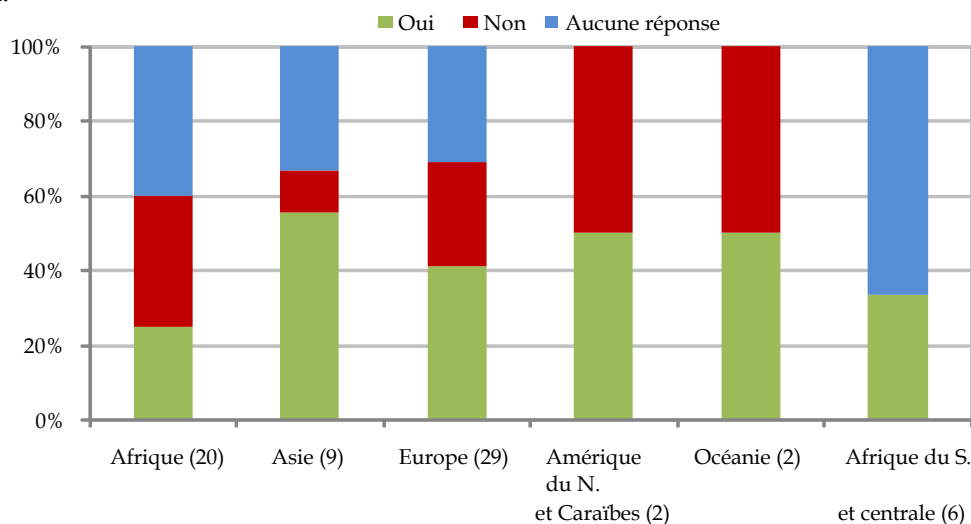


Illustration 15. Pourcentage des Parties ayant dirigé des projets de conservation/recherche utilisant la télémétrie satellitaire au cours de la période de rapport actuelle (« Oui »), n'ayant pas entrepris de projets (« Non ») et n'ayant pas répondu à cette question (« Aucune réponse »), par région du monde. Le pourcentage s'appuie sur le nombre de Parties ayant soumis des rapports par région (entre parenthèses).

Résultats positifs

La meilleure compréhension des voies migratoires d'une multitude d'oiseaux, de mammifères terrestres, de tortues marines et de requins (16 Parties) reste le succès le plus cité, grâce aux projets de télémétrie satellitaire. Par exemple, des itinéraires aériens ont fait l'objet d'études dans plusieurs pays (Danemark, Inde, Pays-Bas, Norvège) et le Kenya note le déplacement des flamants isolés, notamment des individus se déplaçant plus au nord ou au sud. L'Iran exploite la télémétrie satellitaire pour analyser la migration des grues de Sibérie (*Grus leucogeranus*) élevées en captivité puis relâchées. Le Togo exploite les résultats visant à préparer une carte des couloirs migratoires transfrontaliers pour les grands mammifères. La Tanzanie étudie la nature et le mode de migration saisonnière des gnous *Chonnocetes* spp., et les obstacles et risques de la migration ont été identifiés pour la gazelle à queue blanche (*Procapra gutturosa*) et l'hémione (*Equus hemionus*) en Mongolie, et les oies aux Pays-Bas.

Onze Parties considèrent l'identification des sites d'intérêt pour les espèces migratrices comme un résultat positif des projets de télémétrie satellitaire. Des informations relatives aux sites d'hivernage ont été regroupées par quatre Parties. Par exemple, la télémétrie satellitaire a permis aux Pays-Bas d'identifier les zones les plus importantes pour l'hivernage de l'oie rieuse (*Anser albifrons*). Des zones de fourrage ont été identifiées pour les tortues marines (Iran, Pays-Bas) et les oies (Pays-Bas). Des études ont été dirigées pour analyser les liens entre les groupes de population de nidification et d'alimentation pour les tortues marines (Iran). Le Kazakhstan note que la télémétrie de l'antilope de Saïga (*Saiga*

tatarica) a permis d'assurer sa surveillance régulière et une meilleure protection, et d'organiser des zones protégées. Le Mali effectue une surveillance régulière de l'éléphant d'Afrique (*Loxodonta africana*) et des oiseaux migrateurs. De même, on espère que les informations relatives à l'utilisation de l'habitat des busards maures (*Circus maurus*) faciliteront la prise de décision en Afrique du Sud. La Slovaquie note également les avantages de l'accumulation des connaissances relatives aux tailles du domaine vital et aux sites d'importance pour les espèces migratrices.

Selon les Parties, la compréhension du comportement des espèces migratrices permet de limiter les impacts négatifs auxquels les espèces sont confrontées durant leur migration. Par exemple, la cartographie des aires de reproduction des albatros donne des informations sur les aires potentielles coïncidant avec les pêcheries (France). Les projets de télémétrie satellitaire améliorent les connaissances sur le mode d'exploitation de la mer des pétrels géants (*Macronectes* spp.), pendant les différentes étapes de la vie et des saisons (Argentine). En outre, des projets permettent de renforcer les connaissances sur la vitesse de vol (Hongrie), la biologie de reproduction (Pays-Bas) et les déplacements temporels des espèces (Hongrie).

Les projets de télémétrie offrent d'autres avantages, selon les Parties, notamment pour sécuriser des fonds en faveur de la conservation des oiseaux migrateurs et la restauration de l'habitat au Sahel, en Afrique (Pays-Bas). Les mises à jour quotidiennes du suivi des oiseaux et des tortues sur les sites Web sont examinées, afin de solliciter l'intérêt public (Pays-Bas). L'importance de la conservation internationale a été mise en avant par l'observation des vautours (Cathartidae) et les condors des Andes (*Vultur gryphus*) se déplaçant entre l'Argentine et la Bolivie (Argentine). De même, le Mali collabore avec des pays partenaires pour diriger des études.

La Finlande présente des développements réalisés pour améliorer la technologie, tandis que la France note les limites de la technologie pour la surveillance des tortues marines, à savoir l'insuffisance de la durée d'exploitation (1-6 mois) pour disposer d'informations suffisantes sur l'intégralité de l'aire de répartition, et elle indique que des balises peuvent être gênantes. La Suisse vante les intérêts de la miniaturisation des composants, la télémétrie satellitaire et le GPS, pour faire de la télémétrie un « outil de recherche indispensable » permettant d'observer des animaux indépendamment de l'observation visuelle. Le Royaume-Uni reconnaît également la grande importance de la technique, un outil de conservation de recherche. Utilisée à l'origine pour étudier l'exploitation de l'espace par différents individus, la Suisse explique que la technique est de plus en plus utilisée pour déterminer les principaux facteurs de dynamiques de population, comme le taux de survie et l'échange entre les populations.

MOBILISATION DES RESSOURCES

Le développement et la mobilisation des capacités humaines et des ressources financières pour mettre en œuvre des mesures de conservation requises représentaient un défi majeur pour la CMS. Les Parties ont été interrogées sur la mobilisation des ressources pour leur pays, les autres pays (notamment les pays en voie de développement) et le fonds d'affectation spéciale de la CMS.

RESSOURCES POUR LES ACTIVITÉS DE CONSERVATION

Sur les 65 Parties ayant répondu dans cette section, 51 (78 %) précisent avoir mis des ressources financières à disposition pour la conservation des espèces migratrices dans leur propre pays. Parmi elles, 39 Parties ont donné des détails sur les espèces ou groupes taxonomiques concernées par ces activités de conservation, la majorité étant focalisée sur les oiseaux (Tableau 13).

Parmi les activités citées par les pays : le financement d'études et de surveillance des espèces migratrices (Belgique, Croatie, Équateur, Guinée, Iran, Monténégro, Maroc, Nouvelle Zélande, Slovaquie), les projets de recherche (Croatie, République tchèque, Allemagne, Italie, Nouvelle Zélande, Paraguay), le développement ou la mise en place de zones de protection (Biélorus, Finlande, Panama), la gestion de l'habitat, les sites et zones de protection (Belgique, Équateur, Allemagne, Iran, Kenya, Lettonie, Pays-Bas, Slovaquie, Sri Lanka, Togo) et la restauration de l'habitat (Belgique, Allemagne, Iran, Slovaquie).

D'autres activités sont également mises en place comme le renforcement des compétences, les aides à la nidification pour les oiseaux, la résolution de conflits avec les exploitations piscicoles et la réduction de l'électrocution, la lutte contre les parasites, un plan d'action national pour les chauves-souris, un atlas sur les oiseaux et des campagnes de sensibilisation. La République tchèque finance des méthodes d'évaluation des impacts des éoliennes et des routes sur les chauves-souris. Le Maroc met en œuvre des programmes de réintroduction et l'Allemagne offre des contributions financières pour la réintroduction de l'esturgeon. Les Pays-Bas ont financé des projets visant à concilier les besoins d'hivernage des oies et des canards siffleurs avec l'agriculture. La Norvège a rémunéré un administrateur pour la conservation des râles des genêts *Crex crex*.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE LA CMS

Six Parties (Belgique, Finlande, France, Norvège, Tadjikistan et Royaume-Uni) contribuent de manière volontaire au fonds d'affectation spéciale de la CMS pour soutenir les pays en voie de développement. La Finlande, la Norvège et le Royaume-Uni ont fourni des contributions favorisant la présence des participants aux COP de la CMS. La France souligne sa participation en faveur du Symposium sur les gorilles tenu en 2009, de la troisième réunion sur les requins (Philippines) et de la mise en œuvre d'un MdA sur les éléphants d'Afrique de l'ouest et les éléphants d'Afrique centrale. La Belgique décrit quatre projets menés en faveur des espèces migratrices qui reçoivent leur aide financière.

Il est possible que la question concernant le fonds d'affectation spéciale de la CMS dans le rapport national soit trop spécifique concernant l'utilisation des fonds pour « soutenir les requêtes des pays en développement... », de sorte que les Parties ne peuvent répondre positivement. Par exemple, l'Allemagne, la Suède et la Suisse indiquent, dans les rapports nationaux de la CMS, qu'aucune contribution volontaire n'a été apportée au fonds d'affectation spéciale de la CMS, pour soutenir les pays en développement. Toutefois, selon le document du Comité permanent sur le fonds d'affectation spéciale de la CMS (voir l'annexe 3 du document CMS/StC37/11), chacune de ces Parties a procédé à des contributions volontaires en faveur des activités de la CMS en 2009-2010. L'Allemagne, en particulier, qui a répondu négativement à la question concernant le fonds d'affectation spéciale de la CMS, a donné des détails dans son rapport national concernant des contributions financières volontaires annuelles fournies à la CMS, l'AEWA, l'ASCOBANS et

l'EUROBATS et à différentes réunions et ateliers spécifiques aux espèces. Ainsi, il est probable que d'autres Parties fournissent des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale de la CMS qui ne sont pas comptabilisées ici.

Tableau 13. Taxons bénéficiant des ressources mises à disposition par les Parties pour des activités de conservation intérieures

Ordre	Famille	Annexe	Taxon	Nom générique (français)	Partie
MAMMALIA					
CHIROPTERA	Divers	II	Rhinolophidae spp.; Vespertilionidae spp.; <i>Tadarida teniotis</i> ; et <i>Rousettus aegyptiacus</i>	Chauves-souris européennes	Belgique, Croatie, République tchèque, Allemagne, Italie, Norvège, Royaume-Uni
	Rhinolophidae	II	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grand rhinolophe	Allemagne
CETACEA		I/II	Cetacea spp.	Cétacés	Costa Rica, Monaco, Nouvelle Zélande, Samoa, Togo, Royaume-Uni
	Delphinidae	II	<i>Tursiops truncatus</i>	Grand dauphin	Équateur
	Balaenopteridae	I	<i>Megaptera novaeangliae</i>	Baleine à bosse	Équateur, Nouvelle Zélande
CARNIVORA	Felidae	I	<i>Uncia uncia</i>	Once	Inde, Pakistan
	Phocidae	I/II	<i>Monachus monachus</i>	Phoque moine	Croatie, Maroc
PROBOSCIDEA	Elephantidae	II	<i>Loxodonta africana</i>	Éléphant d'Afrique	Angola, Bénin, Mali, Togo
			<i>Elephas maximus</i>	Éléphant d'Asie	Inde
SIRENIA	Dugongidae	II	<i>Dugong dugon</i>	Dugong	Inde
ARTIODACTYLA	Bovidae	II	<i>Procapra gutturosa</i>	Gazelle à queue blanche	Mongolie
AVES					
		I/II	AVES spp.	Oiseaux	Belgique, Bénin, Costa Rica, Croatie, République tchèque, Équateur, Inde, Iran, Italie, Pays-Bas, Nouvelle Zélande, Norvège, Paraguay, Arabie Saoudite, Slovaquie, Togo, Ukraine, Royaume-Uni
SPHENISCIFORMES	Spheniscidae	I/II	Spheniscidae spp.	Manchots	Royaume-Uni (îles Malouine), Afrique du Sud
PROCELLARIIFORMES	Diomedidae	I/II	Diomedidae spp.	Albatros	Royaume-Uni, Uruguay
		II	<i>Diomedea melanophris</i>	Albatros à sourcils noirs	Royaume-Uni (îles Malouine)
	Procellariidae	I/II	Procellariidae spp.	Pétrels	Royaume-Uni, Uruguay
CICONIIFORMES	Ciconiidae	II	<i>Ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche	Slovaquie
		II	<i>Ciconia nigra</i>	Cigogne noire	Allemagne, Lettonie
		I/II	<i>Geronticus eremita</i>	Ibis chauve	Maroc
		I/II	<i>Ciconia</i> spp.	Cigognes	Slovaquie
PHOENICOPTERIFORMES	Phoenicopteridae	II	<i>Phoenicopus minor</i>	Flamant nain	Tanzanie
ANSERIFORMES	Anatidae	II	<i>Anas penelope</i>	Canard siffleur	Pays-Bas
		II	<i>Anser anser</i>	Oie	République tchèque
		I/II	<i>Anser erythropus</i>	Oie naine	Allemagne
		I/II	<i>Anser</i> spp. & <i>Branta</i> spp.	Oies	Pays-Bas
		I/II	<i>Aythya nyroca</i>	Fuligule nyroca	Allemagne, Slovaquie
		I	<i>Chloephaga rubidiceps</i>	Ouette à tête rousse	Argentine
		I/II	<i>Oxyura leucocephala</i>	Érismature à tête blanche	Pakistan

Ordre	Famille	Annexe	Taxon	Nom générique (français)	Partie
FALCONIFORMES		I/II	Falconiformes spp.	Rapaces	Slovaquie, Royaume-Uni
	Accipitridae	I/II	<i>Aquila clanga</i>	Aigle criard	Lettonie
		I/II	<i>Aquila heliaca</i>	Aigle impérial	Hongrie
		II	<i>Aquila pomarina</i>	Aigle pomarin	Allemagne, Lettonie
	Falconidae	I/II	<i>Haliaeetus albicilla</i>	Pygargue à queue blanche	Autriche, Allemagne, Slovaquie
		II	<i>Falco cherrug</i>	Faucon sacre	Hongrie, Slovaquie
		I/II	<i>Falco naumanni</i>	Faucon crécerellette	Slovaquie
II		<i>Falco vespertinus</i>	Faucon kobez	Hongrie	
GRUIFORMES	Gruidae	I/II	<i>Grus leucogeranus</i>	Grue de Sibérie	Iran
	Rallidae	II	<i>Crex crex</i>	Râle des genêts	Lettonie, Norvège
	Otidae	I/II	<i>Otis tarda</i>	Outarde barbue	Autriche, République tchèque, Allemagne, Hongrie, Slovaquie
		I/II	<i>Chlamydotis undulata</i>	Outarde houbara	Maroc
CHARADRIIFORMES	Laridae	I	<i>Sterna lorata</i>	Sterne du Pérou	Chili
PASSERIFORMES	Muscicapidae	I/II	<i>Acrocephalus paludicola</i>	Phragmite aquatique	Allemagne, Royaume-Uni
REPTILIA					
TESTUDINATA			Testudinata spp.	Tortues marines	Angola, Bénin, Costa Rica, Équateur, France, Croatie, Inde, Italie, Kenya, Samoa, Arabie Saoudite, Sri Lanka, Royaume-Uni, Uruguay
	Cheloniidae	I/II	<i>Caretta caretta</i>	Caretta caretta	Chypre
		I/II	<i>Chelonia mydas</i>	Tortue verte	Chypre, Pakistan
ELASMOBRANCHII					
			Elasmobranchii spp.	Requins	Équateur
ORECTOLOBIFORMES	Rhincodontidae	II	<i>Rhincodon typus</i>	Requin-baleine	Inde
ACTINOPTERYGII					
ACIPENSERIFORMES	Acipenseridae	II	<i>Acipenser</i> spp.	Esturgeons	Allemagne
		I/II	<i>Acipenser sturio</i>	Esturgeon d'Europe	Allemagne

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX AUTRES PAYS

Dix Parties ont fourni des aides financières volontaires pour soutenir des activités de conservation dans d'autres pays de la CMS (Tableau 14). Des informations supplémentaires sur les activités de conservation dans d'autres pays qui ne font pas partie de la CMS ont également été apportées, mais ne font pas l'objet de cette étude. Outre les projets spécifiés ci-dessous, l'Allemagne enregistre un investissement de 263,1 millions d'euros pour la conservation de la biodiversité et des forêts dans ses pays partenaires en 2010, et prévoit d'augmenter cette somme chaque année jusqu'en 2013.

Tableau 14. Contributions volontaires effectuées par les Parties pour les activités de conservation dans d'autres pays de la CMS.

Donateur	Destinataire / Activité / Région
Belgique	Maroc : forêt de cèdres & changements climatiques. Mauritanie : restauration de l'habitat de la ceinture verte autour de Nouakchott. Burkina Faso : protection de la forêt autour de Sourou. Afrique : Programme des antilopes sahélo-sahariennes.
Allemagne	Gabon, Congo : pour l'ONG Conservation Justice pour l'application de la loi concernant la faune sauvage (26 000 €). Initiative climat internationale : différents projets.
Inde	Renforcement des compétences des responsables et biologistes de la faune sauvage dans les pays voisins.
Monaco	Méditerranée : phoque moine de Méditerranée <i>Moschus</i> . Différentes activités de la CMS (financement de brochures, favorisation des négociations, etc.). Costa Rica, Panama, Colombie et Équateur : corridor biologique marin. Sud de l'océan Indien : aigle de Bonelli, gypaète barbu, albatros et pétrels.
Nouvelle Zélande	Kiribati : éradication des rats et lapins des îles Phoenix.
Norvège	Kazakhstan : oie naine <i>Anser erythropus</i> .
Arabi Saoudite	Maroc : outarde houbara <i>Chlamydotis undulata</i> .
Suède	Projets liés aux <i>Anser erythropus</i> . Philippines : participation des pays en développement à la MdA sur les requins.
Suisse	AEWA : projets « directives sur la conservation » en Afrique. Zones humides internationales : réseau de zones humides d'Afrique et d'Eurasie.
Royaume-Uni	Antigua-et-Barbuda : tortues marines. Caraïbes et Atlantique ouest : formation sur la tortue imbriquée <i>Eretmochelys imbricata</i> . Mise en œuvre de l'AEWA par des modules de formation développés dans le cadre du projet sur les voies migratoires africaines eurasiennes PNUE/Fonds pour l'environnement mondial, « Wings over Wetlands ». Territoires d'outre-mer Atlantique sud : rémunération d'un administrateur pour coordonner les activités de l'ACAP. Projets figurant dans le plan d'action de la MdA sur les rapaces migrants. Projets Darwin Initiative : tortues marines au Gabon et au Pérou, dauphins d'eau douce en Inde, antilope de Saïga <i>Saiga tatarica</i> et vanneau sociable <i>Vanellus gregarius</i> au Kazakhstan, entre autres. projet SEAS sur les <i>Tursiops</i> via ASCOBANS. Europe : projets sur les chauves-souris dans des pays en développement.

ASSISTANCE TECHNIQUE/SCIENTIFIQUE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Dix Parties ont offert une assistance technique/scientifique à des pays en développement (Tableau).

Tableau 15. Assistance technique/scientifique fournie par des Parties en faveur des espèces migratrices

Donateur	Assistance technique/ scientifique offerte à :
Bénin	Éléphants, tortues marines et oiseaux migrants
Costa Rica	Protocoles pour les zones de reproduction des tortues marines dans la région
	République démocratique du Congo : gorilles, parc national des Virunga
	Wings Over Wetlands : voies de migration des oiseaux marins d'Afrique et d'Eurasie
	Mauritanie : oiseaux migrants (plus de 250 espèces), comme le courlis corlieu <i>Numenius phaeopus</i> et le bécasseau maubèche <i>Calidris canutus</i>
Allemagne	Congo : Gorille de l'est <i>Gorilla beringei</i>
	Les espèces d'oiseaux migrants d'Asie centrale (Kazakhstan, Tadjikistan, Ouzbékistan) ainsi que les mammifères des zones arides de l'Asie centrale, comme l'antilope de Saïga <i>Saiga tatarica</i> et l'hémione <i>Equus hemionus</i>
	Le réseau mondial de réserves de biosphère et de sites du patrimoine mondial, l'initiative LifeWeb.
Inde	Formations des responsables faune sauvage : tigres, onces, oiseaux marins, tortues marines
Arabie Saoudite	Outarde houbara <i>Chlamydotis undulata</i>
Madagascar	Partager des expériences dans différents ateliers et séminaires de formation dans plusieurs pays africains : crabier blanc <i>Ardeola idae</i>
Nouvelle Zélande	Kiribati : éradication des rats pour les pétrels à poitrine blanche <i>Pterodroma alba</i>
Royaume-Uni	Activités ACAP dans les territoires d'outre-mer du sud de l'Atlantique : financement d'un administrateur
	Voir également Tableau 14 ci-dessus

RÉCEPTION DES CONTRIBUTIONS DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE LA CMS

Cinq Parties ont reçu des contributions du fonds d'affectation spéciale de la CMS en faveur des espèces migratrices, notamment l'oie des Andes à tête rousse *Chloephaga rubidiceps* (Argentine), les tortues marines et le Dugong *Dugong dugon* (Inde), le faucon d'Éléonore *Falco eleonora*, le faucon concolore *Falco concolor* et le crabier blanc *Ardeola idae* (Madagascar), les baleines et les dauphins (Samoa), ainsi que les albatros et les pétrels (Uruguay).

RÉCEPTION DE L'AIDE/ ASSISTANCE FINANCIÈRES D'AUTRES SOURCES

Vingt-cinq Parties auraient reçu un aide financière ou une assistance pour les activités de conservation de sources autres que le secrétariat de la CMS, par exemple du fonds pour la nature LIFE UE (huit Parties) et le PNUD/GEF (six Parties). Plusieurs gouvernements ont offert une aide financière, notamment les Pays-Bas (Pakistan), Danemark (Argentine), Norvège (Slovaquie), Belgique (Tanzanie), Japon (Côte d'Ivoire), États-Unis (Congo, Kenya, Paraguay).

Wetlands International a offert une assistance au Tchad, au Paraguay et au Congo. Deux Parties ont reçu une aide de BirdLife International (Biélorus, Paraguay) et quatre de WWF (Bulgarie, Tchad, Guinée, Tanzanie). D'autres organisations non-gouvernementales ont également octroyé une aide financière à la Bulgarie, au Kenya, à la Mongolie et à l'Uruguay.

Il existe d'autres sources d'aide financière : le secrétariat ACAP (Uruguay), l'association pour la conservation de la biodiversité du Kazakhstan (Kazakhstan), CITES MIKE (Guinée), le fonds français pour l'environnement mondial (Tchad), UICN (Côte d'Ivoire), la fondation Lush, le programme opérationnel environnement (Bulgarie), le secrétariat de la convention Ramsar (Moldavie), le programme de gestion durable des zones humides (Tanzanie) et l'entité binationale d'Yacyreta (Paraguay).

APPLICATION DES RÉOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS

Selon l'Article VI de la Convention, les Parties doivent donner des informations sur l'application des résolutions et recommandations dans leur rapport à la Conférence des Parties (COP). Au total, 77 résolutions sont en vigueur, dont 20 nouvelles résolutions adoptées lors de la COP9 en 2008. Les Parties doivent donner des informations sur 30 résolutions, dont 10 adoptées par la COP9. Sur les 68 Parties rédigeant des rapports nationaux, 40 ont donné des informations concernant les mesures prises pour appliquer les résolutions et recommandations. Neuf Parties, toutefois, n'ont pas utilisé le dernier formulaire de rapport national et n'ont donc pas ajouté d'informations sur les recommandations/résolutions adoptées à la COP9.

RÉSOLUTIONS COP CMS

RÉSOLUTION 6.2 – *Prises accidentelles* et **RECOMMANDATION 7.2** – *Mise en œuvre de la résolution 6.2 sur les prises accidentelles*

Dix-sept Parties mentionnent une multitude de mesures pour réduire les prises accidentelles. Des mesures législatives visant à limiter les prises accidentelles sont en vigueur dans dix pays. L'Afrique du Sud a ajouté des conditions pour réduire les prises accidentelles sur les permis délivrés aux navires de pêche à palangre. Cinq Parties ont entrepris des estimations des prises accessoires, la Croatie prévoit de participer au projet ByCBAMS d'ACCOBAMS afin d'évaluer et d'atténuer les répercussions des interactions entre les cétacés et les activités de pêche.

Le Danemark et les Pays-Bas (sous les auspices des plans d'action européens sur les prises accidentelles) ont préparé des plans d'action traitant des prises accidentelles, et le Kenya développe actuellement des projets. La France a établi un groupe de réflexion pour mettre en place des actions prioritaires concernant les tortues marines. Les Pays-Bas soulignent que l'UE est représentée dans différentes ORP où des dispositions visant à réduire les prises accidentelles sont en place. La prise de conscience est renforcée en France, au Kenya et au Samoa, et les Pays-Bas expliquent que les pays en développement reçoivent de l'aide par le biais de programmes de formation.

L'adoption de la réglementation du Conseil européen sur les prises accidentelles (réglementation CE 812/2004) contraint les États membres de l'UE à utiliser des dispositifs de dissuasion acoustique dans certaines pêcheries et à appliquer des programmes d'observation à bord afin de réduire les prises accidentelles de cétacés. Trois Parties indiquent que des dispositifs d'observation sont installés dans certaines pêcheries, et Maurice prévoit de mettre en place un programme d'observation à bord. Des appareils de dissuasion acoustique seraient obligatoires au Danemark, et le Royaume-Uni travaille à l'identification d'appareils sûrs et efficaces afin de garantir leur utilisation. Des dispositifs d'exclusion des tortues sont mis en œuvre dans certaines pêcheries en France, au Kenya et au Panama. Au Panama, un engin qui ne nuit pas aux dauphins est utilisé pour la pêche au thon, les pêcheurs sont formés pour utiliser des hameçons circulaires afin de limiter les prises accidentelles des tortues. Trois Parties réalisent des recherches sur la modification/le développement des engins, et Monaco interdit l'utilisation de tous types de filets maillants.

Le Panama et le Kenya respectent des niveaux de prises accidentelles limités. Le Royaume-Uni indique que les niveaux relevés de prises accidentelles des marsouins communs

Phocoena phocoena et des dauphins communs à bec court *Delphinus delphis* sont faibles et ne peuvent présenter un risque important pour la conservation.

RÉSOLUTION 6.3 – Conservation des albatros dans l'hémisphère sud

Cinq Parties sur les sept ont ratifié l'ACAP. Monaco fournit une aide financière pour la protection des espèces de la famille Diomedidae (Albatros) et Hydrobatidae (Pétrels) au sud de l'océan Indien. L'Afrique du Sud explique que les Diomedidae et les Hydrobatidae sont complètement protégés dans les eaux territoriales et la ZEE, et qu'il n'y a eu aucun usage commercial ou traditionnel.

RÉSOLUTION 7.2 – Évaluation d'impact et espèces migratrices

La législation rend les EIE obligatoires pour 16 des 22 Parties qui ont répondu pour tous les projets de développement spécifiques ou tous les projets. Cinq Parties indiquent que des EIE ont été organisées mais ne précisent pas s'il s'agit d'une obligation juridique. En outre, certaines parties ont développé des EIE qui évaluent les impacts sur les espèces, les habitats et l'intégrité générale du site et les EES.

Cinq Parties notent que les impacts sur les espèces migratrices sont pris en compte au cours des EIE. Au Monténégro, la législation est en cours de préparation. Le Maroc signale que toutes les questions relatives à la biodiversité ont été prises en compte au cours des EIE, et le Royaume-Uni explique, bien qu'il n'y ait aucune référence spécifique aux espèces migratrices dans les réglementations d'EIE, qu'elles figurent dans les facteurs biologiques évalués. L'Allemagne a tenu compte des distances de fuite des espèces d'oiseaux marins dans les zones strictement protégées. Au Panama, en fonction du type d'EIE effectué, des évaluations approfondies des impacts sur les espèces menacées sont requises. Au Kenya, la priorité est donnée à l'entretien des couloirs migratoires et des habitats des oiseaux le long de la vallée du Rift, ainsi qu'à la restauration des montagnes de Mau et des forêts du Kenya. Des agences ont été désignées, le long de la côte, pour favoriser les systèmes de gestion environnementale qui réduisent les impacts sur les espèces migratrices.

RÉSOLUTION 7.3 – Marées noires et espèces migratrices

Sur les 13 Parties ayant répondu, sept indiquent que des plans d'intervention sont en vigueur pour réagir en cas de marées noires. La législation est appliquée dans cinq pays et le Maroc développe actuellement une législation adaptée.

Un certain nombre de Parties est conscient de la fragilité de certaines zones, la mer des Wadden (Danemark, Allemagne) et la mer Baltique (Danemark) étant désignées comme zones maritimes particulièrement sensibles. Le Kenya crée une base de données sur la sensibilité aux marées noires et le Royaume-Uni conserve un atlas qui identifie les sites d'importance de différentes espèces répertoriées par la CMS. Des enquêtes aériennes permanentes sont actuellement réalisées par le Danemark (en collaboration avec les pays voisins) et le Maroc. Les Pays-Bas et la Norvège ont mis en œuvre des programmes.

L'Allemagne a formé un groupe d'experts consultatif spécialisé sur les impacts de la pollution. En Finlande et aux Pays-Bas, des organismes volontaires sont chargés d'aider au rétablissement de la faune sauvage. Les Pays-Bas soulignent que des techniques hollandaises de lutte contre les marées noires ont été appliquées dans le Golfe du Mexique en 2010. L'Allemagne indique que tous les pays à la frontière avec la mer Baltique font partie de la HELCOM et doivent donc prendre toutes les mesures possibles conjointement pour empêcher la pollution et lutter contre. Bien que le Panama manque actuellement d'aide

qualifiée, il espère disposer en temps et en heure d'un personnel formé correctement. Le Kenya collabore avec d'autres pays pour réduire les marées noires et mettre en place un principe « pollueur-payeur ».

RÉSOLUTION 7.4 – Électrocution d'oiseaux migrateurs

Vingt-et-une Parties appliquent des mesures visant à contrôler le risque d'électrocution des oiseaux migrateurs. La protection des oiseaux contre l'électrocution est abordée dans la législation nationale de cinq Parties et quatre pays ont développé des directives à ce sujet. En Ukraine, un débat est en cours avec le ministère compétent. Sept pays considèrent que l'électrocution ne génère pas ou peu de risques.

Les Parties prennent un certain nombre de mesures pour limiter l'impact de l'électrocution, notamment la reconfiguration du système sous l'aspect de la sécurité (Allemagne, Panama), la suppression progressive de toutes les lignes d'alimentation dangereuses d'ici 2020 (Hongrie) et l'utilisation de la nouvelle technologie non nuisible aux oiseaux (Hongrie, Norvège, Slovaquie). La Belgique et l'Afrique du Sud collaborent avec des fournisseurs d'électricité. Des projets ont été mis en place pour la protection des oiseaux planeurs en Arabie Saoudite et l'installation spécifique de supports de nids modifiés sur les pylônes afin de pourvoir aux besoins des cigognes blanches *Ciconia ciconia* en Hongrie. Les Pays-Bas ont adopté des mesures pour éviter toute collision, le Royaume-Uni et le Maroc, où toutes les installations sont soumises à des EIE, se trouveraient à distance des voies migratoires. Un projet AEWA est également prévu pour développer des directives sur la construction de l'infrastructure électrique en Afrique. Le Royaume-Uni indique avoir effectué une révision globale du problème pour la CMS.

RÉSOLUTION 7.5 – Éoliennes et espèces migratrices

Dix-neuf Parties se sont exprimées sur les actions liées aux éoliennes et aux espèces migratrices. Des EIE sont requises par 14 Parties pour les projets de développement des éoliennes. Chypre et la République tchèque préparent actuellement des mesures adéquates. Sept Parties mentionnent le développement de directives pertinentes et de rapports adaptés.

La Croatie explique que, à ce jour, la sélection des emplacements éventuels des éoliennes s'appuie principalement sur le potentiel énergétique éolien, tandis que la Belgique tient compte des itinéraires aériens. Les effets cumulatifs sont analysés par les Pays-Bas, alors qu'en Croatie, seules les régions du réseau écologique bénéficient de ce traitement. La Croatie et les Pays-Bas exigent des études adaptées avant la construction à proximité ou dans le réseau écologique et les sites Natura 2000, et une surveillance post-construction est requise dans ces pays. Le contrôle des impacts des parcs éoliens sur les espèces migratrices, notamment les chauves-souris et les oiseaux, est en cours en Allemagne, en Norvège et au Royaume-Uni, afin d'établir des mesures de prévention adaptées en cas d'incident ou des mesures d'atténuation. D'autres actions sont entreprises, notamment l'identification des zones très vulnérables concernant les oiseaux, gérée par quatre Parties, et la détermination des critères de distance pour protéger les sites de perchoirs, de repos ou d'alimentation des oiseaux migrateurs, ainsi que des sites d'oiseaux aquatiques généralement importants et des points d'eau (Allemagne).

Error! Reference source not found. Douze Parties collaborent avec d'autres entités et procédures (Tableau 16).

Tableau 16. Entités et procédures, telles qu'elles sont présentées par les Parties.

Entités et procédures	Parties
ACCOBAMS	Slovénie, Monaco (siège du secrétariat)
CAR/ ASP	France
CDB	Slovénie, Royaume-Uni, Panama (en cours de discussion),
Centre pour la protection et la recherche sur les oiseaux	Monténégro
CIESM	Monaco (siège)
CITES	Allemagne, Royaume-Uni, Panama (en cours de discussion),
CMS	Slovénie
CMS - MdA sur les phragmites aquatiques	Allemagne
CMS - MdA sur la grande outarde	Allemagne
UICN	Samoa
CBI	Slovénie, Royaume-Uni
Fondation Prince Albert II de Monaco	Monaco
Ramsar, Convention relative aux zones humides	Royaume-Uni, Panama (en cours de discussion),
RAMOGE	Monaco (siège du secrétariat)
Comité Scientifique et Technique de l'Accord tripartite italo-franco-monégasque, de création du sanctuaire PELAGOS pour mammifères marins	Monaco (siège)
PROE	Samoa
PNUD	Samoa
UNESCO	Royaume-Uni
Université du Pacifique sud	Samoa
WDCS	Samoa
WIDECAS	France

RESOLUTION 7.15 – Mesures à prendre concernant le petit rorqual de l'Antarctique, la baleine de Bryde et la baleine pygmée

Trois Parties font part des mesures en cours ou prévues pour le petit rorqual de l'Antarctique, *Balaenoptera bonaerensis*, la baleine de Bryde *Balaenoptera edeni* et la baleine pygmée *Caperea marginata*. Le Kenya est membre de la CBI et s'oppose à la chasse à la baleine commerciale. Les Pays-Bas travaillent sur des politiques de conservation plus performantes pour toutes les espèces de baleines et recommandent une plus grande implication de la CBI, avec un objectif concentré sur la gestion des espèces menacées et la promotion de mesures d'atténuation des risques. Au Panama, les mammifères marins sont protégés dans les eaux territoriales, la zone adjacente et sa zone économique exclusive.

RÉSOLUTION. 8.1 – Utilisation durable

Douze Parties ont entrepris des mesures concernant l'utilisation durable, du développement de stratégies nationales (Bélarus, Allemagne) aux systèmes de quota scientifiques (Ukraine). L'Iran développe des politiques sur le partage des bénéfices liés à la biodiversité, l'intégration des inquiétudes concernant la biodiversité dans les plans de développement, ainsi qu'un cadre de travail pour l'utilisation de la biodiversité et la surveillance. Le Maroc soutient les principes et directives d'Addis Ababa, et la Norvège se prononce en faveur de l'utilisation durable, à la condition que les capacités soient suffisantes pour la surveillance et le contrôle du commerce. Le Royaume-Uni continue à travailler avec les parties prenantes pour garantir une utilisation durable, et note le lancement de l'initiative européenne pour

une chasse durable en 2001 et l'adoption de la charte sur la chasse et la biodiversité de l'Europe selon la Convention de Berne en 2007. L'UE aurait favorisé le développement d'un système pour la confrontation des statistiques de tableaux de chasse (ARTEMIS), et le Royaume-Uni a travaillé avec l'UE via ORNIS pour développer des plans de gestion pour les espèces migratrices chassées présentant un état de conservation défavorable.

RÉSOLUTION 8.2 – *Le Plan stratégique de la CMS 2006-2010*

Quinze Parties ont entrepris des actions concernant le Plan stratégique de la CMS. Des espèces migratrices ont été intégrées dans les stratégies/programmes de biodiversité nationale par huit Parties. L'Allemagne rappelle le rapport national 2008 à la CMS dans lequel elle indiquait sa participation à des accords pertinents, la transmission des données sur les espèces au secrétariat, l'assistance pour le recrutement de nouvelles Parties et la promotion de la Convention, ainsi que des contributions financières volontaires. Elle précise également que les objectifs du plan stratégique de la CMS figurent dans la stratégie de la Bavière en matière de biodiversité. La Maroc explique que les rapports nationaux de COP9 et COP10 décrivent en détails les progrès réalisés, tandis que la République tchèque et la Slovaquie précisent que cette résolution est appliquée en permanence. Plusieurs Parties enregistrent une évolution favorable du plan stratégique de la CMS, par le biais du développement de leur cadre juridique (Argentine et Slovaquie) ou du développement d'un plan pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité (Belarus). Les Pays-Bas ont organisé, en collaboration avec l'AEWA et la CMS, un symposium de deux jours à La Haye, visant à établir les priorités éventuelles pour de futurs travaux.

RÉSOLUTION 8.5 – *Application des accords existants et élaboration de futurs accords*

Dix-huit Parties soulignent leur participation à des accords existants, Mémoire d'Accord et Plans d'action (Tableau 17).

Tableau 17. Participation aux accords existants, MdA et Plans d'action, telle que le présentent les Parties

Accords	Parties
ACAP	Norvège
ACCOBAMS	Italie, Ukraine
AEWA	Allemagne, Italie, Norvège, Suisse, Ukraine
ASCOBANS	Allemagne
EUROBATS	Allemagne, Italie, Norvège, Ukraine
Phoques de la Mer de Wadden	Allemagne
Mémoire d'Accord	Parties
MdA sur l'éléphant d'Afrique	Kenya
MdA sur les phragmites aquatiques	Allemagne
MdA sur le dugong	Arabie Saoudite (en cours de signature)
MdA sur les oiseaux de prairie et les habitats	Argentine
MdA sur les tortues marines de l'IOSEA	Iran, Kenya, Arabie Saoudite
MdA sur les phoques moines de Méditerranée	Maroc
MdA sur les rapaces	Maroc, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni, Arabie Saoudite (en cours de signature)
MdA sur les ouettes à tête rousse	Argentine
MdA sur les requins	Inde, Maroc, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni
MdA sur la grue de Sibérie	Iran
MdA sur le courlis à bec grêle	Iran
MdA sur l'huemul des Andes du sud	Argentine
Plans d'action	Parties
Plan d'action sur les voies migratoires d'Asie centrale	Pays-Bas, Inde (en cours d'application)
Plan d'action sur l'antilope sahélo-saharienne	Maroc

Six Parties décrivent leurs activités dans les rapports nationaux correspondants soumis à chaque accord. Des mesures nationales pertinentes sont mises en œuvre par le Samoa et la Slovaquie.

Les Pays-Bas, en mettant en avant l'énoncé d'action de La Haye de l'AEWA (2001), fait remarquer que les liens et synergies avec d'autres initiatives relatives aux voies migratoires doivent être renforcés, et que l'application de l'approche AEWA à d'autres espèces migratrices doit être prise en compte, notamment lorsque les mêmes voies migratoires et les mêmes habitats sont utilisés.

RÉSOLUTION 8.7 – La CMS et les objectifs de 2010 sur la biodiversité

Neuf Parties appliquent des mesures contribuant à atteindre les objectifs de 2010, par le biais, notamment, du développement de stratégies, politiques et Plans d'action nationaux. L'Allemagne a également participé à cette résolution dans le cadre de l'Année du gorille (2009) et de l'Année de la chauve-souris (2011-2012). L'Iran a entrepris un certain nombre d'actions, notamment l'extension de la zone de protection, le renforcement de la protection juridique des habitats, la sensibilisation et l'élevage en captivité. Des fonds ont été attribués pour la conservation internationale de la biodiversité. Toutefois, l'Iran souligne qu'il est nécessaire d'entreprendre d'autres mesures pour favoriser la mise en œuvre de projets de biodiversité. Le Kenya a mis en place des programmes de surveillance pour identifier les

problèmes entraînant la perte de la biodiversité, permettant d'élaborer des interventions. Le Maroc indique que les objectifs de biodiversité sont atteints, grâce au plan stratégique de la CMS. Et des activités de conservation et de gestion sont mises en œuvre au Samoa. Le Royaume-Uni précise que les travaux entrepris pour réaliser les objectifs de 2010 sur la biodiversité ont été détaillés dans le quatrième rapport à la CDB.

RÉSOLUTION 8.9 – Révision des GROMS (Registre global des espèces migratoires)

L'Allemagne, seule Partie à rapporter des activités relatives à cette résolution, précise que sa stratégie nationale sur la diversité biologique vise à entretenir et développer le GROMS comme un outil standard pour les espèces migratrices.

RÉSOLUTION 8.11 – Coopération avec d'autres Conventions

Seize Parties coopèrent avec d'autres Conventions (Tableau 18).

Tableau 18. Coopération avec d'autres Conventions, selon les informations des Parties

Convention	Parties mettant en place une coopération
ACCOBAMS	Slovénie
CDB	Bélarus, Pays-Bas, Iran, Slovénie, Afrique du Sud, Ukraine, Royaume-Uni
CITES	Bélarus, Allemagne, Maroc, Ukraine, Royaume-Uni
Convention de Berne	Maroc, Pays-Bas, Ukraine
Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eaux transfrontaliers et lacs internationaux (Convention sur l'eau)	Bélarus
Convention sur la protection de la Mer Noire contre la pollution (Convention de Bucarest)	Ukraine
Convention Ramsar	Bélarus, Iran, Maroc, Pays-Bas, Afrique du Sud, Ukraine, Royaume-Uni
UNCCD	Bélarus, Iran
UNFCCC	Iran

Le Bélarus coopère avec la stratégie de diversité biologique et des paysages dans toute l'Europe, et l'Argentine participe à la quatrième Conférence mondiale sur les espèces migratrices de l'hémisphère occidental (WHMSI 4). La Belgique apporte son aide pour renforcer les synergies entre les Conventions, et l'Allemagne travaille en collaboration avec la Commission européenne sur la politique de conservation de la nature européenne et met en avant la coopération transfrontalière avec l'Autriche pour la conservation des chauves-souris dans la région des Alpes. L'Iran fait valoir sa collaboration avec Ramsar et les trois Conventions de Rio (CDB, UNCCD, UNFCCC), précisant la création d'un comité informel visant à explorer et renforcer les synergies entre les trois Conventions de Rio, notamment l'intégration de rapport. La Slovénie favorise la coopération entre la CMS et la CDB, et entre l'ACCOBAMS et la CBI.

RÉSOLUTION 8.13 – Changements climatiques et espèces migratrices

Treize Parties ont entrepris des actions concernant les changements climatiques et les espèces migratrices. Six Parties disposent de stratégies ou de Plans d'action sur les changements climatiques en vigueur ou en cours de préparation. Des recherches et des études sont également entreprises par six Parties pour évaluer l'impact du changement climatique. Une Partie considère que les oiseaux migrateurs transsahariens permettent de

tirer un premier signal d'alerte concernant les impacts du changement climatique sur l'état de conservation des espèces migratrices à l'échelle mondiale.

D'autres mesures ont été adoptées, notamment sur l'habitat et la protection du réseau écologique, la restauration, le développement de zones naturelles, la gestion renforcée de l'eau, la réduction et la compensation des émissions des gaz à effet de serre.

RÉSOLUTION 8.14 – Prises accessoires

La plupart des 14 Parties ayant répondu indiquent les mêmes actions que la Résolution 6.2 (cf. ci-dessous). Parmi les actions qui n'ont pas été citées auparavant figurent le développement des recommandations sur la gestion de la pêche dans les zones de protection et la participation à la COFI de la FAO et la CCAMLR. Des mesures visant à éviter toute prise accessoire ont été mises en place à une plus grande échelle et des méthodes de pêche alternatives sont en cours de développement. L'Italie surveille les prises accessoires des cétacés par les chalutiers et développe un programme à ce sujet basé sur les directives ACCOBAMS. L'Uruguay travaille à l'amélioration de la collecte des données sur les prises accessoires d'oiseaux marins au cours de programmes d'observation à bord.

RÉSOLUTION 8.22 – Effets négatifs des activités humaines sur les cétacés

Sept Parties ont entrepris des actions visant à réduire les effets négatifs générés par les activités humaines sur les cétacés, certains indiquant que les informations pertinentes figurent dans les autres sections du rapport national. Par exemple, en Inde, tous les cétacés sont protégés contre la chasse. Et une assistance financière et technique est apportée, afin de renforcer la protection de la faune sauvage. La désignation du dauphin du Gange (*Platanista gangetica*) comme animal aquatique national devrait permettre d'augmenter la prise de conscience et donc d'assurer sa protection.

L'Italie utilise des dispositifs acoustiques de dissuasion pour limiter l'impact des pêcheries sur les dauphins. En outre, des recherches sont menées sur les perturbations acoustiques et les conséquences des pratiques de pêche artisanales. En outre, l'initiative internationale « Mediterranean Freedolphin », en collaboration avec ACCOBAMS, soutient un label qualité pour les poissons capturés sans impact sur les cétacés, et un groupe de travail sur les perturbations acoustiques sous-marines a été créé pour appliquer la directive-cadre Stratégie pour le milieu marin.

Des recherches sont menées sur l'impact du sonar naval sur le *Phocoena phocoena* en Allemagne. Le Royaume-Uni effectue des études sur les impacts des polluants sur le *Phocoena phocoena* et les autres mammifères marins. Le Royaume-Uni s'est également fixé pour objectif de faire des risques environnementaux la priorité permanente de l'agenda de la CBI. Les Pays-Bas sont un partenaire actif de l'ASCOBANS et la CBI. À Monaco, tout travail maritime nécessite des études préalables sur l'impact. La législation slovène applique intégralement la législation européenne.

RÉSOLUTION 8.24 – Rapports nationaux à la huitième et à la neuvième sessions de la Conférence des Parties

Treize Parties ont répondu que tous avaient envoyé leurs rapports nationaux au Secrétariat. Les Pays-Bas considèrent que cette résolution n'est plus applicable.

RÉSOLUTION 8.27 – Espèces migratrices et la Grippe aviaire hautement pathogène

Dix-sept Parties ont entrepris des actions concernant les espèces migratrices et la grippe aviaire hautement pathogène (grippe A). Sept Parties surveillent activement et passivement l'évolution de la grippe A en procédant à des analyses biologiques sur des oiseaux morts si nécessaire, en formant du personnel pour la surveillance et le contrôle des sites de production avicole. Cinq Parties mènent actuellement des recherches sur la transmission de la grippe A, l'Allemagne précise que même les espèces d'oiseaux sauvages résidents peuvent atteindre des zones affectées en se déplaçant. Le Congo a signé un MdA sur l'installation d'un laboratoire pour l'analyse biologique de santé publique, visant à favoriser une meilleure compréhension des maladies émergentes en Afrique centrale.

D'autres mesures sont appliquées, notamment le développement de Plans d'action nationaux, la création de groupes de travail, la sensibilisation, la publication de directives pour les personnes en contact avec les oiseaux, l'action conjointe pour les espèces de l'Annexe I et l'application de mesures nationales. Les plans de contingence hollandais sont actuellement mis à jour et l'ajout de directives adoptées à la MoP4 de l'AEWA (2008) et à la CoP10 Ramsar (2008) est en cours de discussion. Les Pays-Bas ont financé la traduction de la brochure AEWA/CMS sur la grippe aviaire dans plusieurs langues. Le Chili mentionne une réunion internationale sur l'impact de la grippe aviaire sur l'avifaune nationale. Le Royaume-Uni évoque le troisième atelier technique du groupe de travail scientifique sur la grippe aviaire et les oiseaux sauvages et prévoit de réviser l'activité actuelle concernant la surveillance de la grippe aviaire ainsi que les recherches sur l'épidémiologie et les impacts sur la conservation des oiseaux marins. La capacité de l'AEWA, la CMS et Ramsar à traiter le problème émergent de la grippe H1N1 a fait l'objet de l'ouvrage de Cromie *et al.* (submitted)⁹, comme l'indique le Royaume-Uni.

RÉSOLUTION 8.29 – Actions concertées à entreprendre pour les espèces inscrites à l'Annexe 1

Sept Parties ont entrepris des actions concertées pour les espèces inscrites à l'Annexe I. L'Argentine a organisé le deuxième atelier sur le MdA sur la conservation des ouettes à tête rousse *Chloephaga rubidiceps* en 2010 et confirme que le Plan d'action pour les espèces d'oiseaux de prairie et leurs habitats dans la partie australe du continent sud-américain a été convenu.

Plusieurs espèces font l'objet d'actions concertées, notamment l'oie naine *Anser erythropus*, le phragmite aquatique *Acrocephalus paludicola*, l'outarde barbue *Otis tarda* et le fuligule nyroca *Aythya nyroca* (République tchèque, Allemagne et Slovaquie), le pygargue à queue blanche *Haliaeetus albicilla* et la bernache à cou roux *Branta ruficollis* (Allemagne et Slovaquie), le pélican blanc *Pelecanus onocrotalus* et l'aigle impérial *Aquila heliaca* (Slovaquie), ainsi que l'esturgeon d'Europe (Allemagne). La Norvège continue de financer un administrateur à temps plein avec le secrétariat AEWA et joue un rôle important pour le Plan d'action international d'une espèce individuelle sur les *Anser erythropus*. Le Royaume-Uni a rédigé une liste d'espèces pour une action concertée, notamment les oiseaux migrateurs, les tortues et les cétacés, pris en compte dans ses travaux sur divers accords et MdA de la CMS et dans ses programmes de surveillance et de recherche.

⁹ Cromie, R.L., Davidson, N.C., Galbraith, C.A., Hagemeijer, W., Horwitz, P., Lee, R., Mundkur, T. and Stroud, D.A. (submitted). Responding to emerging challenges: Highly Pathogenic Avian Influenza H5N1, and the response of the Ramsar Convention and other MEAs. Journal of International Wildlife Law and Policy.

RÉSOLUTION 9.1 – Actions concertées et actions en coopération

Quatre Parties ont entrepris des actions sur les espèces répertoriées dans cette résolution. La Croatie est impliquée dans le groupe de travail sur les voies migratoires et, en Slovaquie, des actions concertées et coopératives sont en cours. La République tchèque et la Norvège se réfèrent à des informations figurant dans la Résolution 8.29.

RÉSOLUTION 9.2 – Priorités pour les accords de la CMS

Huit Parties font état des progrès accomplis sur les actions prioritaires pour les accords de la CMS. Les Pays-Bas et le Maroc ont signé le MdA sur la Conservation des oiseaux de proie migrateurs d'Afrique et d'Eurasie, tandis que les Pays-Bas ont participé aux négociations du MdA et encouragé sa signature par l'UE. La République tchèque prévoit d'achever son processus d'adhésion en 2011, et la Slovaquie et la Suisse songent à en devenir signataires. L'Allemagne applique l'EUROBATS et l'AEWA et travaille sur l'application de l'ASCOBANS. Des accords récemment signés sont mis en œuvre activement au Maroc, notamment le MdA sur les Mesures de conservation en faveur des Populations de l'Atlantique oriental du Phoque moine de la Méditerranée *Monachus monachus*. Les Pays-Bas ont participé aux négociations du MdA sur les requins et encouragé le développement du Plan d'action sur les voies migratoires d'Asie centrale. Ils soulignent également qu'il est nécessaire de renforcer les liens et synergies entre les autres initiatives concernant les voies migratoires, avec la possibilité d'appliquer l'approche AEWA. La Slovaquie a participé au projet DANUBEPARKS, présentant l'esturgeon russe *Acipenser gueldenstaedtii* comme une espèce phare. La Suisse a adhéré à l'AEWA et songe à rejoindre l'EUROBATS et le MdA sur le phragmite aquatique. Le Royaume-Uni participe activement à l'application de différents accords et MdA, l'évolution favorable est décrite dans d'autres sections du rapport national.

RÉSOLUTION 9.3 – Priorités de la CMS en matière d'informations

La Slovaquie encourage l'harmonisation des procédures et méthodes de rapport dans les forums des autres MdA. La Suisse considère que le soutien des différents MdA dans la politique environnementale est d'une importance capitale.

RÉSOLUTION 9.5 – Questions relatives aux contacts et à la communication

Dix Parties entreprennent des actions concernant les contacts et la communication. L'Année internationale de la biodiversité (2010) a été soutenue par le Chili et la Slovaquie. La République tchèque a accueilli la sixième MoP EUROBATS et renforcé la prise de conscience en publiant des supports de formation, organisant des ateliers et en diffusant des programmes radio. L'Allemagne soutient activement la CMS, l'AEWA, l'ASCOBANS et l'EUROBATS qui favorisent l'organisation d'un certain nombre de réunions et d'ateliers. La Norvège diffuse des informations sur les chauves-souris à la fois au public et aux secteurs spécifiques. Des informations détaillées sur l'AEWA et la CMS sont disponibles sur le site Web de l'office fédéral de l'environnement de la Suisse, et la communication relative à la biodiversité est intégrée dans le projet de stratégie nationale pour la biodiversité. L'Ukraine entreprend des actions dans le cadre d'EUROBATS et d'ACCOBAMS, et, au Royaume-Uni, la prise de conscience s'est renforcée concernant l'environnement marin. La Slovaquie n'a pu adopter de mesures en raison du manque de ressources financières.

RÉSOLUTION 9.7 – Impact du changement climatique sur les espèces migratrices

Sept Parties se sont exprimées sur la prise de décisions et les actions entreprises concernant les changements climatiques. Le Maroc travaille pour réduire l'impact du changement

climatique sur les espèces et leurs habitats. Les Pays-Bas identifient actuellement les espèces les plus menacées par les changements climatiques et développent des mesures d'atténuation et d'adaptation. En outre, l'expérience hollandaise avec les réseaux écologiques, notamment sur les aspects du changement climatique, a été présentée au Conseil scientifique de la CMS en 2010. Ces impacts sont surveillés en Norvège, y compris dans les régions arctiques. Un rapport demandé par le Ministère de l'environnement polonais sur les impacts du changement climatique a été publié en 2010, et le Samoa indique avoir intégré les changements climatiques dans les Plans gouvernementaux adaptés. En Slovaquie, des informations ont été publiées dans les médias et la Slovénie applique des mesures générales pour s'adapter aux évolutions du climat.

RÉSOLUTION 9.9 – Espèces marines migratrices

Cinq Parties présentent leurs travaux sur les espèces marines migratrices. Des Plans d'action sur le dugong *Dugong dugon*, le requin-baleine *Rhincodon typus* et les tortues marines (deux espèces) sont en cours de préparation ou finalisés en Inde. Les Pays-Bas considèrent l'environnement marin comme une priorité majeure et sont un partenaire actif du Programme pour les mers régionales du Programme des Nations Unies pour le développement pour les Caraïbes, la Convention de Carthagène et le Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées (SPAW). En outre, ils sont activement impliqués dans le Plan d'action sur les mammifères marins pour les Caraïbes et travaillent à une éventuelle désignation de toutes les eaux des Caraïbes comme sanctuaire pour les mammifères marins. Le Samoa a réalisé plusieurs études sur les tortues marines et les cétacés, et l'Afrique du Sud participe au développement du MdA sur les requins. Le Royaume-Uni présente son travail dans les autres sections de son rapport national.

RÉSOLUTION 9.12 – Stratégie de développement des compétences

Sept Parties s'attellent au développement des compétences, intégrant l'organisation de conférences (République tchèque : « Zones humides et changements climatiques »), cours de formation et ateliers (République tchèque : « Zones humides comme habitats des oiseaux marins (2011) » ; Inde : conservation de la faune sauvage, suivi satellite et surveillance des tortues marines, mammifères marins et conservation du *Dugong dugon*) et projets de recherche (Inde : mammifères marins ; Slovaquie : divers, notamment la gestion des zones humides, Suisse : divers, notamment les oiseaux, chauves-souris, contrôles des passes à poissons ; et Royaume-Uni : projets comme le Flagship Species Fund et l'initiative Darwin). Le Samoa considère que le développement des compétences est essentiel à la conservation des espèces migratrices et encourage cette Résolution. La Slovénie manque de ressources financières pour élaborer une stratégie de développement des compétences.

RÉSOLUTION 9.18 – Prises accidentelles

Sept Parties prennent des mesures pour appliquer cette Résolution. L'Allemagne a travaillé sur la gestion de la pêche sur les sites marins NATURA 2000 dans sa ZEE, son objectif étant de développer une base scientifique pour les mesures de gestion de la pêche dans les zones de protection pour les oiseaux marins et les marsouins communs *Phocoena phocoena*. D'autres projets ont été entrepris par l'Allemagne pour évaluer l'utilisation possible de méthodes de pêche alternatives adaptées sur le plan écologique et pour regrouper les données sur les prises accidentelles dans la Mer Baltique et établir des propositions de solutions.

Les Pays-Bas collectent les données sur les requins et oiseaux et appliquent des mesures dans le cadre de l'UE, notamment la préparation d'un Plan d'action national sur les requins.

Un plan similaire pour les oiseaux marins est prévu, en attendant la finalisation du plan d'action européen correspondant. Un Plan de conservation national des *Phocoena phocoena* a été préparé suite au Plan de conservation ASCOBANS pour les espèces de la Mer du Nord. Les Pays-Bas sont un membre actif de l'IAC et soulignent que l'UE est représentée dans différentes ORP où des mesures contre les prises accidentelles sont prises en compte. Un soutien pour les pays en développement est également assuré, principalement par le biais de la disposition de la technologie et la formation adaptées.

La Norvège réalise des recherches sur les oiseaux marins et les prises accidentelles et participe à la COFI de la FAO et la CCAMLR, des recommandations sur la pêche à la palangre devant être mises en œuvre. La Pologne a lancé un projet sur la protection des *Phocoena phocoena* contre les prises accidentelles, surveillé et collecté des données sur les prises involontaires de cétacés et renforcé la prise de conscience sur les impacts des prises accidentelles. La Slovénie met en place des mesures nationales dans le cadre de la législation européenne sur la pêche. L'Afrique du Sud applique le Plan d'action international de la FAO pour limiter les impacts sur les oiseaux marins, respecte les directives FAO pour réduire la mortalité des tortues marines dans les opérations de pêche et prépare un projet de Plan d'action international pour la conservation et la gestion des requins. L'Afrique du Sud tend également à renforcer les mesures d'atténuation pour réduire les prises accidentelles et souhaite améliorer la collecte des données. L'Ukraine a ajouté des mesures d'atténuation pour la prise accidentelle de dauphins au régime de la pêche dans la Mer Noire d'Azov.

RÉSOLUTION 9.19 – *Impacts acoustiques marins anthropogéniques nuisibles pour les cétacés et autres biotes*

Sept Parties appliquent des mesures visant à limiter les impacts de la pollution acoustique générée par l'homme dans le milieu marin. Trois pays participent aux recherches, l'Allemagne se prépare à analyser les impacts du sonar naval sur les *Phocoena phocoena*, les phoques et les poissons dans le cadre du projet STRESS. Des recherches sur l'impact des perturbations acoustiques sous-marines sur les *Phocoena phocoena* et les phoques sont en cours aux Pays-Bas. De plus, les Pays-Bas ont étudié, en collaboration avec la Norvège, les conséquences du sonar actif sur les orques *Orcinus orca*. Le Royaume-Uni a financé des recherches sur les pressions acoustiques affectant les animaux marins, et un autre rapport a été demandé concernant les impacts de la pollution acoustique sous-marine sur les oiseaux. Alors que des études sismiques sont réalisées en Pologne, les effets des perturbations acoustiques sur les cétacés n'ont pas encore été analysés.

D'autres mesures sont appliquées, comme l'interdiction de la construction de parcs éoliens pendant certaines périodes de l'année (en faveur des jeunes poissons mais pouvant profiter aux mammifères marins) et le lancement d'un outil obligatoire pour détecter les mammifères marins sous l'eau, avant l'activation du sonar (Pays-Bas). Le Royaume-Uni a présenté des données sur les études sismiques à un certain nombre de comités consultatifs d'ASCOBANS et de MoP. La technique de modélisation est utilisée pour prévoir les perturbations acoustiques sous-marines à partir d'études sismiques proposées et enquêter sur leur propagation dans les eaux littorales moins profondes. Un forum « Military Underwater Sound Stakeholder » (Intervenants militaires pour le niveau acoustique sous-marin) a été créé pour assurer un engagement direct afin de résoudre les problèmes et a récemment permis de développer une procédure d'alerte en temps réel pour des opérations de formation navales. Le Royaume-Uni est complètement impliqué dans la Directive-cadre « stratégie pour le milieu marin » de l'UE liée aux perturbations acoustiques sous-marines. La Norvège publie des recommandations concernant la pêcherie et la saison, la Slovénie

applique la législation de l'UE à la législation nationale dans son intégralité. L'Afrique du Sud a participé à la CBI, avec l'autorisation de contrôler l'impact des émissions liées à la pollution acoustique d'origine humaine.

Les Pays-Bas notent que l'utilisation « responsable » du sonar doit être définie au cours de discussions avec la Commission européenne et d'autres entités de réglementation.

RÉSOLUTION 9.20 – Le Faucon Sacre

Le faucon sacre *Falco cherrug* est une espèce protégée en République tchèque, en Inde et en partie en Ukraine. Un Plan de gestion est élaboré en Iran, et la Croatie indique qu'un Plan d'action est en cours de préparation, un groupe de travail étant déjà mis en place et des activités de surveillance réalisées. La Croatie a également participé à la conférence internationale sur la conservation du *Falco cherrug*. L'espèce est surveillée en République tchèque et en Slovaquie et la Pologne a rédigé un rapport sur la population de l'espèce. Des mesures nationales sont mises en œuvre en Slovénie, notamment des restrictions sur le maintien de cette espèce en captivité.

RECOMMANDATIONS COP CMS

Au total, 29 recommandations sont en vigueur, cinq ont été adoptées lors de la COP9 en 2008. Les Parties étaient chargées de donner des informations sur les 13 recommandations, notamment quatre validées par la COP9.

RECOMMANDATION 7.5 – Range State Agreement for Dugong (*Dugong dugon*) Conservation

Quatre Parties ont présenté leurs activités concernant l'accord entre les États de l'aire de répartition pour la conservation du dugong *Dugong dugon*. L'espèce est protégée contre le commerce et l'extermination en Inde, différentes populations étant soumises à une protection stricte. L'état de la population de l'espèce est en cours d'évaluation, des programmes de sensibilisation des pêcheurs sont mis en place et la restauration des prairies marines dégradées est en cours. Toutefois, l'Inde a besoin de l'aide internationale pour ces activités. En outre, assurer une meilleure compréhension de leurs déplacements grâce au suivi satellite reste une priorité. Le Kenya renforce la prise de conscience sur la conservation du *Dugong dugon*, afin de limiter la chasse, limiter les noyades accidentelles dans les filets de pêche et réduire la pollution. Maurice et l'Arabie Saoudite prévoient de signer le MdA rapidement.



Dugong *Dugong dugon*. (Photo: Julien Willem)

RECOMMANDATION 7.6 – Amélioration de l'état de conservation de la tortue luth (*Dermochelys coriacea*)

Dix Parties travaillent à l'amélioration de l'état de conservation de la tortue luth *Dermochelys coriacea*. L'espèce est protégée en Inde, en Arabie Saoudite, au Royaume-Uni et dans les eaux des Caraïbes des Pays-Bas. Des recherches sont en cours en Italie et des directives sur la récupération, le sauvetage, la réhabilitation et la recherche scientifique des tortues marines sont en cours de publication. Les Pays-Bas, le Panama, l'Uruguay et le Royaume-Uni surveillent également et/ou dirigent des recherches sur l'espèce. La France a participé au travail du SWOT (State of the World's Sea Turtles, état des tortues marines dans le monde),

interdit leur capture et organise des ateliers frontaliers en Guyane française pour favoriser la coopération avec les communautés locales en Guyane sur la conservation de la tortue luth. L'Inde a signé le MdA sur les tortues marines de l'IOSEA et adopte des mesures pour traiter les problèmes de conservation par l'application de la loi, une assistance financière et technique pour la conservation, l'utilisation obligatoire des dispositifs d'exclusion des tortues, l'augmentation du contrôle des patrouilles au cours de la saison de reproduction, et l'utilisation de la télémétrie satellitaire. L'Inde a également établi un Comité consultatif national sur les tortues marines pour conseiller, surveiller et analyser des activités. Le Royaume-Uni a pour objectif d'intégrer des facteurs environnementaux, notamment les effets sur les espèces migratrices, dans la préparation de plans et programmes. La Slovénie rédige des rapports sur les espèces dans ses eaux qui sont disponibles au public.

RECOMMANDATION 7.7 – *Programme relatif aux voies de migration Amérique Pacifique*

Les Pays-Bas, l'une des trois Parties s'exprimant sur cette recommandation, est activement impliqué dans l'initiative relative aux espèces migratrices de l'hémisphère (WHMSI, Western Hemisphere Migratory Species Initiative) visant à soutenir différentes initiatives en Amérique pour la conservation des oiseaux migrateurs (par ex. Réseau de réserves pour les oiseaux de rivage de l'hémisphère occidental, RRORHO) et d'autres espèces. Le Panama, en raison de son importance, en tant que point de convergence des espèces migratrices, participe à des initiatives visant à leur protection dans les zones humides, et la « Baie de Panama » a été désignée site « Ramsar » en 2003. Le Programme relatif aux voies de migration Amérique Pacifique est soutenu par le Royaume-Uni, qui travaille également à l'identification de l'importance des territoires d'outre-mer dans le cadre de ce programme.

RECOMMANDATION 8.12 – *L'amélioration de l'état de conservation des rapaces et des hiboux dans la région d'Afrique - Eurasie*

Quinze Parties ont entrepris des actions pour améliorer l'état de conservation des rapaces et hiboux dans la région d'Afrique-Pacifique. Un certain nombre de Parties ont participé au développement du MdA et trois ont confirmé l'avoir signé. Le Royaume-Uni a codirigé l'initiative avec les Émirats arabes unis. La République tchèque prévoit de valider son adhésion au MdA en 2011. Le Royaume-Uni a encouragé l'UE à le signer, ce qu'elle fera très bientôt.

Des Plans d'action ou des mesures de gestion sont en cours de préparation ou sont déjà finalisés en Croatie, Guinée, Italie et Kenya. La Slovénie intègre la législation européenne complète à sa législation nationale et 22 rapaces et 8 espèces de hiboux sont totalement protégés en Ukraine. D'autres actions sont entreprises, notamment l'installation des nichoirs pour les rapaces et hiboux, l'inventaire des espèces et l'établissement de sanctuaires de rapaces. La Hongrie prévoit de proposer l'inscription du faucon sacré *Falco cherrug* et le faucon kobez *Falco vespertinus* dans l'Annexe I de la CMS.

L'Allemagne rappelle les informations présentées dans son rapport national de 2008, où elle recommandait l'utilisation et le renforcement des outils existants, par exemple, par l'extension de l'AEWA pour conclure un accord sur les oiseaux d'Afrique et d'Eurasie. De son point de vue, un groupement de MdA pertinents, dans le cadre de la CMS, serait susceptible d'augmenter leur efficacité et d'éviter un double effort.

RECOMMANDATION 8.16 – Les Requins Migrateurs

Quatorze Parties appliquent des mesures concernant les requins migrateurs. Les Pays-Bas ont participé aux négociations sur le MdA sur le requin mais ne l'ont pas encore signé et le Royaume-Uni prévoit de le faire également. Cinq pays ont adopté des Plans d'action nationaux ou des Plans de conservation (Argentine, Guinée, Inde, Royaume-Uni, Uruguay), la Croatie a participé aux réunions pour développer un Plan de conservation et de gestion, et l'Inde prévoit de développer des Plans de conservation pour certaines espèces. L'Allemagne a préparé des documents de l'OSPAR sur 10 espèces de requins et de raies, comprenant la révision scientifique et l'analyse de profils nationaux pour établir des mesures de l'OSPAR.

Le Honduras a développé des directives pour la surveillance du requin-baleine *Rhincodon typus* afin d'éviter les conflits, il analyse son statut et mène des recherches sur l'espèce. L'Inde entreprend un certain nombre d'actions, notamment en faveur de la protection et la conservation de la faune sauvage et les habitats, la collecte de données biologiques, la formation de biologistes et du personnel technique pour l'identification des espèces, le sauvetage et la libération du *Rhincodon typus* et le suivi satellite de l'espèce. En outre, plusieurs espèces de requins et de raies, notamment le *Rhincodon typus*, sont désormais totalement protégées en Inde et des estimations de leur population sont planifiées. Aux Pays-Bas, le *Rhincodon typus* et le requin mako *Isurus oxyrinchus* ainsi que toutes les espèces de requins de Bonaire sont protégés. Des réglementations nationales de protection de la faune sauvage marine National marine sont appliquées au Samoa et les requins répertoriés dans l'Annexe I de la CMS sont protégés en Slovaquie. L'Allemagne a soutenu la proposition d'inscription de l'aiguillat commun *Squalus acanthias* et du requin-taupo *Lamna nasus* dans les Annexes CITES, et l'Ukraine garantit une utilisation durable du *Squalus acanthias* par le biais d'un système de quotas scientifique.

RECOMMANDATION 8.17 – Tortues marines

Onze Parties entreprennent des actions concernant les tortues marines. L'Équateur, le Samoa et le Kenya ont renforcé la prise de conscience sur la conservation des tortues marines, et le Samoa favorise la protection des tortues marines grâce à l'implication des communautés locales.

La France contribue au développement d'un Plan d'action sur les espèces marines dans les îles Pacifique. La Guinée a adopté une stratégie nationale sur la conservation des tortues marines, et le Samoa a développé des Plans de gestion. Au Honduras, un décret sur l'extension de l'interruption de la saison de la tortue olivâtre *Lepidochelys olivacea* a été rédigé et un projet de surveillance et de marquage a été mis en place. Maurice prévoit de démarrer une étude dans les îles extérieures. Le Kenya a adopté un programme de conservation comprenant la protection des sites de nidification et de fourrage importants, les patrouilles sont chargées de réduire le braconnage, de faire appliquer les réglementations, de gérer la formation et le marquage des spécimens.

L'Arabie Saoudite a signé le MdA sur les tortues marines de l'IOSEA et le Royaume-Uni s'engage totalement dans tous les accords pertinents et MdA sur les tortues marines. Tandis que cette recommandation est focalisée sur l'Océan Indien, le Pacifique et l'Afrique-Atlantique, les Pays-Bas sont un membre actif de l'IAC (Convention interaméricaine) pour la protection des tortues marines, un accord similaire pour l'Amérique.

RECOMMANDATION 8.23 – Mammifères des zones arides d'Eurasie centrale

La Belgique mentionne des actions concertées et coopératives en faveur des mammifères des zones arides d'Eurasie centrale, par le biais du soutien permanent des efforts du Conseil scientifique pour le développement d'un MdA, ou d'autres outils, afin de compléter l'Action concertée et le Plan d'action.

RECOMMANDATION 8.26 – Espèces d'oiseaux de prairie et leurs habitats dans la partie australe du continent sud-américain

L'Argentine et l'Uruguay expliquent que des Plans d'action pour les espèces d'oiseaux de prairie migrateurs ont été convenus et développés en 2010.

RECOMMANDATION 8.28 – Actions coopératives à entreprendre pour les espèces inscrites à l'Annexe II

Six Parties entreprennent des actions coopératives pour les espèces inscrites à l'Annexe II. La République tchèque applique des mesures pour le râle des genêts *Crex crex* et la caille des blés *Coturnix coturnix*, ces deux espèces étant surveillées à l'échelle nationale. Un plan des populations de *Crex crex* est établi chaque année et un système national agro-environnemental pour les principales zones de l'espèce favorise une gestion adaptée au râle des genêts. L'Allemagne s'appuie sur son rapport national de 2008, où elle indiquait que des experts allemands faisaient partie de l'équipe internationale de conservation des râles des genêts BirdLife. Des mesures de gestion sont appliquées pour surveiller le *Crex crex* et l'*Acrocephalus paludicola*, notamment l'ajustement des programmes de tonte dans les zones de protection.

L'Allemagne a également étudié la réhabilitation de l'*Acipenser sturio* et de l'esturgeon d'Europe *Acipenser oxyrinchus*, en collaboration avec la France et la Pologne, respectivement. La Slovaquie mentionne la libération des sterlets *Acipenser ruthenus* élevés en captivité dans la rivière Morava.

Le Royaume-Uni a désigné un certain nombre d'espèces pour des actions concertées en 2009-2011 qui sont entreprises pour différents accords de la CMS et MdA et des programmes de surveillance et de recherche.

RECOMMANDATION 9.1 – Mammifères des zones arides d'Eurasie centrale

Aucune Partie n'a signalé d'action entreprise concernant cette recommandation.

RECOMMANDATION 9.2 – Mégafaune sahélo-saharienne

La Belgique continue d'encourager les efforts du Conseil scientifique, par le biais d'une action concertée concernant la mégafaune sahélo-saharienne et d'un Plan d'action, afin d'assurer sa conservation. Des activités de coordination des deux vastes projets, visant à établir un Plan d'action en Tunisie, au Niger et au Tchad, sont également soutenues par la Belgique.

RECOMMANDATION 9.3 – Tigres et autres grands félins d'Asie

L'Inde indique qu'un groupe de travail a été créé pour identifier des zones de protection transfrontalières qui requièrent une coopération plus



Tigre *Panthera tigris*
(Photo: Mayankkatiyar)

performante entre l'Inde et ses pays voisins. Cinq réserves de tigres ont été identifiées (Manas, Dudhwa, Valmiki, Buxa et Sundarbans), elles se partagent entre le Bhoutan, le Népal et le Bangladesh. Le processus de signature d'un MdA avec ces pays est lancé.

RECOMMANDATION 9.5 – *Mesure de coopération en faveur de l'éléphant d'Afrique centrale (Loxodonta africana)*

Aucune Partie n'a signalé de mesure de coopération concernant cette recommandation.

Liste d'acronymes

ACAP	Accord sur la Conservation des Albatros et des Pétrels
ACCOBAMS	Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente
AEWA	Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie
ZISC	Zone d'intérêt spécial pour la conservation (en anglais ASCI)
ASCOBANS	Agreement on the Conservation of Small Cetaceans of the Baltic, North East Atlantic, Irish and North Seas (Accord sur la conservation des petits cétacés de la Mer Baltique, de l'Atlantique du nord-est, de la Mer irlandaise et de la Mer du Nord)
ByCBAMS	Prises accidentelles dans la zone ACCOBAMS (?)
CAR/ASP	Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées
CDB	Convention sur la diversité biologique
CCAMLR	Commission for the Conservation of Antarctic Marine Living Resources (Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique)
CIESM	Mediterranean Science Commission (Commission scientifique de la Méditerranée)
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CMS	Convention on Migratory Species (Convention sur les espèces migratrices)
COFI	Comité des pêches de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
CDP	Conférence des Parties
ZEE	Zone économique exclusive
EIE	Évaluation de l'impact environnemental
ENIA	Ecological Network Impact Assessment (Évaluation de l'impact sur le réseau écologique)
EUROBATS	Accord relatif à la conservation des populations de chauves-souris d'Europe
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
GEF	Global Environment Facility (Fonds pour l'environnement mondial)
GPS	Global Positioning System (Système de positionnement à capacité globale)
GROMS	Global Register on Migratory Species (Registre global des espèces migratoires)
HELCOM	Convention sur la protection du milieu marin de la zone de la Mer Baltique
IAC	Inter-American Convention for the Protection of Sea Turtles (Convention inter-américaine pour la protection des tortues marines)
ZICO	Zone importante pour la conservation des oiseaux
IOSEA	Indian Ocean-South East Asian Marine Turtle Memorandum of Understanding (MdA sur les tortues marines de l'Océan Indien et de l'Asie du sud-est)
IPOA	International Plan of Action (Plan d'action international)
ISSAP	International Single Species Action Plan (Plan d'action international d'une espèce individuelle)
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
CBI	Commission Baleinière Internationale
LFAS	Low Frequency Active Sonar (Sonar actif à basse fréquence)
AME	Accords multilatéraux pour l'environnement
MIKE	Monitoring the Illegal Killing of Elephants (Suivi du braconnage des éléphants)
MoP	Meeting of Parties (Réunion des Parties)
MdA	Mémoire d'Accord
ONG	Organisation non-gouvernementale
OSPAR	Convention pour la coopération sur la protection du milieu marin de l'Atlantique du nord-est
ZPV	Zone maritime particulièrement vulnérable
RAMOGE	Accord concernant la Protection des eaux littorales de la Méditerranée
ORP	Organisation régionale de pêche
ZSC	Zone spéciale de conservation
SIC	Site d'importance communautaire
EES	Évaluation environnementale stratégique
ZPS	Zone de protection spéciale
ASPIM	Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne
SPAW	Specially Protected Areas and Wildlife (Aires et espèces spécialement protégées)

PROE	Programme régional océanien de l'environnement
SWOT	State of the World's Sea Turtles (état des tortues marines dans le monde)
UNCCD	United Nations Convention to Combat Desertification (Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFCCC	United Nations Framework Convention on Climate Change (Convention-cadre sur le changement climatique)
WDCS	Whale and Dolphin Conservation Society (Société pour la conservation des baleines et des dauphins)
WHMSI	Western Hemisphere Migratory Species Initiative (Initiative relative aux espèces migratrices)
WIDECAST	Wider Caribbean Sea Turtle Conservation Network (Réseau de conservation des tortues marines dans la région des Caraïbes)